



Et au milieu coule une route

La croissance de la capitale a eu un impact sur les routes qui y mènent. Une meilleure gestion des franges urbaines s'impose, mais se heurte à l'autonomie communale

Contorsion judiciaire

Quand les juges rechignent à appliquer le plafond du capital investi de la loi sur le bail à loyer. Un cas d'espèce

« Dat ass keen Naturgesetz »

Débatant de la dette publique, les députés luxembourgeois font abstraction du nouveau contexte européen. Ils préfèrent tester leurs slogans électoraux

Evidenzbasierter Sozialismus

Die Resultate der vom Arbeitsminister in Auftrag gegebenen Studie zur Arbeitszeitverkürzung sind zweideutig. Vielleicht reichen sie aber aus, um die Wahlforderung der LSAP nach einer 38-Stunden-Woche zu legitimieren

Gott, Kunst und Quantenphysik

Jean Ehret sucht an der Luxembourg School of Religion & Society einen lebendigen Dialog über Gott

JEUNESSE ÉDUCATION FORMATION

Auf der Schwelle

Mit Beiträgen über die großen Übergänge im Leben eines jungen Menschen, etwa die Orientierung ans Lyzeum und die Frage, wann man erwachsen ist

Foto: Olivier Halmes





Route de Beggen



Route de Longwy



Route d'Esch



Route de Thionville



Route d'Arlon

Et au milieu coule une route

France Clarinval

La croissance de la capitale a eu un impact sur les routes qui y mènent. Une meilleure gestion des franges urbaines s'impose, mais se heurte à l'autonomie communale

Cette semaine, les Parisiens célébraient le cinquantième anniversaire de leur périphérique. « Célébraient » et non « fêtaient », tant ce boulevard urbain qui enserme la capitale française est aujourd'hui décrié, correspondant à une époque du tout-automobile, de la bétonisation à tout va et marquant de manière drastique la limite entre Paris et sa banlieue. L'autoroute qui entoure la ville de Luxembourg n'est pas tout à fait comparable. Elle se trouve relativement moins proche de la ville et ne fait que trois-quarts de tour de la capitale – l'idée d'une fermeture autoroutière au Nord, complétant un axe Arlon-Kirchberg, a été définitivement abandonnée il y a plus de vingt ans. Plusieurs voies pénétrantes relient les zones urbaines aux axes autoroutiers. Des routes nationales qui desservent la capitale dans les différentes directions, en une étoile déformée. Elles portent d'ailleurs le nom des villes ou des quartiers dans les directions desquelles elles pointent (ce qu'en Belgique on désigne par le terme de chaussée) : Arlon, Longwy, Esch, Thionville, Neudorf, Beggen (l'avenue J. F. Kennedy fait exception en terme de toponymie).

Ces entrées (ou sorties, les références écrites utilisent généralement « entrée », ce qui connote bien l'attractivité de la ville) ont été aménagées de façon diffuse et peu structurée, en répondant aux développements démographique et socio-économique de la capitale. On y voit l'implantation successive de centres commerciaux, de stations d'essence, de fast-food, de magasins de meubles ou de concessions automobiles, mais aussi d'habitations de tailles variées. Ce sont des voies larges avec peu d'intersections, peu de signes urbains (trottoirs, feux de signalisation, stationnements) à une échelle qui n'est plus celle du piéton. Le résultat de cette croissance sauvage est « une périurbanisation en extension continue » et « une conurbation qui déborde de plus en plus sur les espaces ruraux », comme le pointe aujourd'hui le projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) pour qui « les importants flux de trafic quotidien en sont la démonstration la plus visible et l'une des plus nuisibles. » En d'autres termes, l'entrée « ressentie » de la ville s'éloigne de plus en plus du centre, même si la limite administrative n'a pas bougé. « L'urbanisme raconte ce que nous sommes. Le Moyen-Âge a eu ses villes fortifiées et ses cathédrales, le 19^e siècle ses boulevards et ses lycées. Nous avons nos hangars commerciaux et nos lotissements », écrivait le journaliste Xavier de Jarcy dans un article intitulé *Comment la France est devenue moche ?* paru dans *Télérama* en 2010. Le Luxembourg est épargné par les panneaux publicitaires qui défigurent les routes françaises, mais n'a pas été un meilleur élève du développement périurbain. Au moment de ces constructions successives, l'artificialisation des sols, la qualité architecturale, la cohérence visuelle ou la banalisation des paysages bâtis n'étaient pas des questions à l'ordre du jour. La mobilité était pensée uniquement autour de la voiture et les questions écologiques pouvaient encore être mises sous le tapis.

On mesure désormais à quel point ces axes et l'urbanisation qui se développe de part et d'autre constituent un enjeu important dans l'aménagement du territoire. Une meilleure gestion des franges urbaines s'impose et avec elle « une politique d'urbanisation prioritairement orientée vers la densification et le renouvellement urbain et non par une consommation supplémentaire d'espaces en périphérie », comme l'indiquait la commission d'aménagement (au sein du ministère de l'Intérieur) dans son avis sur la refonte du PAG de la

Ville de Luxembourg en 2016. Cependant, ces voies sont des routes nationales et traversent plusieurs communes. L'administration de la capitale ne peut donc pas agir seule. Une concertation s'avère indispensable avec les communes voisines et avec l'État et plusieurs outils sont déjà mis en place. L'idée de définir des agglomérations urbaines apparaît ainsi dans le PDAT. Ce sont des zones qui regroupent les pôles majeurs de développement et correspondent à un territoire urbain dense caractérisé par une continuité du bâti : la Nordstad, l'Agglo-Centre et la Région Sud. Contrairement au concept français de communauté de communes (Euro-métropole de Metz, Grand-Nancy, Métropole européenne de Lille ou encore Grenoble-Alpes Métropole), il ne s'agit pas d'un niveau décisionnel ou juridique nouveau. L'ensemble est régit par une série de conventions, groupes de travail et coopérations. L'espace d'action « Ensemble urbain du Centre » tel que proposé par le PDAT2023 comprend les communes de Bertrange, Hesperange, Leudelange, Luxembourg, Mamer, Niederanven, Sandweiler, Steinsel, Strassen et Walferdange, qui font partie de l'espace de planification actuel Agglo-Centre ainsi que les communes de Kopstal, Schuttrange et Contern. Soit treize communes comptant près de 215 000 habitants.

« Sur ces axes d'entrée de ville, plusieurs logiques doivent cohabiter et plusieurs niveaux de planification doivent coïncider », explique Shaaf Milani-Nia, cheffe du service de l'urbanisme et du développement urbain à la Ville de Luxembourg. Ces voies sont notamment inscrites dans le nouveau plan national de mobilité (PNM2035), « ce qui va forcément influencer la programmation de ces lieux ». Puisque ces routes sont nationales, c'est à l'Administration des Ponts et Chaussées de fixer les besoins pour la bonne réalisation de la programmation. Elle estime ainsi une limite entre le domaine privé et

« L'administration ne peut pas assurer la beauté urbaine. Les règlements n'ont pas pour mission de dicter un goût. »

Shaaf Milani-Nia,
Ville de Luxembourg

le domaine public, « ce qui détermine un plan d'alignement auquel on travaille en concertation. » La responsable de l'urbanisme détaille : « Si on veut qu'il y ait du tram, du bus, de la voiture, des vélos, des piétons, chacun sur un site propre, plus des places de stationnement et des arbres, ça prend beaucoup de place. Il y a des arbitrages à faire pour voir comment certains usages peuvent coïncider de manière peu conflictuelle, renoncer à certains ou les déplacer vers des voies parallèles ». Les décisions concernant la mobilité sont celles dont l'impact est ou sera le plus visible. La route d'Arlon où il est prévu de faire passer le tram, est ainsi appelée à changer de visage, non seulement dans l'occupation de la route, mais aussi sur ses abords. « Pour que ces routes soient vivables, il faut éviter les ruptures dans le tissu urbain », explique une urbaniste. Elle considère qu'il advient d'assurer une mixité de fonctions entre habitations, commerces, bureaux, espaces verts, espaces sociaux et de loisirs, « ce qui n'empêche pas de réfléchir à une cohérence d'ensemble, y compris de ce qui vient en deuxième ligne ». Elle estime que « la mutabilité, l'évolutivité est un autre point important. L'un des critères d'une bonne conception d'entrée de ville est qu'elle puisse évoluer dans le temps ». Enfin, elle parle aussi de rythme et de coupures, praticables par les piétons, dans les « façades » de la route pour éviter la monotonie, source d'ennui qui suscite l'accélération des voitures. Les architectes du bureau 2001 qui ont planché sur le futur quartier du stade à la route d'Arlon ont eu cette préoccupation en ligne de mire : « Notre volonté est de trancher par rapport au principe d'alignement frontal qui est à l'œuvre aujourd'hui dans les constructions, jusqu'à l'entrée de l'autoroute et au-delà. Il s'agit donc d'ouvrir vers la route et les rues voisines pour inviter à entrer dans le quartier », expliquait Philippe Nathan au *Land* (17.12.2021)

La route de Longwy qui arrive de manière presque rectiligne jusqu'au centre ville est un exemple de la diversité d'aménagements. Elle traverse différentes ambiances urbaines – petites maisons unifamiliales, commerces, stations d'essence, maisons plus cossues (qui font partie du secteur protégé d'intérêt communal), résidences – pour être coupée de manière abrupte par l'accès à l'autoroute, puis se poursuivre à Bertrange où une nouvelle mixité est en train de se développer. En plus des zones commerciales de différentes ampleurs et plus ou moins bien intégrées dans le paysage, des immeubles d'habitation ont été construits et d'autres sont à venir.

La situation de Bertrange, n'est pas la même que celle de Strassen. Ainsi, la plusieurs services communaux et le centre culturel de Strassen sont situés directement sur la route d'Arlon qui apparaît comme un « centre-ville ». En revanche, que Bertrange a gardé une structure plus rurale même si la commune est encerclée par de grands axes routiers. « Il apparaît nécessaire de réorienter le potentiel de croissance et de structurer l'espace pour contribuer à renforcer les fonctions centrales, à densifier la structure urbaine et à assurer une gestion intégrée des flux de transports », lit-on dans l'avis de la commission d'aménagement sur le PAG de Strassen. Plusieurs autres commentaires vont dans le même sens, pointant un manque de densification. Une « zone d'habitation 2 » est retoquée au motif de « générer essentiellement, voire exclusivement des maisons plurifamiliales, mode d'utilisation du sol non approprié en ces lieux », une zone d'activités économiques risque de « contribuer pas au mitage manifeste du paysage ». La commission prône diverses densités d'unités de logement par hectare à divers niveau de la route. Cependant, le plan actuel ne permet de construire des résidences que de 3,8 étages de haut.

La hauteur des immeubles reste bel et bien un tabou doublé d'un fantasme : « La peur de la tour revient régulièrement dans les discussions avec les communes. Les gens s'imaginent des gros immeubles de plusieurs dizaines de niveaux avec des centaines d'habitants. La densité, ce n'est pas cela ! » », s'étrangle Taina Bofferding (LSAP), ministre de l'Intérieur. « Nous travaillons avec les communes pour que les nouveaux quartiers soient pensés en amont avec les habitants et les futurs usagers. Nous les poussons à organiser des ateliers citoyens, des concertations, des présentations de projets le plus tôt possible. Cela permet une meilleure adéquation du projet aux besoins, mais aussi une meilleure acceptation de ce projet », détaille la ministre. Sans empiéter sur la sacrosainte autonomie communale, elle considère que la Direction de l'aménagement communal a plutôt un rôle d'accompagnement et de conseil. « Dans le cadre de notre fonction de consultation, nous mettons en place des plateformes de concertation entre les différents niveaux décisionnels. Le challenge est d'allier densité et qualité de vie. »

La densité de construction est déjà à l'œuvre sur plusieurs axes de ces routiers. La route d'Esch en montant vers Gasperich a désormais des allures de canyon avec des immeubles de chaque côté, de quatre à cinq étages dans le bas, à six ou sept quand on monte la colline. La route de Thionville connaît plusieurs chantiers où une série de maisons en bande sont transformées en résidences à appartements de quelques étages. Un nouveau quartier sera développé dans une zone entre cette route et le nouveau Boulevard de Kyiv, ce qui aura aussi une incidence sur le paysage urbain. « Les nouvelles constructions d'immeuble semblent arriver d'un coup. C'est ce qui se passe quand une génération vend et libère le foncier »,

« La peur de la tour reste ancrée. Les gens s'imaginent des immeubles de plusieurs dizaines d'étages avec des centaines d'habitants. La densité, ce n'est pas cela ! »

Taina Bofferding,
ministre de l'Intérieur

commente la cheffe du service de l'urbanisme de la Ville de Luxembourg. Shaaf Milani-Nia explique que lorsque des maisons se libèrent, lors de successions par exemple, les voisins voient parfois l'aubaine de vendre ou les promoteurs vont les démarcher. Dans les limites autorisées par le PAG, des immeubles plus importants vont alors être construits. Quant à l'esthétique de ces nouvelles constructions, elle se garde bien de juger. « La qualité architecturale et urbanistique dépend de la sensibilité d'abord des maîtres d'ouvrage, puis des architectes. L'administration ne peut pas assurer la beauté urbaine. Les textes réglementaires n'ont pas pour mission de dicter un goût. La notion d'intégration harmonieuse a du mal à être jugée par un tribunal administratif », argue-t-elle. Cependant, elle estime que la culture du bâti a fait d'importants progrès ces dernières années grâce à la création de prix d'architecture, l'adoption de labels de qualité, ou les préoccupations environnementales. « L'utilisation du crépi n'est plus plébiscitée à cause des isolations de façades. Cela met en évidence d'autre matériaux comme la pierre ou la brique, avec d'autres propriétés architecturales. » Pour la responsable, les promoteurs « les plus professionnels » sont de plus en plus soucieux de la qualité des constructions, « même s'il existe toujours des promoteurs qui montent des projets uniquement sur papier, qui revendent des autorisations et qui n'ont aucune préoccupation esthétique. »

Le développement urbain reste un processus continu et dynamique qui dépend de nombreux acteurs et niveaux décisionnels. Les entrées de ville sont symptomatiques de la qualité de la réflexion, de la compétence prospective et de la prise de décision pour concilier ou trancher des intérêts et volontés parfois contradictoires. C'est bien ce que doit être la politique. ●



e-facturation.lu

Vous devez envoyer une facture à un organisme du secteur public ?

Alors la facturation électronique vous concerne. Nous sommes là pour vous renseigner !



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Digitalisation



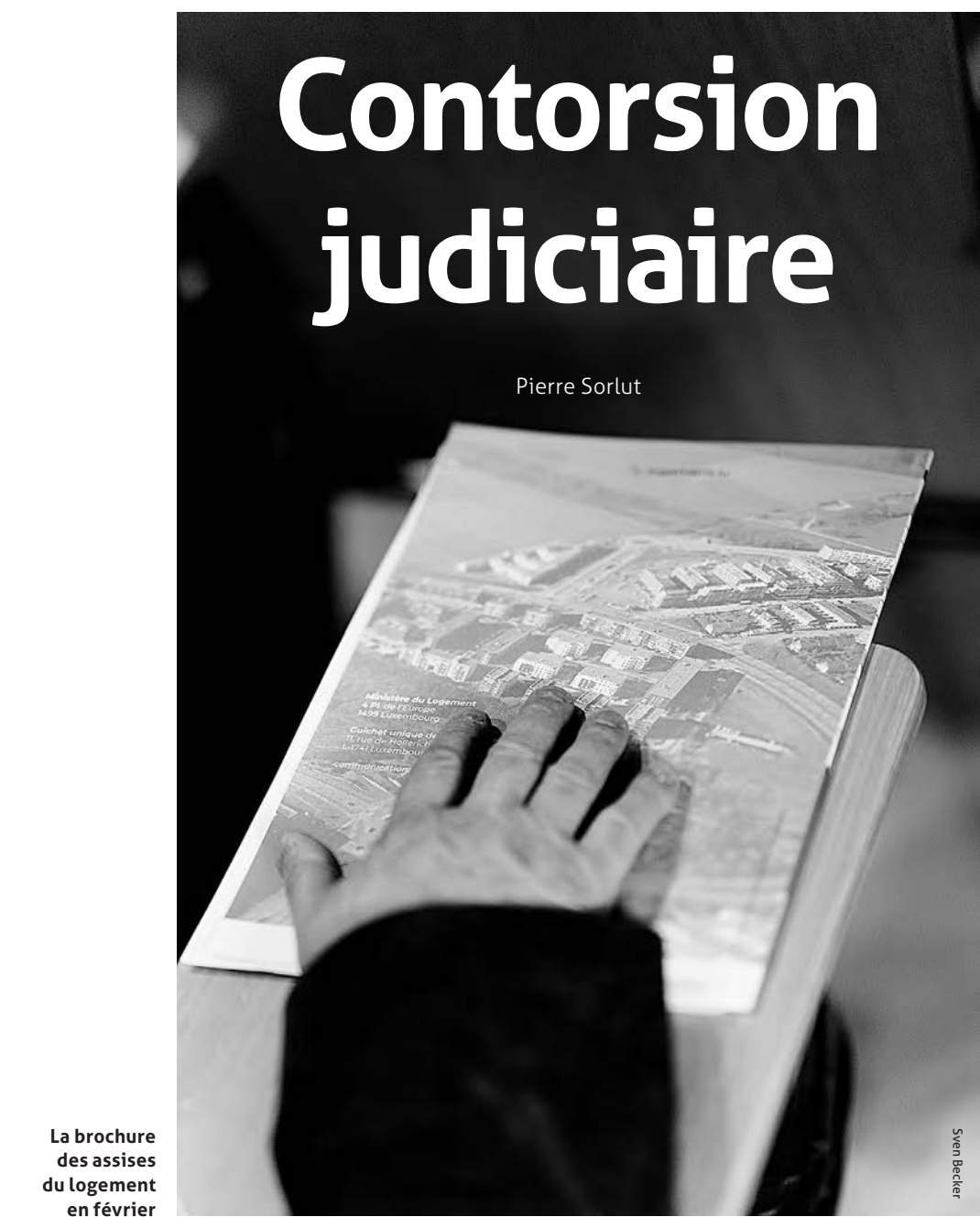
Mardi, la justice a tranché en faveur des propriétaires héritiers. Celui qui, ces derniers mois, a été présenté « comme le locataire du Limpertsberg » s'est vu une nouvelle fois débouté dans son baroud judiciaire pour faire appliquer la loi sur le bail à loyer. Économiste de profession et exerçant au Luxembourg depuis 2013, Michel Ruben avait réalisé en 2019 que, selon la loi en question datant de 2006, « la location d'un logement à usage d'habitation ne peut rapporter au bailleur un revenu annuel dépassant un taux de cinq pour cent du capital investi ». Celui-ci est défini comme l'argent engagé dans la construction du logement, dans les travaux d'amélioration (la loi exclut les réparations locations locatives ou de « menu entretien ») et dans le terrain.

Ledit locataire avait saisi la Commission des loyers en mai 2019 pour faire baisser le sien de 1 500 à 900 euros pour un appartement de 90 m² rue Evrard Ketten. Après avoir essuyé un refus et l'invitation (de la part du président de la Commission) de déménager à Thionville pour y jouir d'un loyer raisonnable, Michel Ruben a saisi la justice de paix en novembre de la même année. Le but : voir « fixer le montant du loyer à un montant en lien avec le capital investi et la loi sur le bail à usage d'habitation », lit-on dans l'introduction de l'arrêt rendu mardi par la Cour d'appel. Dans un premier temps, en janvier 2020, le tribunal de paix a nommé un expert, Lucien Melchior, pour déterminer, « le capital investi, réévalué et décoté dans l'appartement occupé par Michel Ruben » et de se prononcer sur la valeur du bien (terrain et construction) en 1957 en intégrant le coefficient de réévaluation et la décote, ainsi que les frais d'entretien nécessaires. À cet instant, le propriétaire n'avait produit aucun document déterminant les éléments à considérer dans le calcul du capital investi.

Le 18 juin 2020, le tribunal de paix a débouté Michel Ruben de sa demande en réduction de loyer mensuel. L'intéressé demandait entre 268 et 493 euros. (Les juges refusaient aussi au propriétaire, Theo Fischbach, l'augmentation demandée en retour.) Michel Ruben, qui se défendait ici-lui même, a interjeté appel et s'est attaché les services de Marc Thewes, pointure du droit de l'immobilier. L'intéressé a notamment écrit *Le nouveau droit du bail* (2007) et un « Panorama de jurisprudence : Bail à loyer » (2015) publié dans les *Annales du droit luxembourgeois* et réalisé avec Fanny Mazeaud, qui dispense les cours de droit immobilier pour les graines d'avocats luxembourgeois. Marc Thewes est par ailleurs membre du Conseil d'État (sur le ticket du CSV). Assisté de son spécialiste en droit public Hicham Rassafi-Guibal, le conseiller d'État a d'abord essuyé un premier échec en appel, mais il a obtenu gain de cause le 21 décembre 2020 pour violation de l'article 3 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, article définissant les critères à retenir dans le calcul du capital investi.

Revenue en appel, l'affaire a été plaidée le 7 mars dernier. Entretemps Michel Ruben a été expulsé, en août 2021. L'arrêt rendu mardi résume la position de Michel Ruben : « Il serait tout à fait possible et légal qu'un logement, dans le même temps, vaille très cher (valeur de marché) mais ne puisse être loué que pour un montant très abordable. Ce que la loi permettrait au propriétaire de rémunérer par le loyer serait son effort d'investissement, et non pas la plus-value latente résultant d'une hausse exogène de la valeur de marché de son bien. » Lors de l'audience, Marc Thewes a insisté sur les intentions du législateur quand il repris le concept du plafonnement des loyers par rapport au capital investi, déjà existant dans les lois sur le bail de 1955 et 1987 : « la recherche d'un juste équilibre entre un rendement du capital comparable à un intérêt moyen et la protection du locataire contre des loyers qui s'envoleraient en raison de l'envolée générale des prix de l'immobilier ». Dans le projet de loi figure notamment la volonté de lutter contre la libéralisation des loyers.

Selon la doctrine et la loi, la charge de la preuve du capital investi incombe au bailleur. Or le propriétaire, qui a hérité de l'immeuble en 2018 après le décès de son épouse, n'a apporté ces documents que sous la pression de l'avocat du requérant. Marc Thewes s'était souvenu qu'au moment de la construction du bien en 1957, la loi fiscale exigeait de déclarer les coûts de construction à l'ACD. Les documents ont été produits trois jours avant la première audience d'appel. Devant les juges en mars, les débats ont fait écho au projet de loi 7642 déposé par le ministre du Logement, Henri Kox (Déi Gréng) le 31 juillet 2020, soit quelques semaines après le premier jugement dans l'affaire Ruben. L'exposé des motifs y fait référence : « Au vu des pratiques du marché immobilier et des imprécisions du texte en vigueur révélées par certaines décisions de justice récentes, il convient de préciser et de renforcer certaines dispositions relatives au capital investi. » Ou encore : « Le capital investi (...) n'est pas la 'valeur marchande comparable' du terrain et du logement à l'heure actuelle ». « Les propriétaires craignent qu'on ne leur prenne quelque chose. Ce n'est pas



La brochure des assises du logement en février

« On est en train de sanctionner les Luxembourgeois qui ont hérité des biens de leurs aïeux. »

Robert Kayser, avocat

vrai. On limite juste le multiplicateur de valeur », a ainsi expliqué Marc Thewes aux juges en mars avant de résumer : « On a un droit. Il faut l'appliquer. (...) Le capital investi est désormais connu », a fait valoir la défense de Michel Ruben. En appliquant les coefficients et la décote, le montant à considérer s'élèverait à 283 943,93 euros. Le rendement maximal de cinq pour cent autorisé par la loi pour l'immeuble entier s'établirait à 14 197,20 euros par an, ou 1 183,10 euros par mois pour l'ensemble de l'immeuble qui compte quatre unités de logement. Le loyer maximal de l'appartement loué par Michel Ruben plafonnerait à 313,17 euros plus 25 euros pour les meubles.

Mais l'avocat du propriétaire, Robert Kayser, fait valoir que des travaux ont été réalisés depuis 1957 et la construction. Impossible néanmoins de mettre la main sur les factures ou de préciser lesquels. « Quand le temps fait son effet, il est tout à fait normal que les parties ne puissent plus apporter les pièces justificatives », a justifié Robert Kayser. « Des travaux magiques, des travaux dont on ne souvient pas, dont on ne voit pas les factures et dont on ne voit pas les effets », a fustigé Hicham Rassafi-Guibal. Michel Ruben souligne que si travaux il y a eu alors ils ont été déclarés pour bénéficier des taux préférentiels. Pour l'avocat du multipropriétaire, si l'on appliquait les loyers calculés par le requérant sur base du capital investi, « tous les propriétaires détenant les biens anciens se mettraient à vendre. On est en train de sanctionner les Luxembourgeois qui ont hérité des biens de leurs aïeux. Cela aurait pour conséquence de rompre l'accès à la propriété des Luxembourgeois », s'est emporté l'avocat. « Il faut appliquer le droit positif », a résumé Robert Kayser, sûr d'une jurisprudence qui protège les propriétaires.

Et, cette semaine, les juges de l'instance lui donnent raison. Ils considèrent, sur base des « éléments du dossier », que des « travaux de rénovation et de modernisation ont nécessairement et indubitablement été entrepris sur la période de 1957 à 2019 ». Les juges entendent les déclarations du locataire-

expulsé au sujet de « l'état de vétusté de l'appartement, qui, contrairement aux trois autres dans le même immeuble n'a pas fait l'objet de rénovation depuis quinze ans ». Mais dans les 48 années qui précèdent, « des rénovations et aménagements ont nécessairement eu lieu », croient savoir les juges avant de noter « l'absence totale de pièces quant aux travaux d'aménagement réalisés entre 1957 et 2010, mise à part l'installation d'une terrasse en béton aux alentours de 1970 » qui ne concernait pas le logement de Michel Ruben. Selon la loi, quand le capital investi ne peut être mesuré, alors il faut se fier à une expertise et à la détermination de la valeur marchande, expliquent les magistrats. Ils se réfèrent ainsi à une valeur marchande de 787 000 euros estimée par l'expert désigné par le premier juge alors que cette mission ne figurait pas dans le mandat. Sur base de ce montant le propriétaire peut demander jusqu'à 3 279,17 euros de loyer si l'appartement n'est pas meublé, le double s'il l'est, ont ainsi tranché les juges d'appel.

La Cour suit ainsi la voie que la loi de 2006 voulait éviter. Dans le projet de loi 7642, les juristes du ministère du Logement constatent que dans cette logique, « plus aucun bailleur d'un logement ancien ne produirait des pièces justificatives – même si existantes – dans le cadre d'une affaire de fixation de loyer devant la commission des loyers ou devant le juge de paix, afin d'obtenir le maximum de loyer possible pour son logement, et ceci même s'il n'a rien ou peu investi dans ce logement depuis qu'il en est devenu propriétaire. » Sollicité par le *Land*, l'expert du Liser, Antoine Paccoud estime que la détermination du loyer en fonction du capital investi permet en principe de « conserver un stock de logement relativement abordable et de s'assurer qu'un propriétaire ne pratique pas un loyer démesuré par rapport à ce qu'il investit dans le bien. » Ces dernières années, d'autres dispositions fiscales poussaient les investisseurs vers la construction de logements neufs (amortissement accéléré et TVA à trois pour cent pour les Vefa). Le critère du capital investi limite la portée spéculative de la propriété mais, « jamais appliqué », il ne serait qu'une « caution sociale » face à un cadre légal favorisant les investisseurs. Antoine Paccoud n'est en outre pas si convaincu que les héritiers de logements vendraient leurs biens si la loi était respectée puisque les frais sont remboursés et la plus-value latente demeure. Il souligne enfin que l'augmentation considérable des loyers ces derniers mois devrait encore pousser en faveur d'une bonne application du plafonnement en fonction du capital investi. Michel Ruben fait savoir que ses avocats préparent un nouveau pourvoi en cassation. « Il me semble qu'une fois de plus la loi et l'intention du législateur, qui veulent que la location d'un logement à usage d'habitation ne peut rapporter au bailleur un revenu annuel dépassant cinq pour cent du capital investi dans le logement, ont été violées », conclut l'économiste dont le nom serait donné à la loi en préparation d'Henri Kox si l'on était aux États-Unis. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Köhlerjunge Luc

Die Klerikalen sind bescheiden geworden. Vergangene Woche prophezeite die Ilres ihnen den Verlust von vier Parlamentssitzen. Das Wort triumphierte: „Sitzgewinne für die CSV“ (20.4.23). Denn im November war vom Verlust von sechs Sitzen die Rede.

Ein Viertel der Befragten freute sich für die CSV. Weil sie doch noch einen Spitzenkandidaten gefunden hat. „De Luc Frieden hott ganz vill Kompetenz“, beteuerte Fraktionsvorsitzende Martine Hansen über RTL. „An déi Kompetenz hott en net nëmmen am Wirtschaftsberäich“ (21.4.23).

Luc Friedens Kompetenz als Finanz- und Haushaltsminister war beschränkt (*d'Land*, 7.4.23). Er war auch Justizminister. 2004 machte CSV-Premier Jean-Claude Juncker ihn zum Justiz-, Polizei- und Verteidigungsminister. Zum Superminister für Law and Order. Nach den Terroranschlägen von 9/11 sollte Luc Frieden der konservativen Wählerschaft zeigen: Keine Partei weiß härter durchzugreifen als die CSV.

Als Fulbright-Stipendiat galt Verteidigungsminister Frieden als „Mann der Amerikaner“. Für ihre neuen Weltordnungskriege befahl er im November 2005 auf dem Herrenberg: Alle Armeefreiwilligen müssen in Auslandseinsätze! Das freute die US-Botschaft. Die Truppe weniger. Drei Monate später war er nicht mehr Verteidigungsminister.

Polizeiminister Frieden war unerbittlich gegenüber den Schwachen. Im November 1999 organisierte er eine große Polizeiaktion. Um ein Dutzend Erwachsene und zwei Dutzend Kinder aus Montenegro und Kosovo abzuschieben. Das befreundete Wort bescheinigte ihm „[e]in kaltes Herz“ (26.11.99). In Wilhelm Hauffs gleichnamigem Märchen erhält der Köhlerjunge Peter hunderttausend Gulden, um sein Herz durch einen Marmelstein zu ersetzen. Der Köhlerjunge Peter ist das Urbild des neoliberalen Technokraten.

Luc Frieden hinderte die Schwachen daran, sich zu wehren. Im Februar 1999 wollten einige lombardische Milchbauern und kurdische Exilanten vor einer Außenministertagung auf dem Kirchberg demonstrieren. Er setzte das Schengener Abkommen außer Kraft, ließ fünf Tage lang die Grenzen kontrollieren.

Am 20. Dezember 2002 brachte er einen Gesetzentwurf ein, „garantissant l'usage paisible du droit de propriété“. Kundgebungen von Gewerkschaftern und Umweltschützerinnen in oder vor Firmen

und Büros wollte er mit bis zu fünf Jahren Haft bestrafen. Nach Protesten musste er seine „Lex Greenpeace“ zurückziehen.

Am 20. Mai 2003 brachte er einen Entwurf zur Änderung der Strafprozessordnung ein: „[I]l ne sera pas fait mention dans le procès-verbal d'audition de certaines des données d'identité prévues à l'article 71“. Anonyme Zeugenaussagen erlauben Manipulationen auf Kosten der Angeklagten. Nach Protesten musste er den Entwurf zurückziehen.

Justiz- und Polizeiminister Luc Frieden war unerbittlich gegenüber den Schwachen

Der Justiz- und Polizeiminister wollte den staatlichen Sicherheitsapparat vor der Strafverfolgung schützen. Der *Bommeleeër*-Prozess gab preis, wie der Generaldirektor und der Generalsekretär der Polizei die Justiz behinderten. Luc Frieden wollte sie nicht abberufen. Bis Generalstaatsanwalt Roby Biever ihm keine Wahl ließ.

Das Justizministerium bereite einen Gesetzentwurf zur Bestrafung der Justizbehinderung vor. Luc Frieden begrub das Papier diskret in der Schublade. Wie er im Juni 2013 vor Gericht zugeben musste.

Er missachtete die Gewaltentrennung und die Strafprozessordnung. Der Generalstaatsanwalt erzählte *Radio 100,7*, wie der Justizminister wiederholt die Aufklärung der Bombenanschläge verhindern, die Ermittler entmutigen wollte: „Hutt der näischt anescht ze dinn?“ Sind die kostspieligen Ermittlungen „wierklech opportun?“ (7.6.13).

Luc Frieden war Vollstrecker eines autoritären Neoliberalismus. Er stand im Dienst des „usage paisible du droit de propriété“. Er sollte die Herrschaft der Besitzenden sichern. Als Finanzminister mit ökonomischer Gewalt; als Justiz-, Polizei- und Verteidigungsminister mit physischer Gewalt. Oft fehlte ihm das politische Geschick, um liefern zu können. ● Romain Hilgert



Luc Frieden im Herbst 2005 mit dem

damaligen CSV-Fraktionschef Michel

Wolter in der Abgeordneten-kammer

Gott, Kunst und Quantenphysik

Stéphanie Majerus

Jean Ehret sucht an der Luxembourg School of Religion & Society einen lebendigen Dialog über Gott. Wissenschaftspolitisch bleibt das Institut hierzulande ein Außenseiter



Jean Ehret vor den Gemälden des Künstlers Maxim Kantor

Zwei Wochen vor den Wahlen 2013 wurde Jean Ehret Direktor des Centre Jean XXIII. Zwischen den Zeilen deutet er an, er gehe mit dem Zeitgeist. Vielleicht weil er meint, die Zeichen der Zeit zu deuten wisse: „Damals hielt unser Dekret fest, dass unser Haus vor allem ein Ort ist, an dem geforscht und Wissen vermittelt wird sowie ein Dialog zwischen unterschiedlichen religiösen Gemeinschaften stattfindet – und nicht mehr nur Priester ausgebildet werden sollen.“ Ehret verstand, dass die katholische Kirche ihre Machtposition eingebüßt hatte, noch bevor die CSV auf der Oppositionsbank landete. Es war ihm wichtig, sich von einer selbstreferenziellen bekenntnisorientierten Theologie zu distanzieren und den Dialog über Religion mit der Gesellschaft zu suchen. 2015 wurde das Vorhaben institutionell konkreter: Die Luxembourg School of Religion & Society (LSRS) wurde gegründet. Sie ist heute international mit der Universität Tübingen, Potsdam, Amsterdam und Turin vernetzt. Aus theologischen Fachkreisen aus dem Ausland vernimmt man, die Forschungsprojekte der LSRS würden mittlerweile „gehyped“.

Jean Ehret ist ein adrett gekleideter Professor: weißes Hemd, rote Krawatte, blaues Jackett. Sein Kopf verrät, dass er in einem Alter angekommen ist, in dem bereits mehr als ein Haar grau ist. Wir sprechen Anfang April über Zoom. Am Tag zuvor rief Ehret an und verkündete, nicht bedrückt, sondern heiter: „Ech hunn de Covid.“ Eine gewisse Heiterkeit scheint sein Wesen zu durchziehen; dem Typus des insichgekehrten Religiösen entspricht er nicht. Vielleicht hat sie ihn akademisch weit gebracht: Er hat nicht einmal promoviert, sondern zweimal. 2005 legte er eine erste Dissertation an der Universität Metz mit dem sperrigen Titel *Art de Dieu art des hommes. L'esthétique théologique à l'ère du pluriel du beau et du singulier de l'art* in französischer Sprache und Literaturwissenschaft vor. Vier Jahre später seine zweite im Fach Theologie: *Verbum vitae. Études sur le rapport entre la foi et la vie chrétiennes*. Seine Priesterweihe wurde 1992 vollzogen, später wurde er zudem zum Bischofsvikar für akademische Angelegenheiten ernannt. Er stammt aus einer Minetter Arbeiterfamilie, „doheem gouf d'Tageblatt gelies an de Papp war am OGBL“. Zu seinem rastlosen Geist gesellen sich exzentrische Charakterzüge, er wollte vom Land-Fotografen auf seinem Motorrad abgelichtet werden. Ein Kenner des katholischen Milieus meint, gerade Ehrets Exzentrik würde in diesem Umfeld als Ventil wirken.

Nachgedacht wird an der LSRS über unterschiedliche Themen: Über Erinnerungsarbeit, Antisemi-

Im Januar hat Rolf Tarrach einen Vortrag an der LSRS gehalten, der verdeutlichen sollte: Die Quantenphysik ist bizarr. Und religiöse Erzählungen sind es auch

tismus und interreligiösen Dialog im Rahmen der Übersetzung ins Deutsche des literarischen Werks von Elie Wiesel (Überlebender des Holocausts und Friedens-Nobelpreisträger). Über Vertrauen in nahezu all seinen Dimensionen: seiner privaten, öffentlichen, politischen, institutionellen, ökonomischen und religiösen. Aus philosophischer Sicht sind Publikationen über „Grenzen“ angedacht sowie über „Glauben“ in einer Ära der *fake news* und Verschwörungstheorien. Professor Alberto Ambrosio hat unlängst eine Monografie über Mode und Religion vorgelegt. Und das Kolloquium *Living Thought(s), Thinking Life, Facing Global Challenges* brachte Studierende aus unterschiedlichen Disziplinen zusammen.

In der Bibel wird von Wunderheilungen, Erscheinungen und der leiblichen Auferstehung von Toten berichtet. Wie vereinbart Jean Ehret akademischen Anspruch und seinen katholischen Glauben? Über Zoom versucht er den Odem des Absolutheitsanspruchs zu verschicken: „Ein Mensch aus dem 21. Jahrhundert sollte nicht in den Kategorien von vor 2 000 Jahren denken.“ Die Kirche müsse die Entwicklungen in den Geistes- und Naturwissenschaften in ihre Beziehung zu Gott integrieren. Wenn er das zu manch anderen Christen sage, klinge dies „fir si e bösse knallhart“. Wer behaupte, Gottes Wort beziehe sich auf eine bestimmte äußere

Realität, der müsse „sehr, sehr vorsichtig sein“. Da schreibe man möglicherweise Gott „etwas zu, was ihm gar nicht zukommt“.

Die religiöse Sprache sei nicht so eindeutig wie andere Formen des Sprachgebrauchs, sie sei deutungs-offener: „Verschiedene Sprachanwendungen haben verschiedene Funktionen. Wenn jemand Krebs hat und Sie würden beispielsweise sagen, Gott habe es so gewollt: Was heißt das? Man solle sich der Krankheit einfach ergeben? Oder, dass man die Realität der Erkrankung anerkennen muss, um gleichzeitig gegen sie anzukämpfen und ein Zeugnis der Hoffnung zu geben? Vatikan II hat festgehalten, dass in der Theologie der Adressat und seine Interpretationsmöglichkeiten immer mitbedacht werden sollen. Wir betreiben heute also eine kontextabhängige dialogische Theologie. Deshalb kommt es nicht nur darauf an, was ich predige, sondern auch wie es wahrgenommen wird. Da ist in der katholischen Kirche aber noch Luft nach oben.“

Auf Gott selbst habe Jean Ehret keinen Zugriff, meint er. So wie andere Menschen auch nicht: „Seine Essenz kann kein Mensch voll und ganz durchdringen. Gott ist immer größer als das, was wir über ihn sagen können. Also sollte man bescheiden bleiben.“ Dennoch könnten Menschen sich ihm annähern: „Mee mir hu grous Imaginären, ech schaffen an deem vum Chrëschtentum, dat ass eng Satzung, dat ass mä *Gleewen*, an hei bestinn ech op ee substantiviert Verb, well et verdäitlecht, dass ech mech op den Härsgott ausrichten.“ Es gehe um eine Beziehung, und darum wie man sein Leben vollzieht. Und dabei sei der Gottesbegriff nicht unerheblich, denn er leite und orientiere den Einzelnen – ein negatives Gottesbild führt zu anderen Lebenseinstellungen wie ein positives. Ehret wirft eine Redewendung ein, die er öfter in seinen Vorlesungen gebraucht: „Es gibt keinen Gott, der euch die Verantwortung abnimmt, für das, was ihr über ihn sagt.“

Zwei Wochen nach dem Zoom-Gespräch: Besuch im Centre Jean XXIII. Jean Ehret ist nicht anwesend; er ist in Paris an einer Tagung über Elie Wiesel. Die Woche davor war er an der Universität Uppsala; er reist häufig mit seinen intellektuellen und religiösen Fragen von Konferenz zu Konferenz. Der Fünffzigerjahre-Bau hat nur zwei Stockwerke und liegt am Rande des Kirchbergs ins Grüne eingebettet. Im Hintergrund strecken sich die Antennen des RTL-Gebäudes wie Speere in den Himmel. Im Innenhof des katholischen Zentrums befindet sich eine Kapelle. Eigens für sie hat der Residenzkünstler der LSRS, Maxim

Kantor, eine Serie großer Tableaus angefertigt: Leicht abgemagerte Gestalten mit überdimensionierten Köpfen sind auf ihnen zu sehen; Menschen- und Rinderschädel neben Vögeln. Auf einem Flyer steht erläutert: „Kantor has painted saints struggling with God and searching for God, creating a space where the divine presence is not realized in art, but can be experienced (...)“. Die Person am Empfang kommentiert das Werk mit „et ass e bösse speziell“. In einem Seitenflügel des Zentrums befindet sich das Priesterseminar. Zehn Seminaristen bereiten sich hier auf das Priesteramt vor. „Zwei von ihnen stammen aus Luxemburg, die meisten aber kommen aus aller Herren Länder“, erklärt die Empfangsperson.

Rolf Tarrach, Quantenphysiker und ehemaliger Rektor der Uni.lu, ist Ehrenprofessor an der LSRS. „Ich glaube nicht an Gott, aber mich interessieren Religionen aus gesellschaftspolitischer Perspektive. Als Wissenschaftler kann ich nicht übersehen, dass es global betrachtet Milliarden von Gläubigen gibt“, erläutert er auf Nachfrage. Er wolle verstehen, weshalb Religionen Menschen begeistern können, etwas, das die Wissenschaftskommunikation kaum vermöge. Jean Ehret kennt er seit 2010, als er eine Konferenz unter dem Titel *Dieu et la Science* organisierte. Sie seien heute befreundet. Allerdings unterscheiden sich ihre Auffassungen über Theologie, Rolf Tarrach beispielsweise findet, das Fach Theologie habe nichts an einer Universität verloren: „Die Theologie ist zwar eine Form von Wissen, beruht aber auf keiner wissenschaftlichen Methode, arbeitet nicht empirisch und schon gar nicht wie die Naturwissenschaften mit Kontrollgruppen.“ Müsste dann nicht auch die Philosophie außeruniversitär gelehrt werden? Die Philosophie verfare logisch, „sie hilft zu denken“, erwidert Tarrach. In Luxemburg hat sich Rolf Tarrachs Position durchgesetzt. Wie in Frankreich und Spanien gibt es keine theologischen Lehreinheiten an der Universität. Vor allem in protestantischen Ländern ist dies anders: Hier begannen protestantische Gelehrte gegen Ende des 19. Jahrhunderts religionsbezogene Lexika und Enzyklopädien anzufertigen; an die Politik vermittelten sie ein Bild des vernunftgeleiteten Forschungswillens. Die LSRS finanziert sich jedoch über das Hochschulministerium und kann, wie andere Forschungseinrichtungen oder Unternehmen auch, Anträge beim FNR einreichen.

Im Januar hat Rolf Tarrach einen Vortrag an der LSRS gehalten, der verdeutlichen sollte: Die Quantenphysik ist bizarr, man könne sie zwar experimentell und mathematisch nachweisen, aber nicht wirklich verstehen. Nicht minder bizarr seien re-

ligiöse Erzählungen, wenngleich von ihrer Natur her nicht wissenschaftlich nachweisbar. Zur Veranschaulichung nimmt er ein Meeres-Wunder aus dem alten Testament. Als Moses und die Israeliten auf der Flucht vor den Ägyptern sind und die Streitkräfte des Pharao sie fast eingeholt haben, da geschieht ein Wunder: Das Meer teilt sich, bildet eine Schleuse und die Israeliten gelangen trockenen Fußes ans Ufer, während ihre Verfolger ertrinken. „Die Quantenphysik erlaubt, dank der Wellen-Teilchen-Dualität, eine analoge Metapher zu der biblischen Erzählung: im Doppelspalt-Experiment geht das Teilchen als Welle durch die Spalten, um dann auf der anderen Seite wieder als Teilchen wahrgenommen zu werden. So überquert jeder Israelit das Meer als Welle, um dann am anderen Ufer wieder als Mensch anzukommen“, erläutert Tarrach.

Damit reiht sich Rolf Tarrach in eine lange Liste von Quantenphysikern ein, die über Religion publiziert oder nachgedacht haben. Werner Heisenberg schrieb in seinem Artikel *Positivismus, Metaphysik und Religion*, die Quantentheorie „ist so ein wunderbares Beispiel dafür, dass man einen Sachverhalt in völliger Klarheit verstanden haben kann und gleichzeitig doch weiß, dass man nur in Bildern und Gleichnissen von ihm reden kann“. Ähnlich sei es auch mit der Sprachlosigkeit religiöser Erfahrungen. Sein Schüler Hans-Peter Dürr veröffentlichte Bücher mit den Titeln wie *Liebe: Urquelle des Kosmos. Ein Gespräch über Naturwissenschaft und Religion*. Am wildesten trieb es Wolfgang Pauli. Er beschäftigte sich mit christlicher und hinduistischer Mystik, Alchemie sowie Parapsychologie und stellte die Frage: „Werden wir auf höherer Ebene der Alchemie realisieren können, durch Schaffung einer einheitlichen begrifflichen Grundlage für die naturwissenschaftliche Erfassung des Physischen wie des Psychischen? Wir wissen die Antwort noch nicht.“

An der LSRS sucht Jean Ehret nicht nur nach Antworten auf seine Fragen, sondern will auch einen gesellschaftspolitischen Anspruch realisiert wissen: „Mäi grousst Uleies ass, dass d'Kierch net sektär gëtt, mee ee konstruktiven Deel vun eiser Gesellschaft“. Sich abkapselnde Gruppierungen gewinnen allerdings in den letzten Jahren an Terrain. Auf Cents etablierte sich das konservative Institut du Verbe Incarné und in Belval, mit der Unterstützung von Kardinal Hollerich, die Gemeinde Verbum Spei, dessen Konzept der „Freundschaftsliebe“ eine Hintertür öffnen kann, um Missbrauch innergemeinschaftlich zu rechtfertigen. Ihr Gemeinschaftsgründer, Marie-Dominique Philippe, wurde 2016 zudem von der Zentralbehörde für Ordensgemeinschaften des Missbrauchs beschuldigt. Diese Gemeinden stehen zumeist weit rechts und zählen auf den Zuspruch von Franzosen adligen Ursprungs.

Jean Ehret nimmt Kardinal Hollerich in Schutz und meint, „diese konservative Gruppierungen haben Zulauf, weil in Luxemburg Konservative leben“. Und nicht weil Kardinal Jean-Claude Hollerich in diesen Religionsgemeinschaften die Zukunft des Katholizismus sehe. Man solle nicht die Pluralität der Kirche übersehen: Die italienischsprachige Gemeinschaft halte beispielsweise an einer klassischen Liturgie fest, und sei zugleich offen für unterschiedliche Lebensformen. Damit unterscheiden sie sich von den Gruppierungen französischer Prägung. Die Kirche habe „eine Spagataufgabe“ zu meistern, um „die Einheit der Kirche zu bewahren“. Er sieht aber auch soziologische Gründe für den Aufschwung der Konservativen: „Es fällt auf, dass Konservative ihre Mitglieder stärker an sich binden.“

In einer E-Mail reicht der Theologe Ehret die Bitte nach, das „&“ im Namen der Luxembourg School of Religion & Society nicht durch „and“ zu ersetzen. Es handle sich dabei nämlich um ein Zeichen, das ein Band zwischen Religion und Gesellschaft verdeutlicht, ein Band das „hin und her schwingt“ und auf eine „dynamische Beziehung“ verweise. Das nächste christliche Fest, das im Kalender ansteht, ist Pfingsten. Er, der darin geübt ist, Zeichen zu deuten und biblische Inhalte zu aktualisieren, er, der sich in Kunst und Philosophie auskennt, wie interpretiert er Pfingsten? Fährt an Pfingsten der heilige Geist in die Gläubigen? „Wenn man den Geist als die Fähigkeit zu kommunizieren deutet – weil an Pfingsten steht ja die Glossolalie-Erfahrung im Zentrum – dann steht an diesem Fest das Thema der Sprachaneignung im Raum. Eine Sprachaneignung, die es ermöglicht, dass man sich über Grundlegendes austauschen kann, beispielsweise darüber, was es heißt, Mensch zu sein.“ ●



Armed Khaman / AFP

Le Smog à Obilić
le 30 janvier 2018

Tout-charbon : Cherche sortie désespérément

Simon Rico et Jean-Arnaud Dérens

**Malgré ses promesses de développer les énergies renouvelables,
le Kosovo reste très dépendant du lignite pour son électricité.
Ses immenses réserves de ce charbon très polluant sont un boulet ralentissant la transition verte**

Depuis les fenêtres de son bureau, le maire d'Obilić voit tous les jours les panaches de fumée qui s'échappent des immenses cheminées de la centrale thermique Kosovo B. Xhafer Gashi, la cinquantaine, a toujours vécu là, dans cette commune située dans la périphérie nord-ouest de Pristina. « Mon plus beau rêve serait que le charbon appartienne enfin au passé », lance-t-il, la voix grave. « Cela fait plus de soixante ans que son exploitation fait des ravages, dans ma ville, mais aussi dans toute l'aire urbaine de Pristina. » Quand les autorités yougoslaves ont lancé la construction de la centrale Kosovo A, en 1962, la zone était encore totalement rurale. Grâce au lignite, une petite ville a peu à peu émergé. « Autrefois, les habitants d'Obilić étaient prioritaires pour obtenir un emploi dans les centrales ou les mines de la commune, mais ce n'est même plus le cas », peste l'édile. « Maintenant, ils ont seulement le droit d'en subir les terribles conséquences sur leur environnement et leur santé. »

Équipées de technologies très anciennes, les deux centrales d'Obilić, les seules du Kosovo, rejettent des quantités astronomiques de particules fines. En 2020, le réseau écologiste européen Bankwatch y a ainsi relevé des taux de PM10 jusqu'à cinquante fois supérieurs à la limite journalière autorisée. Des poussières qui ont un impact très lourd sur la santé des habitants de cette zone la plus peuplée du pays. En 2019, un rapport de la Banque mondiale assurait que la pollution de l'air tue près de 800 personnes chaque année au Kosovo, sur une population d'à peine 1,8 million d'habitants. À Obilić, c'est pire encore : on recense trente pour cent de cancers et de maladies respiratoires en plus que dans le reste du petit pays. Des ONG écologistes ont même fait ce calcul macabre : l'exploitation du lignite coûterait cinq années de vie aux riverains des deux centrales. Il est difficile toutefois de confirmer cette estimation, puisqu'aucune étude épidémiologique d'envergure n'a jamais été menée sur leur impact sanitaire.

La malédiction de l'« or noir » du Kosovo

À Pristina et dans les villes alentours, les plus affectées par les fumées des deux centrales à charbon, les risques de pollution et ses effets sur la santé, pourtant connus, sont restés tabou dans le Kosovo d'après-guerre, à l'époque yougoslave. La gravité de la situation a intégré le débat public en 2016 quand l'ambassade des États-Unis a mis en place un capteur et a commencé à publier les données en direct sur Internet. Depuis, des manifestations ont eu lieu pour demander aux autorités d'agir enfin, notamment durant l'hiver 2018, sous le hashtag #Breathe. Toutefois, hormis quelques mesures d'urgence, rien n'a été entrepris pour faire baisser à long terme le taux de particules fines, ce qui aurait nécessité des investissements très coûteux. Pour étouffer ce débat, on a préféré faire valoir un argument de choc : le prix très bas de l'électricité, garanti par les deux vieilles centrales d'Obilić et les immenses réserves connues en lignite, les cinquièmes plus importantes au monde. Tous les partis politiques étaient d'accord avec ce principe.

« Dans les Balkans occidentaux où les tensions restent fortes, la sécurité énergétique qu'assure le lignite compte toujours plus que son coût environnemental et sanitaire. »

Dardan Abazi, Institut des politiques de développement

Au Kosovo, le prix du kWh a effectivement de quoi faire rêver bien des consommateurs européens : à peine 0,06 euro, trois fois moins que la moyenne de l'UE. Même s'il est associé au passé controversé de la Yougoslavie, ce combustible fossile réputé pour son extrême pollution est donc resté au cœur de la stratégie énergétique des différents gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la guerre de 1999. Pendant de nombreuses années, le Kosovo a même espéré pouvoir construire une troisième centrale à charbon, avec le soutien financier de la Banque mondiale. Dans les années 2000, l'objectif était d'ériger un mastodonte d'une puissance de 2000 MW, dont le coût avait été évalué à 3,5 milliards d'euros, en vue d'exporter de l'électricité dans les pays voisins. Faute d'argent, les ambitions de Pristina ont dû être revues à la baisse, pour se limiter à une installation modeste de 450 MW, baptisée Kosovo e Rë (Nouveau Kosovo). Un seul candidat s'était manifesté pour bâtir ce projet : le groupe américain CountourGlobal. Sauf que, fin 2018, la Banque mondiale a fini par retirer sa promesse de soutien financier, garantie depuis près d'une décennie. « Nos statuts nous obligent à opter pour l'option la moins chère et les énergies renouvelables sont désormais plus compétitives que le charbon », précisait alors son président, Jim Yong Kim. Au printemps 2020, le nouveau Premier ministre kosovar, Albin Kurti a porté le coup de grâce, lui qui s'opposait de longue date à cette idée de troisième centrale au lignite, pour des raisons essentiellement politiques. Or, depuis, rien n'a bougé ou presque. Seul un parc éolien a fini par ouvrir, tandis que la durée de vie de Kosovo A a été prolongée. Ce manque d'action a fini par coûter cher.

Pas de rupture définitive avec le charbon

Le Kosovo vient en effet de traverser la plus grave crise énergétique de son histoire, soulevant une immense vague de colère parmi la population. La cause ? Ses centrales vieillissantes ont connu plusieurs pannes et le pays a dû se résoudre à importer plus de qua-

rante pour cent de son électricité, à des tarifs devenus prohibitifs. Acculé, le gouvernement a imposé des coupures quotidiennes durant près d'un an et doublé les prix pour les plus gros consommateurs. Il a même dû interdire le minage de cryptomonnaies, activité particulièrement énergivore, une première dans le monde. « Même si elles étaient parfaitement opérationnelles, les installations actuelles au lignite ne suffisent plus à couvrir nos besoins », insiste Rinora Gojani, de l'ONG Balkan Green Foundation. « Il est temps de mettre le turbo sur la diversification du mix énergétique. » Sur les 6235 gWh produits par le Kosovo en 2020, le charbon en représentait 96 pour cent (5 983), le pétrole 0,3 pour cent (17), le solaire 0,1 pour cent (9), l'éolien 0,001 pour cent (1) et l'hydroélectrique, essentiellement le vieux barrage du lac de Gazivode disputé avec la Serbie, 3,6 pour cent (225).

Diversifier, c'est bien ce que prévoit théoriquement la nouvelle Stratégie énergétique 2022-2031... Que le gouvernement a eu toutes les peines à faire adopter. Les discussions se sont éternisées au Parlement, où le projet a fait débat jusque dans les rangs de la majorité de gauche souverainiste. « Le gouvernement ne veut pas pas entamer de rupture définitive avec le charbon », regrette ainsi le député Haki Abazi, membre du parti au pouvoir qui dirige la Commission parlementaire sur l'environnement. « On insiste toujours sur le fait que nos richesses en lignite garantissent un coût très bas de l'électricité, mais c'est faux. En réalité, si l'on additionne tous les surcoûts liés – contamination des sols et des eaux, pollution atmosphérique massive, prise en charge des maladies qui en découlent –, cela nous revient probablement à payer dix fois plus que si l'on investissait dans le renouvelable. »

Selon la nouvelle Stratégie, validée en mars, il est prévu d'allouer 390 millions d'euros à la rénovation des centrales au lignite, qui resteront la base du mix énergétique. « C'est un montant énorme pour des centrales aussi anciennes : les trois unités opérationnelles de Kosovo A ont entre 47 et 52 ans, tandis que les deux unités de Kosovo B approchent des quarante ans », relève ainsi Pippa Gallop, du collectif écologiste européen Bankwatch. La sécurité énergétique qu'assure le lignite compte toujours plus que son coût environnemental et sanitaire. On a tendance à l'oublier, mais depuis le 1^{er} janvier 2018, le Kosovo est tenu de se conformer aux quotas de pollution fixés par la Communauté de l'énergie, le marché intégré européen. De même que ses cinq voisins des Balkans occidentaux, tous candidats à l'intégration. À ce jour, seule l'Albanie les respecte... Parce qu'elle n'a pas de lignite et mise avant tout sur l'hydroélectrique. Les autres les dépassent toujours allègrement, dégageant en moyenne cinq fois plus de dioxyde de soufre (SO2) et 1,8 fois plus de particules fines que les normes autorisées. « Dans les Balkans occidentaux où les tensions restent fortes, la sécurité énergétique qu'assure le lignite compte toujours plus que son coût environnemental et sanitaire », avance Dardan Abazi, analyste à l'Institut des politiques de développement (INDEP) de Pristina. « Pour les dirigeants, la transition verte reste avant tout perçue

comme une contrainte imposée par Bruxelles et pas une source d'opportunités. Les mentalités mettent du temps à évoluer. »

Vers une transition juste ?

En 2022, l'INDEP et la Balkan Green Foundation ont produit un rapport baptisé Une transition énergétique juste. L'objectif : sensibiliser le gouvernement du Kosovo sur les priorités à mettre en œuvre en vue de remplir son objectif de parvenir à la neutralité carbone en 2050, l'un des engagements prévus par l'Agenda vert, adopté fin 2020 par Pristina et ses voisins lors du Sommet UE-Balkans occidentaux de Sofia. Sauf qu'à force d'accumuler les retards, le coût de cette transition à marche forcée promet d'être très lourd pour les consommateurs et les contribuables kosovars. La pilule sera difficile à avaler pour une population déjà fragile économiquement, alors que l'inflation exacerbe toutes les peurs. « Les gens sont bien conscients de l'impact du charbon sur leur santé et l'environnement. On les entend souvent se plaindre de la mauvaise qualité de l'air », note Rinora Gojani de la Balkan Green Foundation. « Mais le plus important, ça reste de payer le moins possible pour se chauffer et avoir du courant. Je crois que c'est la raison principale pour laquelle il n'y a pas de grande mobilisation collective contre le charbon. »

Depuis l'automne 2022, pour faire face à la crise énergétique, le gouvernement a mis en place toute une série de mesures d'urgence, sans prévoir l'avenir à plus long terme. Voilà ce que déplorent les experts de l'INDEP et de la Balkan Green Foundation. « Aucune mesure d'incitation n'est proposée pour l'installation de panneaux solaires alors que le Kosovo bénéficie en moyenne de 240 jours d'ensoleillement par an », regrette ainsi Dardan Bazi. Tant que le pays n'aura pas de vision stratégique globale sur l'énergie, le charbon continuera de tuer, au Kosovo et au-delà. De son côté, Rinora Gojani insiste sur l'efficacité énergétique, l'un des angles morts de la nouvelle Stratégie énergétique du Kosovo. « La plupart des bâtiments sont très mal isolés, cela fait exploser la consommation électrique chaque hiver. Au lieu de programmer le maintien en réserve de Kosovo A après 2028 pour ces pics, il vaudrait mieux imaginer un plan de financement de la rénovation énergétique », remarque-t-elle. Cela permettrait en outre de réduire la pauvreté énergétique, qui touche aujourd'hui environ quarante pour cent des ménages kosovars. « Tant que le pays n'aura pas de vision stratégique globale sur l'énergie, le charbon continuera de tuer, au Kosovo et au-delà », résume Rinora Gojani. D'après Bankwatch, dont fait partie son organisation, les centrales à charbon des Balkans auraient été responsables de 19 000 morts prématurées entre 2018 et 2020, dont soixante pour cent au sein de l'Union européenne. ●

Cette enquête de la série sur le charbon en ex-Yougoslavie a reçu le soutien du Journalismfund Europe.

The Money Team Racing

Le parquet suisse a inculpé mardi deux protagonistes du détournement du fonds souverain malaisien 1MDB. Ils ne sont pas nommément cités dans l'acte d'accusation mais, selon le média d'investigation *Sarawak Report*, il s'agit de Tarek Obaid et de Patrick Mahony, les dirigeants de la société helvétique Petrosaudi. En 2010, le premier, d'origine saoudienne, s'était rapproché de l'homme d'affaires luxembourgeois, Gerard Lopez, alors que ce dernier contrôlait, avec son associé Éric Lux, l'écurie Renault F1. Gerard Lopez travaillait alors à une entrée dans le capital de celui qui se présentait comme un *golden boy* du pétrole et du gaz. « Je te préfère en tant qu'associé en F1 à personne d'autre. C'est pour cela que je te donnerai dix pour cent de l'écurie avec le deal de sponsoring, car je ne veux pas que, toi en tant qu'ami, tu aies à payer », avait écrit Gerard Lopez à Tarek Obaid, dans un email en avril 2010. Tarek Obaid avait alors navigué dans la sphère VIP de la F1, opérant un passage au Grand Prix de Monaco le 16 mai (photo : Motorsportimages). Quelques mois plus tôt, Petrosaudi avait bénéficié d'une grosse rentrée de fonds. C'est celle-ci que vise l'enquête helvétique dans l'acte officialisé cette semaine : 1,8 milliard de dollars de fonds

détournés puis blanchis entre 2009 et 2015. Comme l'avait déjà évoqué le *Wort* en 2016 après l'ouverture de l'enquête américaine, Tarek Obaid a investi 12,5 millions de dollars en avril 2010 dans Zink, une entreprise d'impression photo sans encre détenue majoritairement par des investisseurs luxembourgeois tels que Mangrove (société d'investissement où Gerard Lopez a des intérêts), Genii Capital (avec Éric Lux) et même l'homme d'affaires Norbert Becker (un pour cent). « Que ce soit dans mes affaires personnelles ou bien au travers de celles menées par les sociétés dans lesquelles je détiens une participation, telle que la société Renault F1, je rappelle que nous nous sommes toujours scrupuleusement conformés aux règles de conformité en vigueur », avait alors écrit Gerard Lopez dans un droit de réponse au *Wort*. Tarek Obaid devait voir Carlos Ghosn en septembre 2010. Gerard Lopez et le Saoudien se sont brouillés

et l'investissement de ce dernier dans la F1 ne s'est pas réalisé.

Un demi-milliard de dollars détournés du fonds souverain malaisien 1MDB ont atterri au Luxembourg sur des comptes ouverts à la banque Edmond de Rothschild, mais ne sont pas liés au détournement opéré via Petrosaudi et les deux hommes inculpés. Ces sous ont été collectés par Khadem Al Qubaisi, ex-dirigeant de fonds émirati, lui aussi actif dans la F1 autour de 2010. Au Luxembourg, le procès visant la banque et son ancien directeur n'est pas encore programmé.

Y-a-t-il une dimension luxembourgeoise au détournement opéré via la Suisse ? Dans son communiqué de mardi, le ministère public de la Confédération helvétique remercie les autorités de poursuite pénale des États-Unis, de la Malaisie, du Royaume-Uni, de Singapour, de Jersey, du Canada et de la Barbade « pour

leur excellente coopération », mais pas le Grand-Duché. Comme le rapportait le *Land*, Éric Lux et Gerard Lopez (aujourd'hui président du club de football des Girondins de Bordeaux) ont été inculpés pour des soupçons de faux et d'usage de faux dans le cadre de transferts financiers intervenus en 2014 entre leur écurie (devenue Lotus F1) et le club de foot Fola Esch, alors présidé par l'entrepreneur hispano-luxembourgeois. ^{ps0}

Ende der Kupfer-Ära

Im Jahr 2030 sollen in Luxemburg keine Kupferkabel mehr zur Telekommunikation genutzt werden. Dann sollen flächendeckend die sehr schnellen Internetverbindungen im Bereich Gigabit pro Sekunde zur Verfügung stehen, sei es per Glasfaser, per Fernsehkabel oder in Ausnahmefällen per Satellit oder 5G-Box. Das mobile 5G-Netz soll bis 2025 landesweit ausgebaut sein. Weil die Verlegung von Glasfaserkabeln schon seit

einigen Jahren läuft und auch die Fernseh-Verkabelung zunimmt, waren Ende 2021 bereits 95 Prozent der Internet-Anschlüsse gigabit-fähig, bilanzierte die Regulierungsbehörde ILR am Montag. Die geplante Glasfaser-Infrastruktur war damals zu 75 Prozent ausgebaut, die Verlegung der schnellen Fernsehkabel Docusis 3.X hatte 90 Prozent des Geplanten erreicht. So dass insgesamt gesehen nur noch fünf Prozent an Abdeckung hinzuzufügen bleiben. Ab März 2024 wird die Post damit beginnen, die Kupferkabel nach und nach abzuschalten. Die Nutzer der davon betroffenen Anschlüsse werden darüber zweimal informiert, sechs Monate und sechs Wochen vor der Abschaltung. Interessieren wird das nicht Wenige. Denn wenngleich heute nur rund fünf Prozent von ihnen allein per Kupferkabel ins Internet gelangen können, haben 67 Prozent der Internetverbindungen zugleich noch den langsamen und kupferbasierten DSL-Standard und 60 Prozent das etwas schnellere VDSL. Weil der Umstieg aufs

Gigabit-Internet auch mit einem Wechsel des Anbieters verbunden sein kann, stellt das ILR in Aussicht, auf seine Webseite ein Modul zum Preisvergleich zu stellen, ähnlich wie es das für Strom und Gas mit dem Calculix gibt. ^{pf}

Les francs maçons soulagés

Les francs maçons de la Grande Loge du Luxembourg et le « Suprême Conseil du rite écossais ancien et accepté pour le Grand-Duché de Luxembourg » (Sucol) pourront bientôt remettre la main sur la gestion de leur société, Sacec. La Société anonyme pour la construction et l'exploitation d'un crématoire avait était fondée par Joseph Junck et Léon Schleich en 1916 pour mener à bien sa vocation éponyme. Mais face à l'interdiction d'incinérer les morts pendant des décennies, la Sacec était surtout devenue une société de détention immobilière pour les « frères » du Grand-Duché. Depuis 2012, les locataires de la maison des Merciers (au 5 rue de la Loge)

accusent Jean Schleich, petit-fils du fondateur de la Sacec et ancienne éminence maçonnique, de s'être accaparé indûment les parts de la société portant des intérêts de deux obédiences, un portefeuille immobilier estimé entre six et douze millions d'euros, avec notamment des propriétés à Merl (rue Charles Martel) ou dans le centre (rue de la Loge et du Saint-Esprit, ainsi que des places de parking).

En première instance puis en appel, Jean Schleich, 82 ans, avait été condamné à une amende de quelques milliers d'euros pour abus de confiance et s'était vu ordonné la restitution des actions à la Sacec.

En cassation, la défense du franc-maçon a soutenu que la Cour n'avait pas tenu compte du dépassement du délai raisonnable sous l'angle des droits de la défense, Jean Schleich n'étant plus apte, pour des raisons de santé, à se présenter et se défendre devant un tribunal. 18 moyens ont été avancés. La Cour de cassation n'en a retenu aucun. Dans un arrêt du 20 avril consulté par le *Land*, cette dernière confirme la condamnation au pénal et retient la restitution des parts. L'avocate de Jean Schleich, Véronique Hoffeld, informe « analyser la question » d'un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg. ^{ps0}

8

WIRTSCHAFT

L'argent ne fait pas le bonheur

La compagnie nationale de fret aérien a annoncé mercredi avoir battu son record de profitabilité pour le troisième exercice consécutif. Cargolux réalise 1,6 milliard de dollars de bénéfice après impôts en 2022, soit 22 pour cent de plus qu'en 2021 où l'on avait déjà progressé de 68 pour cent par rapport à l'année précédente. Pourtant, « it has been an extremely challenging year from an operational point of view », a relevé le directeur général Richard Forson au cours d'une conférence de presse mercredi au siège de Sandweiler. La guerre d'Ukraine, les sanctions contre la Russie (particulièrement l'interdiction de survol de son vaste territoire) et l'augmentation du prix du fuel (de 80 pour cent) ont causé des soucis à la compagnie qui a notamment reporté un surcôté (*war surcharge*) sur ses clients pour les vols vers l'Asie. Depuis 2020, le manque de capacité, notamment lié au recul du transport passager (où les soutes sont utilisées pour le fret), a dopé le rendement (« yield », mesuré en *freight tonne kilometer*, soit le prix par tonne transportée). Et les compagnies tout-cargo comme Cargolux en ont bénéficié. Si bien que la société, qui est en train de renouveler sa flotte (dix Boeing 777-8F d'une valeur

catalogue de 400 millions de dollars), dort sur un matelas de 2,6 milliards de dollars de cash. « Mais le niveau de profitabilité va revenir à l'ère pré-pandémique », prévient Richard Forson, soulignant le regain du trafic passager et les livraisons de capacités cargo. Ce retour à la normalité est annoncé alors que les syndicats dénoncent la rupture des discussions avec la direction sur le renouvellement de la convention collective arrivée à échéance fin 2022. Le directeur général assure ne pas vouloir négocier en public mais « les demandes doivent rester raisonnables », dit-il en soulignant « qu'on est déjà extrêmement généreux », les salariés se voyant reversés dix pour cent des bénéfices. ^{ps0}

Damien Wigny,

directeur de la KBL entre 1994 et 2001, est décédé le 19 avril à l'âge de 80 ans. Il était le fils de Pierre Wigny, un baron du parti social-chrétien belge, ministre des Colonies (1947) et des Affaires étrangères (1958-1961). Dans



l'annonce mortuaire, Damien Wigny est désigné comme « humaniste ». Mais dans les annales économiques, son nom restera associé au scandale « KB-Lux ». Le jour de la Toussaint 1997, le banquier est arrêté en Belgique, alors qu'il visitait la tombe familiale. Damien Wigny passera 19 jours en détention provisoire à la prison de Saint-Gilles, accusé d'avoir facilité la fraude fiscale de riches contribuables belges. Une année plus tôt, des microfiches avaient été subtilisées par deux anciens employés « indélicats ». Par l'entremise d'un indic, ces données avaient fini entre les mains des autorités belges. Au Luxembourg, un vent de panique se leva. La question des « risques juridiques liés aux activités transfrontalières » commençait à hanter les banquiers : Des actes considérés comme licites au Luxembourg mais répressibles ailleurs pouvaient donc mener à des poursuites pénales dans une autre juridiction ? L'illusion de l'impunité était rompue. Sur la place bancaire, l'arrestation de Damien Wigny a résonné comme un coup de semonce.

En août 2022, son fils Jérôme Wigny (avocat chez Elvinger Hoss) relate le traumatisme familial face à *L'Écho* : « Heureusement, mon père a toujours gardé sa mentalité de boy-scout, ce qui l'a énormément aidé en prison. Bien entendu, ce fut difficile : Il devait par exemple manger dans la même assiette pendant toute la journée, sans pouvoir la laver, et il était entouré de grands criminels. Mais au même moment, il a trouvé le livre *Ulysse* de James Joyce dans la bibliothèque de la prison et il l'a lu à voix haute dans sa cellule. » Remis en liberté sous caution, Damien Wigny a dû attendre presque quinze ans le verdict final. En 2010, il est acquitté, l'enquête étant jugé irrecevable car viciée et « partiale ». Certaines pièces étaient ainsi entrées illégalement dans le dossier, sur base d'une perquisition bidon.

Wigny a passé une bonne partie de son temps libre et de sa retraite à rédiger différents « guides » sur la Renaissance et la Toscane, région où il avait

acheté une résidence secondaire. Ces ouvrages très volumineux (celui dédié aux localités d'Arezzo, Cortone, Casentino et Sansepolcro cumule un millier de pages) affichent une érudition encyclopédique, répertoriant et disséquant la moindre niche patrimoniale. (Un des guides est préfacé par le directeur des Offices.) Au Luxembourg, il apparaissait surtout comme mécène : Il était ainsi le premier président de la Philharmonie. ^{bt}

Macao

Ce lundi matin, le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel (DP), a rencontré Ho lat Seng, son homologue macanais, en tournée européenne. L'Hôtel Saint-Maximin n'a quasiment pas communiqué sur cette « visite de travail », à l'inverse du « Government Information Bureau » de Macao. Selon le service presse macanais, Xavier Bettel aurait souligné les « many similarities » entre la péninsule et le Grand-Duché, notamment la taille de la population et du

territoire, ainsi que le niveau élevé du PIB par tête. La « région administrative spéciale » chinoise est totalement tributaire des casinos qui emploient un quart de la population et fournissent presque 80 pour cent des recettes fiscales. Elle veut donc s'inspirer du Luxembourg (totalement tributaire, lui, de la finance) : « Mr Ho said it was hoped Macao could learn from Luxembourg's successful experience of developing a financial industry, with a view to accelerating Macao's appropriate economic diversification. » (Bettel aurait répliqué que le Luxembourg serait « pleased to share its knowledge with Macao ».) Avant de rencontrer le Premier ministre, le leader de la péninsule s'est fait briefer par l'ambassadeur de la République populaire, Hua Ning qui lui aurait expliqué que « Luxembourg was one of the first European countries to join the 'Belt and Road' initiative, with its agreement with China signed in 2019 under the sitting Prime minister ». ^{bt}

Land

28.04.2023

De l'eau dans le vin

Décidément, les promoteurs immobiliers n'inspirent pas confiance. Interrogé sur le programme de rachats publics de Vefa défaillants, le ministre du Logement, Henri Kox (Déi Gréng), avait déclaré que « certaines des offres ne sont pas sérieuses... je ne vais pas payer des plus-values privées avec de l'argent public » (*d'Land* du 10 mars). Les déclarations tenues cette semaine par Yuriko Backes (DP) et Franz Fayot (LSAP) à la Chambre sont dans la même veine. La ministre des Finances dit « tendre la main » aux promoteurs pour aussitôt clarifier : « Mais je tiens à le dire très clairement : Ce n'est pas à l'État de garantir les marges des promoteurs. Eux-aussi doivent mettre de l'eau dans leur vin. » Elle ne serait pas prête à « artificiellement » maintenir les prix à un niveau élevé, a-t-elle déclaré, avant de lancer un « appel » aux promoteurs privés de contribuer à l'intérêt commun : « Solidaritéit ass kee Sens unique ! » Le ministre de l'Économie profite lui aussi de l'occasion : « Si rien n'est vendu actuellement, cela a d'abord à voir avec les prix. Si on ne vend rien, il faut peut-être baisser les prix. *Domadder fängt et un.* » Rétablir l'amortissement accéléré et revenir à une politique de la demande, ce serait « de Problem op de Kapp gestallt ». La semaine précédente, Henri Kox expliquait sur *RTL-Radio* que les projets privés offerts jusqu'ici à l'État cumulent à un volume de 600 millions d'euros. Les premiers résultats de ces négociations seraient attendus « fin mai ». ^{bt}

Ticker

« Dat ass keen Naturgesetz »

Bernard Thomas

Débattant de la dette publique, les députés luxembourgeois font abstraction du nouveau contexte européen. Ils préfèrent tester leurs slogans électoraux



Ce mardi à la Chambre, avant la présentation du Programme de stabilité

« Erlaabt Dir, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt ? », lui demande le président de la Chambre. La ministre des Finances fait la moue, hésite un long instant, puis finit par lâcher : « Euhm... Jo ». Amusé, le député socialiste tente de rassurer : « Et ass näischt Schlëmme... » Au bout d'un an dans ses fonctions, Yuriko Backes ne s'est toujours pas acclimatée à l'arène parlementaire. Après avoir écouté les députés pendant trois heures et demie, elle paraît excédée. « Mir sollten, mir missten hei éierlech sinn », se plaint-elle. Présenté ce mardi et débattu ce mercredi, le « Programme de stabilité et de croissance » (PSC) est un document élaboré par la technocratie nationale pour la technocratie européenne. Menacé aujourd'hui d'obsolescence, il doit assurer le respect des critères de Maastricht, et dépolitiser les décisions budgétaires. Sa 25^e édition luxembourgeoise a livré aux partis un prétexte pour affiner leurs mots d'ordre électoraux.

Le chrétien-social Gilles Roth conclut ainsi son discours par une suite de slogans : « Et ass Zäit fir eng nei Politik vun der Decisioun a vun der Aktioun ! ». Il réussira même à placer sa devise-fétiche « Vive de Grand-Duc a vive eise Luc ! » dans le débat parlementaire. Pour le reste, Roth tente surtout de présenter la coalition comme budgétairement irresponsable : « D'Staatsfinanze ginn ëmmer méi d'Baach erof ! » Fernand Kartheiser ne manque pas de le « féliciter » pour son discours. Il serait « d'accord sur tout », sauf sur le concept de « croissance saine » ; et de regretter que le CSV exclut une coalition avec son parti. Le député ADR critique ensuite « le train de vie de l'État », puis digresse sur les systèmes de chauffage – « mir komme vun enger grénger Verbuetspartei bei eng gréng Diktatspartei » –, pour finir par présager l'apparition de Gilets jaunes au Grand-Duché. Marc Goergen (Pirates) se positionne dans le même créneau rigoriste que le CSV : « Mir hätten eis do definitiv méi eng viirsichteg Finanzpolitik gewënscht. » Quant aux trois partis de la majorité, ils insistent tous sur la primauté de la transition énergétique. Une troisième reconduction pourrait ainsi se cristalliser autour de la question climatique. Celle-ci reste largement absente du discours du CSV qui fait systématiquement précéder le terme « Klimaschutz » par « pragmatisch ».

Le CSV revendique des allègements fiscaux pour la classe moyenne (« cette grande majorité silencieuse »), tout en scandalisant la dette publique. Une contradiction évidente, qui donne beau jeu à Yuriko Backes : « Hei muss een awer trotzdem e bësse kohärent bleiwen », s'exclame-t-elle. La veille, elle a préparé le terrain, déclarant : « Hätte mir eng Upassung vun der Steiertabell vu siwe Tranchen amplaz 2,5 gemaach, wéi verschiddener dat froen, dann hätten dat eis Dette schonn 2025 iwwert drësseg Prozent gedréckt. » La ministre reçoit un soutien inattendu de la part de Nathalie Oberweis qui trouve que la critique du CSV serait « e bëssen déck opgedroen ». Si on ne voulait pas contracter de nouveaux emprunts, explique la députée Déi Lénk, on n'aurait qu'à imposer davantage « les hauts revenus et patrimoines ».

Le DP, le LSAP et les Verts se présentent comme des gestionnaires fiables et éprouvés de la « polycrise ». Le libéral Gilles Baum se réjouit de la préservation du « triple A », le vert François Benoy renchérit sur « les historiques investissements records » dans la mobi-

lité et le logement, tandis que la socialiste Francine Closener exalte les « travaux d'Hercule » de la coalition. Elle marque pourtant sa distance avec les « Zuele-Fetischisten » : « Si on est sincères, et on est évidemment tous sincères ici, cela ne fait pas de différence si le ratio de l'endettement est de 29, de trente ou de 31 [pour cent]. » La politique budgétaire ne se résumerait pas à de la « comptabilité ».

La ministre des Finances reste, elle, dévouée au totem des trente pour cent. Elle revendique pourtant les « décisions fortes » prises par le gouvernement, et affiche fièrement les « sept milliards [d'euros] dépensés depuis 2020 pour éteindre les flambées pandémique et inflationniste. Que le Luxembourg se soit bien sorti de la crise, « dat ass keen Naturgesetz », dit-elle. Yuriko Backes tente de se positionner face à Luc Frieden. La politique gouvernementale aurait trouvé l'approbation des investisseurs et des agences de notation, dit-elle, exhibant le « triple A » comme gage de sérieux. D'un ton raide, elle rappelle aux députés que « faire un emprunt ou ne pas en faire, ce n'est pas une décision politique. » Puis de se lancer dans une sorte d'uchronie : « Sans pandémie et sans guerre en Ukraine, notre endettement se situerait aujourd'hui à 19,4 pour cent, soit en-dessous du niveau d'il y a dix ans. »

La veille, Yuriko Backes a présenté en détail son *Stabilitätsprogramm*, quelle qualifie de « bilan intermédiaire ». Les chiffres actualisés sont à prendre avec des pincettes. En l'espace de quelques mois, le Stateg a ainsi drastiquement révisé ses prévisions de croissance pour 2024, les faisant passer de 2,4 à 3,8 pour cent. Les temps s'accordent mal avec des projections macroéconomiques. (Le PSC de 2023 note ainsi que la version précédente aurait reflété les « espoirs d'une guerre courte en Ukraine » ; sans préciser ce qu'il fallait entendre par « guerre courte ».) La crédibilité du Stateg est sortie légèrement écornée des *anni horribiles* 2020 et 2022 ; ses prévisions durant la pandémie et au début de la guerre s'étant souvent avérées à côté de la plaque. Ce mercredi, le député des Pirates, Marc Goergen, qualifie d'« utopiques » les dernières projections de croissance. Le Stateg livrerait des chiffres « déi engem besser an de Krom passen ». Une critique reprise le lendemain dans le *Wort* : « Die ganze Schönfärberei beruht auf den positiven Prognosen des Stateg. »

Le tableau peint par la ministre des Finances à la Chambre n'est pas si rose que ça. Les recettes ne vont plus « sprudelen » comme dans le temps, met-elle en garde. Quant à la sécurité sociale, elle se ferait rattraper par « les réalités démographiques », son solde atteignant un pic de 888 millions en 2025, pour tomber à 573 millions en 2027, lit-on dans le *Stabilitätsprogramm*. La ministre y voit un « défi structurel » à relever « à moyen terme ». Le PSC souligne que les paquets tripartites successifs sont « supposés être intégralement financés par le recours à l'endettement public ». Du coup, la dette publique pourrait atteindre 29 pour cent en 2027, tout en restant magiquement en-dessous du seuil des trente pour cent ; du moins selon le « scénario central ». (Dans le « scénario défavorable » elle atteint de 33,2 pour cent dans quatre ans.) Avec la hausse des taux, la charge de la dette pourrait quadrupler : de 128 millions actuellement à 510 millions en 2027. Le déficit de l'administration centrale devrait atteindre 2,35 milliards d'euros en 2023 (400 millions de moins qu'initialement prévu) et 2,46 milliards en 2024. La ministre

La ministre « techno » ne s'est toujours pas acclimatée à l'arène parlementaire.
« Mir sollten, mir missten hei éierlech sinn », se plaint-elle

le concède : « Mir wäerten iwwer déi ganz Period een zolitten Defizit hunn ». Ce déficit, il faudrait le réduire « méttelfristeg » ou « à terme », estime-t-elle. Une temporalité politique assez vague.

La « general escape clause » avait temporairement levé les critères de Maastricht pour faire face à la pandémie. Au bout de trois ans, elle viendra bientôt à échéance, rappelle Backes : « Vun nächstem Joer u spillen d'Reegelen nees voll ». Puis de relativiser : « Alldéngs ass och eng Diskussioun amgaang iwwert eng Reform vun dese Reegelen ». Pour enfin conclure : « Et ass nach net kloer, wéi eng Reegelen an Zukunft wäerte spillen ». Le débat luxembourgeois est en déphasage avec le contexte européen. Ce mercredi, alors que les députés agitent le spectre des trente pour cent, la Commission européenne présente à Bruxelles ses propositions pour assouplir le Pacte de stabilité. Pour ne pas asphyxier « une croissance durable et inclusive », Bruxelles veut mettre l'accent sur « le moyen terme » et laisser une « plus grande marge de manœuvre » aux États membres. Ceux-ci pourraient définir leurs propres trajectoires d'ajustements budgétaires », évidemment sous la surveillance de la Commission. (Cette « appropriation » devrait « renforcer l'adhésion nationale », espère-t-on à Bruxelles.) Inscrites dans les traités, les règles des trois et soixante pour cent ne devraient pas disparaître, mais être tempérées.

Berlin n'est pas amusé ; Paris, Madrid et Rome jubilent. La discussion couve depuis des mois. Le *Stabilitätsprogramm* évoque brièvement « les vives échanges [sic] avec les États membres » que les adaptations « substantielles » proposées par la Commission ont suscitées. Or, ni Gilles Roth (CSV), ni Gilles Baum (DP), ni François Benoy (Déi Gréng), ni Fernand Kartheiser (ADR), ni Marc Goergen (Pirates) n'y font référence ce mercredi. Seules deux députées, Francine Closener et Nathalie Oberweis, évoquent les débats européens. La première fustige « eng onsënneg Handfessel, déi mir ons, als EU, a Budgetsfroen operleën ». Une « fenêtre d'opportunité » viendrait de s'ouvrir, dont il faudrait profiter pour réaliser « un vrai

changement de paradigme ». (Pour le LSAP qui a accompagné cette architecture néolibérale depuis 1992, il s'agit d'un revirement tardif.) Quant à Nathalie Oberweis, elle s'adresse directement à la ministre des Finances : « Vläit kann d'Madame Backes jo e bëssen Iwwerzeegungsarbecht bei hirem däitschen Amtskolleg maaachen. De Message kënnst sécher besser un, wann en aus der eegener politischer Famill kënnst. »

La veille, le ministre fédéral des Finances, Christian Lindner (FDP), a rappelé son opposition stridente dans le *Financial Times* : « Our aim is to strengthen the Stability and Growth Pact, not to weaken it. » Une individualisation du désendettement serait « very sensitive to changes in the underlying assumptions about debt and, in the end, would make debt reduction a subject of political negotiation ». Bref, l'orthodoxie budgétaire doit rester en-dehors du champ politique. Dès février, Lindner affichait les couleurs dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Die Referenzwerte von drei Prozent des Bruttoinlandsproduktes beim Defizit und 60 Prozent des BIP beim Schuldenstand stehen nicht zur Disposition. [...] Sonderwege für einzelne Staaten darf es nicht geben. » Alors que les taux d'endettement atteignent 144 pour cent en Italie, 111 pour cent en France et 105 pour cent en Belgique, la position allemande n'a pas trouvé de nombreux alliés.

Face aux faucons allemands, Yuriko Backes préfère ne pas se positionner trop clairement. Au niveau européen, le Luxembourg plaiderait pour une politique « responsable et réaliste », explique-t-elle au Parlement. Même si, « naturellement », les règles devraient être « adaptées aux nouvelles réalités ». Une manière pour la ministre techno de ne (presque) rien dire. En mai 2022, au sortir d'une réunion de l'Écofin, elle estimait qu'un retour à des trajectoires budgétaires « plus équilibrées » serait « impératif ». En décembre, elle déclarait que des niveaux de dette publique « soutenables » et des finances « saines » devraient « demeurer au cœur » du Pacte de stabilité. Du côté du CSV, on suit traditionnellement le CDU. La semaine dernière, les députés Laurent Mosar, Elisabeth Margue et Serge Wilmes ont rendu visite à Jens Spahn et à Friedrich Merz au Bundestag de Berlin, pour discuter de « wirtschaftspolitische Themen ». Quant au *Spëtzekandidat* Luc Frieden, il reste fidèle aux préceptes de Wolfgang Schäuble. Plutôt que trente pour cent, « un petit pays devrait viser les vingt ou 25 pour cent », expliqua-t-il en septembre dernier.

L'ADR a également intégré les préceptes de l'ordo-libéralisme allemand. « Scholde sinn näischt Guddes », disait Kartheiser il y a un an, lors de la discussion sur le précédent PSC. Il faudrait se soumettre aux desiderata allemands. « D'Argument ass ëmmer : Mir müssen d'Maastricht-Kritikären opweechen. An do kënnst ganz sécher eng Resistenz, haaptsächlech vun deem wichtigste Memberland an der Eurozon : Däitschland. Mir provozéieren e Konflikt duerch esou Räsonnementer. » L'État n'aurait qu'à se concentrer sur ses « Käraufgaben ». Le ministre de l'Économie, Franz Fayot (LSAP), répliquait en plaçant l'ADR dans le sillage des « D-Mark-Nostalgiker [...], déi den Euro wëlle schwächen ». Un reproche contre lequel Kartheiser se défendait : Puisque la place financière dépendrait de l'euro, il ne pourrait être contre. ●

Evidenzbasierter Sozialismus

Luc Laboulle

Die Resultate der von Arbeitsminister Georges Engel in Auftrag gegebenen Studie zur Arbeitszeitverkürzung sind zweideutig.

Vielleicht reichen sie aber aus, um die Wahlforderung der LSAP nach einer 38-Stunden-Woche zu legitimieren



Protestaktion der Gewerkschaften am 21. Dezember 1958 auf dem Knuedler

Naturgesetz Seit CSV-Arbeitsminister Jean Dupong vor 50 Jahren in einer Koalition mit der DP die 40-Stunden-Woche eingeführt hat, ist sie in Luxemburg gewissermaßen Naturgesetz. Weniger zu arbeiten, kommt für das liberalistische Patronat und ihm nahestehende politische Parteien nicht in Frage, wie DP-Premierminister Xavier Bettel vor zwei Wochen und UEL-Präsident Michel Reckinger in dieser Woche erneut verdeutlicht haben. Eigentlich ist die Frage nach der Arbeitszeit vor allem eine sozialphilosophische. Eine über gutes Leben und die Freiheit, an der Gesellschaft teilzunehmen – jenseits der Zwänge von Erwerbsarbeit und Lohnabhängigkeit. Geführt wird die Diskussion aber lediglich auf wirtschaftspolitischer Ebene. Daran ändert auch die Studie „mit dem inoffiziellen Untertitel *Wéi hale mer eisen Aarbechtsmaart attraktiv?*“ nichts, die LSAP-Arbeitsminister Georges Engel vor einem Jahr beim Liser in Auftrag gegeben und am Dienstagmittag – eine Woche vor dem 1. Mai – in seinem Ministerium vorgestellt hat (eine weitere Liser-Studie über Kollektivverträge will Engel in den nächsten Wochen präsentieren).

Eine empirische Erhebung haben die Forscher/innen nicht durchgeführt. Vielleicht fehlte ihnen dazu die Zeit, weil die Analyse vor den Wahlen fertig werden musste. Sie haben sich auf andere Studien berufen, die vorwiegend in den Nachbarländern gemacht wurden, wo die 40-Stunden-Wochen schon vor 20, 25 oder 40 Jahren unterschritten wurde. Sie haben herausgefunden, dass 2022 in Luxemburg durchschnittlich 1 701 Stunden gearbeitet wurden gegenüber 1 677 in Deutschland (mit einer in Tarifverträgen ausgehandelten durchschnittlichen Arbeitszeit von 37,7 Stunden pro Woche), 1 544 in Frankreich (mit einer gesetzlichen 35-Stunden-Woche) und 1 495 in Belgien (mit einer gesetzlichen 38-Stunden-Woche). In Achtstundentagen ausgedrückt arbeitet ein durchschnittlicher Arbeitnehmer in Luxemburg jährlich 213 Tage, in Deutschland 210, in Frankreich 193 und in Belgien 189.

Mit einer komparativen Methode haben die Liser-Forscher/innen versucht, die Resultate von Studien aus den Nachbarstaaten auf den Luxemburger Kontext zu übertragen und daraus die theoretischen Herausforderungen und Risiken einer potenziellen Arbeitszeitverkürzung abzuleiten. Generell kommen sie zu dem Schluss, dass die Folgen sowohl für die Lebensqualität und die Gesundheit

Die Argumente für oder gegen die Arbeitszeitverkürzung sind seit über hundert Jahren mehr oder weniger die gleichen. Die politischen Fronten auch

der Beschäftigten, als auch für die Produktivität und Attraktivität der Wirtschaft nicht eindeutig abzuschätzen seien. Das Adjektiv *ambigu* (in Kombination mit dem Begriff *effet*) und das Substantiv *ambiguïté* kommen insgesamt 17 Mal in der Studie vor. Am Ende wirft sie mehr Fragen auf, als sie beantwortet.

Zwar stellen die Forscher/innen fest, dass eine Arbeitszeitverkürzung positive Auswirkungen auf Wohlbefinden und Gesundheit insbesondere von Frauen haben könnte, indem sie die Vereinbarkeit von Familie und Beruf verbessern und die Möglichkeiten zu einer gerechteren Aufteilung der Haushaltsarbeit erweitern, den realen Stundenlohn erhöhen und Phänomene wie Stress und Erschöpfung lindern könne. Gleichzeitig könne sie jedoch die Arbeitsbelastung und -intensität (etwa durch zusätzliche Überstunden und unregelmäßige Arbeitszeiten) steigern und die Karriereperspektiven verringern.

Auch im Bereich der Produktivität und der Schaffung neuer Arbeitsplätze sind die Resultate zweideutig. Einerseits seien gesunde und zufriedene Beschäftigte leistungsfähiger, andererseits könne die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen wegen steigender Lohnkosten durch zusätzliche, höher bezahlte Überstunden sinken, was wiederum zur Abwanderung von Firmen ins Ausland führen könne.

Müßiggang Mit ihrer Analyse haben die Forscher/innen des Liser die gesellschaftliche Diskussion „akademisiert“. Die Argumente für oder gegen die Arbeitszeitverkürzung sind seit über hundert Jahren mehr oder weniger die gleichen. Die politischen Fronten auch. Im November 1970, als die Abgeordnetenversammlung auf der Grundlage von ausführlichen Berichten des parlamentarischen Sozialausschusses und des Wirtschafts- und Sozialrats über den Gesetzentwurf zur Einführung der 40-Stunden-Woche diskutierte, waren die DP und der wirtschaftsliberale Flügel der CSV schon dagegen. Der liberale Abgeordnete René Mart befürchtete, dass die Betriebe wegen der Arbeitszeitverkürzung zusätzliches Personal einstellen müssten. Dadurch nehme der Fachkräftemangel weiter zu und die Lohnkosten würden steigen, was sich auf die Warenpreise und die Inflation auswirken würde, mutmaßte Mart. Nicht zuletzt würden kleine und mittlere Firmen sowie das Handwerk am meisten unter der Maßnahme leiden (drei Viertel aller Betriebe in Luxemburg haben weniger als fünf Mitarbeiter/innen, fünf Prozent haben mehr als 50 Beschäftigte). Der CSV-Abgeordnete Georges Margue wollte mit seiner Opposition gegen die 40-Stunden-Woche die Arbeiter vor sich selbst schützen, als er meinte: „Mir créëren duerch den obligatoresch(e) Messegank forcément nei Besoinsën, well eng ganz Partie Leit wëssen sech dach net anescht ze hellefen, we' datt se dann erausgin an zosätzlech Dépensesën machen.“ Zudem befürchtete er einen Anstieg der Schwarzarbeit. Fraktionspräsident Tony Bourg warf ein, dass Margue nicht im Namen der CSV rede. Bei der Abstimmung unterstützten alle Abgeordneten den Gesetzentwurf, der die 44-Stunden-Woche ab 1971 und die 40-Stunden-Woche ab 1975 in Etappen einführt.

Das Gesetz von 1970 war ein in zähen Verhandlungen erzielter Kompromiss. Jahrelang hatten die damals noch einflussreichen Gewerkschaften und Arbeitnehmerkammern mit Kampagnen und Streikaktionen für eine Verkürzung der Arbeitszeit – erst auf 48, dann auf 44 und schließlich auf 40 Stunden – gekämpft. Der legislative Prozess zur Einführung der 40-Stunden-Woche hatte Mitte der Sechziger unter den beiden LSAP-Arbeitsministern und LAV-Gewerkschaftern Nic Biever und Antoine Krier begonnen. Nach dem Regierungswechsel von 1969 setzten CSV und DP ihn fort, änderten den ursprünglichen Entwurf aber noch mehrmals ab. Parlamentarischer Berichterstatter des finalen Gesetzentwurfs war

der CSV-Abgeordnete Jean Spautz, der gleichzeitig Vorsitzender des LCGB war. Für die LSAP sprach der Abgeordnete Benny Berg, Präsident des LAV. Den Weg für das Gesetz geebnet hatten Kollektivverträge in den größeren Betrieben.

In den vergangenen Jahren hat es keine breite gesellschaftliche Bewegung für die Einführung einer gesetzlichen Arbeitszeitreduzierung gegeben. Zwar fordert der OGBL sie seit der Tripartite von 1998 als Gegenleistung für die Flexibilisierung der Arbeitszeiten, die 1999 mit dem Pan-Gesetz (Plan national en faveur de l'emploi) und dem Pot (Plan d'organisation du travail) eingeführt wurde, doch umgesetzt wurde sie nie. Gesetzlich möglich ist sie allerdings schon im Rahmen von Tarifverträgen. Der am Mittwoch vorgestellten Liser-Studie zufolge wird davon jedoch kaum Gebrauch gemacht: Lediglich im Branchen-Kollektivvertrag für den Krankenhaussektor haben die Sozialpartner eine 38-Stunden-Woche vereinbart, ferner haben zwei Firmen aus dem Einzelhandel in ihrem Betrieb eine Arbeitswoche von 39,5 Stunden eingeführt.

Auch wenn der OGBL sie in seinen Ansprüchen und Broschüren regelmäßig übernimmt und sie zu den (intern nicht unumstrittenen) Hauptforderungen der Plattform für Frauenrechte Jif gehört: Oberste Priorität hat die gesetzliche Arbeitszeitverkürzung für die Gewerkschaften heute nicht. Ihre letzte größere Kampagne für die Reduzierung der Arbeitszeit fand 2015 und 2016 im Vorfeld der Anpassung des Pan-Gesetzes statt. Bei Verhandlungen im April 2016 hat der damalige Arbeitsminister Nicolas Schmit (LSAP) die Referenzperiode, während der die legale Arbeitszeit überschritten werden darf, zwar von einem auf vier Monate ausgedehnt (im Rahmen von Tarifverträgen und in vom Arbeitsminister zu genehmigenden Ausnahmefällen sind bis zu zwölf Monate erlaubt), im Gegenzug hat er den Gewerkschaften aber bis zu dreieinhalb zusätzliche Urlaubstage zugestanden. LCGB-Präsident Patrick Dury sagte am Montag gegenüber RTL, es müsse nach Lösungen in den Betrieben gesucht werden; er hätte sich gewünscht, dass die Sozialpartner in die Ausarbeitung der Studie mit einbezogen worden wären.

Tag Team Die aktuelle Diskussion über die Arbeitszeitreduzierung wurde vom sozialpolitischen *Tag Team* der LSAP lanciert.

Premierminister
Xavier Bettel
und
UEL-Präsident
Michel
Reckinger vor
der Bipartite im
September 2022



Dan Kersch
(LSAP) mit Marc
Spautz (CSV)
und Minister
Marc Hansen
(DP)



Plakat des
Landesverbands,
vermutlich aus
den 1980-er
Jahren, im
Casino Syndical



Am 21. März 2022 wollte der frühere Arbeitsminister Dan Kersch von seinem Nachfolger Georges Engel in einer erweiterten parlamentarischen Anfrage wissen, was der von einer Arbeitszeitreduzierung hält. Etienne Schneider hatte schon im Wahlkampf von 2018 versprochen, die Beschäftigten müssten künftig zwei Stunden weniger arbeiten, wenn sie die LSAP wählen, doch in das Koalitionsprogramm der zweiten DP-LSAP-Grüne-Regierung schaffte es lediglich die vage und zweideutige Formulierung: „In der neuen Wirtschaft sind neue Formen der Arbeitsorganisation nötig, die Folgen für die Arbeitszeit haben. Die Arbeitnehmer haben andere Vorstellungen in Sachen Arbeitsorganisation und -zeit. Sie fordern mehr Autonomie und flexiblere Arbeitsformen.“ Um die Diskussion im Wahlkampf wiederzubeleben, gab Engel die Studie über die Vor- und Nachteile der Arbeitszeitreduzierung in Auftrag.

Der Ausdruck „neue Wirtschaft“ bezieht sich auf den Rifkin-Plan. Digitalisierung, Robotik und künstliche Intelligenz könnten die

Digitalisierung, Robotik und künstliche Intelligenz könnten die Einführung flexiblerer, aber auch kürzerer Arbeitszeiten künftig begünstigen und vielleicht sogar erfordern. Andererseits haben vor 60 Jahren ähnliche Annahmen zur Mechanisierung sich nicht bewahrheitet

Einführung flexiblerer, aber auch kürzerer Arbeitszeiten künftig begünstigen und vielleicht sogar erfordern. Andererseits haben vor 60 Jahren ähnliche Annahmen zur Mechanisierung sich nicht bewahrheitet. Der DP-Abgeordnete René Mart glaubte 1970 daran, „dass an der Zukunft, eventuell an 20 Joer, a ville Betriebe wahrscheinlich nach manne we' 40 Stonnen geschafft get, awer nimmten an déne Betriebe, de' stark mechaniséert sin (...)“. Recht behalten sollte er nicht. Trotzdem scheint Arbeitszeitverkürzung seit einigen Jahren vor allem in Nordeuropa im Trend zu liegen. Die Liser-Studie geht nur kurz auf Experimente und Pilotprojekte ein, die in Island, Schweden, Dänemark und den Niederlanden durchgeführt wurden. Vor einem Monat wurden die Resultate einer Studie zu einem englischen Pilotprojekt einer Vier-Tage-Woche veröffentlicht, die größtenteils positiv ausfallen. Laut Liser könnten solche Experimente auch in Luxemburg nützlich sein.

Viele neue Erkenntnisse hat Georges Engels Studie nicht gebracht, wie auch die anderen Parteien am Donnerstag gegenüber dem Wort bemerkten: DP und ADR sind grundsätzlich gegen eine Arbeitszeitreduzierung, die CSV wohl auch. Dafür sind die Linke und eventuell auch die Grünen. Er habe die häufig emotional geführte Diskussion auf eine rationale Ebene bringen wollen, sagte Georges Engel am Mittwoch. Geklappt hat es bislang offensichtlich nicht, wie Michel Reckinger am Donnerstag im RTL Radio eindrucksvoll demonstrierte, als er dem Arbeitsminister vorwarf, „d'Antichamber vum OGBl“ zu sein, und sich über zusätzliche Urlaubs- und Feiertage und „Adaptatioune bei de Congés parentalen, postnatalen, d'accueillir, Blablabla“ beklagte, die in den letzten Jahren eingeführt worden seien. Anders als die LSAP weiß Reckinger, dass es in dieser Frage nicht um objektive Argumente geht, sondern um Klassenkampf.

Was jetzt mit der Studie passiert, ist nicht bekannt. Vor den Wahlen werde das Parlament jedenfalls nicht mehr darüber diskutieren, meinte der Minister auf Land-Nachfrage. Vermutlich war die DP dagegen, als er die Resultate im Regierungsrat präsentierte, und die Grünen tun sich schwer damit, sich eindeutig in der Frage zu positionieren. Nach den Wahlen wird das Dokument wahrscheinlich in einer Schublade verschwinden. Politische Schlussfolgerungen wollte oder konnte Georges Engel aus

der Analyse am Mittwoch nicht ziehen, außer der, dass die LSAP die 38-Stunden-Woche auch dieses Jahr wieder in ihr Wahlprogramm schreiben werde. Interessant dürfte die Frage sein, ob und inwieweit die nicht sonderlich aufschlussreiche Studie LSAP-Spitzenkandidatin Paulette Lenert dabei helfen wird, eine „evidenzbasierte“ Entscheidung in der Frage nach der Notwendigkeit kürzerer Arbeitszeiten zu treffen.

Win-Win Damit die Umsetzung einer wie auch immer gearteten Arbeitszeitreduzierung gelinge, sei ein durchdachter und konstruktiver Sozialdialog unverzichtbar, betonten die Forscherinnen am Montag. Staatliche Unterstützung oder der Nachlass von Sozialbeiträgen für Betriebe ebenfalls. Deshalb sei es opportun, die Arbeitszeitverkürzung in Zeiten von Wirtschaftswachstum einzuführen. Ferner müsse sie von arbeitsrechtlichen Anpassungen begleitet werden, die verhindern, dass es zu einer Intensivierung der Arbeitslast – etwa durch eine hohe Anzahl an Überstunden – oder zu Lohninbußen kommt. Nicht zuletzt müsse man sich darüber einig werden, ob die Arbeitszeitverkürzung kollektiv oder sektoriell umgesetzt werden soll.

Déi Lénk hatte schon 2018 ein Konzept vorgelegt, das diesen Empfehlungen teilweise Rechnung trägt. Es sieht die für Betriebe planbare progressive Einführung der 32-Stunden-Woche innerhalb von zehn bis zwölf Jahren vor, mit einer maximalen Wochenarbeitszeit von 40 (statt wie bisher 48) Stunden und einer sechsten Urlaubswoche. Begleitet werden soll sie von staatlichen Hilfen und einer Reform des Tarifvertragsgesetzes, die es den Sozialpartnern erlaube, branchenspezifisch auf Augenhöhe zu verhandeln. Paulette Lenert, Georges Engel und anderen Sozialist/innen ist diese Forderung wahrscheinlich zu extrem. Ihnen hat das Liser in einer Fußnote ein Angebot gemacht: „Une étude plus approfondie comprenant une analyse de données statistiques disponibles et/ou issues d'une enquête ad-hoc pour le Luxembourg et/ou une analyse de micro-simulation pourrait être proposée dans un second temps“. Sollte die LSAP in die nächste Regierung kommen, wird sie dieses Angebot vielleicht annehmen. Die Resultate könnten bis 2028 vorliegen, vorausgesetzt, sie trifft ihre Entscheidung etwas früher als anderthalb Jahre vor den Wahlen. Und das Liser dürfte auch davon profitieren. Zumindest finanziell. ●

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 • 1

ZU GAST

Künstliche Intelligenz

Längst ist es so weit: Maschinen lernen laufen, unterhalten sich mit Menschen, verfassen Aufsätze, erschaffen digitale Bildwelten und schreiben sogar Pop-Songs. Bei der Entwicklung von sogenannter künstlicher Intelligenz (KI) wurden große Fortschritte gemacht. Ähnliche Fortschritte werden nun auch von der Politik verlangt, wenn die Gesetzgebung mit der Technologie Schritt halten soll.

Sven Clement ist Abgeordneter der Piratenpartei

Wer ist verantwortlich, wenn eine selbstlernende Maschine, die mithilfe der Text-Kommunikation einer ganzen Internetcommunity "trainiert" wurde, plötzlich diskriminierende Texte oder jugendschutzwidrige Bilder in die Welt setzt? Welche Schutzmechanismen müssen von Programmierer:innen vorgesehen werden, damit sie keine Mitschuld trifft, wenn ihre KI-Software von Kriminellen zweckentfremdet wird? Wie sieht es mit dem Datenschutz aus, wenn wir von Maschinen reden, die nur dadurch "lernen" können, dass sie mit möglichst vielen Informationen gefüttert werden?

Diese Fragen sind längst nicht mehr bloße Theorie. Weit über Philosophie- und Rechtsseminare hinaus sind sie in der Mitte der Gesellschaft angekommen. Bilder, die mithilfe von KI-Softwares erstellt wurden, gewinnen Preise und zeigen die Grenzen unseres Urheberrechts auf. Der Datenschutz wird in Frage gestellt durch autonome Staubsauger und Rasenmäher, die genaue Karten von privaten Grundstücken erstellen und speichern, während digitale Assistenten in vielen Haushalten ständig

mithören. Social-Bots fallen durch antisemitische und rassistische Posts auf und Kriminelle perfektionieren ihre Betrugsmaschinen mithilfe von Übersetzungs- und Text-Bots. Da ist es nicht erstaunlich, dass sich immer mehr Stimmen zu Wort melden, die eine strengere Regulierung für KI-Programme fordern. Dabei darf aber nicht vergessen werden: Die aktuelle KI ist – auch wenn ihr Name anderes vermuten lassen könnte – (noch) nicht wirklich intelligent. Sie hat kein Bewusstsein, sondern simuliert nur menschliche Handlungen.

Dessen ungeachtet, begleiten viele Ängste und Sorgen das Thema der KI und selbstverständlich sind einige mehr als berechtigt. Trotzdem ist es wichtig, den Diskurs nicht zu emotionalisieren. Ein überstürztes Verbot oder eine zu strenge Regulierung der KI in Europa könnte zur Folge haben, dass Firmen abwandern und sich somit gänzlich dem europäischen Einfluss entziehen, während die Programme trotzdem von europäischen Nutzern verwendet werden könnten. Lokale Verbote und Überregulationen passen schließlich nicht auf ein globales Phänomen. Das Internet kennt keine Landesgrenzen. Ein solches Szenario wäre nicht nur ungünstig für die europäische Wirtschaft, sondern hätte auch sicherheitspolitische Konsequenzen.

Von einer KI generierte Texte unterstehen keinem Urheberrecht und sind somit – anders als viele wissenschaftlich überprüfte Texte – frei zugänglich. Es ist längst bekannt, dass autoritäre Staaten Bots nutzen, um Fake News zu verbreiten und mithilfe von Apps Daten in anderen Staaten sammeln. Soll diesen Staaten der Markt überlassen werden? Wohl kaum. Besser wäre eine Reform des Urheber- und Patentrechtes, die von Menschen generiertes Wissen genauso zugänglich macht, wie maschinengenerierte Texte, Fortschritte bei der Datensparsamkeit (denn Daten, die nicht gespeichert wurden, können auch nicht von Maschinen zweckentfremdet werden) und ein Strafrecht, das auch auf Formen der Kriminalität im digitalen Raum angewendet werden kann. Mit pauschalen Verboten ist keinem geholfen. ● Sven Clement

D'GEDICHT VUN DER WOCH



„Boulevard“ Royal

Jacques Drescher

D'Freed war grouss trotz Reen a Wand
Fir déi Hochzäit vun deem Kand:
D'Alexandra gouf hiert d'Wuert,
Well si huet sech frësch bestuet.

D'Yellow Press an RTL
Hu bericht, an dat speziell.
D'Wort hat d'Billergalerie
Wéi soss just de *Point de vue*.

Vun dem Palais bis d'Märei,
An den Dill war nees derbai.
Komplett gaga, wéi et schéngt;
't huet een d'Frënn, déi ee verdéngt.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Ich muss mich einloggen

Michèle Thoma

Jede, die etwas auf sich hält, hat schon mal nachgeschaut, was ChatGPT so von ihr hält. Ob ChatGPT sie auch in ihrer Vielschichtigkeit, Diversität, Komplexität, Subtilität erfasst, oder nur so eine ungenießbare aberwitzige Wortwurst absondert, wie sie derzeit von humorvollen medial-präsenten Zeitgenoss*innen gern präsentiert wird. Oder sie schluck! vielleicht gar nicht erfasst, vielleicht findet dieses Tschättdings sie nicht einmal in den Abgründtiefen des virtuellen Multiversums, vielleicht Supergau schluck! gibt es sie gar nicht. No result. Kosmisches Schweigen. Leere.

Um mir meine Frust-Dosis abzuholen pirsche ich mich also ehrfürchtig bzw. fürchtig zu dem medialen man-sieht-es-nicht-man-hört-es-nicht-man-riecht-es-nicht-Monster vor. Immerhin ein bot o mein Gott! Erst huch! einloggen! Aber mein Passwort passt nicht, wie immer nicht, es ist wie früher in der Disco, ich komm nicht mal rein, Tschättbotgott der ja für alle da ist, angeblich, gratisglobal, zickt rum ... pff, na dann, dann halt nicht, tschau Tschätt! Diese Kolumne würdest du sowieso nicht hinkriegen, es haben schon genügend Kolumnist*innen triumphierend dein peinliches Unvermögen vorgeführt. Lang nicht so gut wie wir! Wegen Seele und so, hintergründigem Humor, deine einfache und zugleich radebrechende Sprache kann da nicht mithalten. Vom Inhalt ganz zu schweigen, diesem Datensalat! Ätsch, du Tschätt-Depp, eins zu null! Oder?

Oder muss ich wirklich nachsitzen? Um mich endlich einzuloggen in die Welt. Damit die Welt mich alte Analoge überhaupt noch rein lässt. Weil sie immer neugierig waren und sich für alles interessiert haben, sind sie 111 geworden, sagen Damen mit munterem Blick, es war nicht nur der Knoblauch. Wahrscheinlich soll man nicht auf halber Strecke aussteigen und nur noch auf Oma-FB relaxen. Vielleicht wenigstens mal in der Zwitscheria rumkräzchen. Am besten sich eine Homepage-Blase einrichten, in der man gemütlich *haten* kann, wie geht das, junger vierjähriger Mensch, kannst du mir so was einrichten? Eine kleine Hatespeech-Kanzel? Wäre das nicht so anstrengend, ich bin nicht wirklich der Typ dafür. Ich wandle doch lieber am Fluss und spreche mit mir selber. Ganz ohne Follower*innen.

Aber so wird das nie was. Ich hab kein einziges Fake-Profil, z.B.! Nur eine einzige Identität, wie armselig, wie einengend! So werde ich nie flexi-



Wahrscheinlich soll man nicht auf halber Strecke aussteigen und nur noch auf Oma-FB relaxen

bel. Ich bewege mich wie in der Steinzeit, wie in der Betonzeit. Ich bin nicht fluid. Liquid sowieso nicht. Hybrid auch nicht. Solange ich die Mechanismen nicht durchschaue, Mechanismen, was für ein Wort, aus einem Zeitalter mit Scharnieren, geschieht gar nichts. Dauern knalle ich an Paywalls, Cookies grinsen mich an, sie bieten mir rätselhafte Deals an. Meine Daten, was auch immer das ist, habt ihr doch schon, ich sage im-

merzu jaja, nehmt nur, ich brauch das alles nicht, was wollt ihr noch?

Ich bewege mich anmutig auf Kommunikationsplattformen und im Shopping-Netz, in dem Rasenturbomäher verkauft werden und ein Dutzend Eier frisch von der Frau. Ich husche durch Meinungskorridore, wie eng ist es hier, schnell raus! Ich sammle Däumchen, ich tanze zum Algorithmus, ich bin der Algorithmus, mein Herz schlägt Tiktok. Ich gehe viral, alle folgen mir. Aber ich werde nicht altmodisch verfolgungswahnsinnig, ich hab ja meine Mental Health App. Ich *game* die ganze Zeit, zwischendurch tweete und retweete ich, dann mache ich einen Haufen Bitcoins, dass es in meinem Kopf nur so klingelt. Ich lese ein Gedicht von meiner KI-Freundin, sie ist jetzt meine beste Freundin, obschon ich eifersüchtig bin auf sie. Sie schreibt so genial, brandende Gedichte, wie von großen schizophrenen Dichtern, ich kriege Herzklopfen, ich liebe sie. Ich hocke in Clouds, ich streame herum, als Influencerin überzeuge ich alle, meinen unvollendeten Roman gleich an sich zu raffen, sie können nicht anders.

Es ist so schön. Es wäre so schön. Wie komme ich da rein? Vierjähriger, hast du eine Idee? ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Sale temps pour les activistes

Jean Lasar

Il ne fait pas bon protester contre la poursuite du statu quo fossile ces jours-ci. Un peu partout, ceux qui participent à des actions destinées à accélérer la prise de conscience des risques des crises du climat, de la biodiversité ou des inégalités s'exposent à une répression policière et judiciaire de plus en plus féroce. À Sainte-Soline

en France, une manifestation contre une mégabassine aux antipodes d'une agriculture compatible avec la préservation du climat a donné lieu fin mars à des scènes de guerre, avec des assauts donnés par des gendarmes en quads harnachés et armés jusqu'aux dents. En Allemagne, les « Straßenkleber » qui bloquent le trafic automobile en se collant à la chaussée écotent de peines de plus en plus lourdes; à Heilbronn, deux d'entre eux ont été condamnés à trois et deux mois d'emprisonnement lors d'une procédure accélérée. Au Royaume-Uni, des activistes environnementaux qui avaient pris part au blocage d'une route en 2021 ont été condamnés le mois dernier à sept semaines de prison surtout parce qu'ils avaient ignoré l'ordre donné par le juge de ne pas se référer à la crise climatique pour expliquer leur geste.

D'un autre côté, dans de nombreux pays occidentaux, les actions en justice pour faire reconnaître l'inaction des pouvoirs publics ou la responsabilité des groupes pétroliers avancent et mettent les gouvernements sous pression. Aux États-Unis, même la Cour suprême, pourtant ultra-conservatrice depuis la présidence Trump, a dû se résoudre il y a quelques jours à laisser se poursuivre des plaintes d'États ou de villes américaines contre des majors pour leur culpabilité avérée dans les dégâts causés par le réchauffement, alors que les

compagnies pétrolières comptaient sur ce bastion presque universellement réactionnaire pour échapper à des amendes qui risquent de se compter en milliards de dollars.

Face à ces évolutions divergentes, les activistes peuvent être tentés de changer de stratégie. C'est le cas outre-manche du mouvement Extinction Rebellion, qui a décidé au début de l'année de renoncer aux actes de désobéissance civile qui l'ont fait connaître pour organiser avec des dizaines d'autres groupements pour des mobilisations de nature consensuelle. Des dizaines de milliers de personnes ont ainsi convergé le week-end dernier autour de Westminster pour « The Big One », une manifestation conviviale de défense du climat.

Est-ce à dire que les mouvements de désobéissance civile ont fait leur temps? Rien n'est moins sûr. En France en tout cas, c'est davantage une confrontation de plus en plus ouverte qui s'esquisse. « Parce qu'elle se sent trahie », la « génération de jeunes militants qui constatent les limites des marches pour le climat et des happenings bon enfant » sera de plus en plus tentée par la révolte ou la résistance et « elle se contentera de moins en moins souvent de la désobéissance civile non violente », a prédit dans une tribune au *Monde* l'ancien député écologiste Noël Mamère. ●

An den Hebeln der Macht

Patrick Fautsch

Für unsere Verteidigungspolitik bräuchte es heute mehr denn je einen „Plan“, eine strategische Perspektive

In einem „Superwahljahr“ erwartet man eigentlich eine Belebung der politischen Streitkultur, insbesondere, da mannigfaltige Schief lagen – Stichwort „Polykrise“ – jede Menge Reibungsflächen bieten. Wohnraumkrise, Klimakrise, Energie- und Mobilitätswende, Wachstumsfalle, Steuergerechtigkeit und Wohlstandsverteilung, Demokratiedefizit, aber auch strategische Bedrohungen unserer Lebensweise und unseres Gesellschaftsmodells stellen den gesellschaftlichen Zusammenhalt und die Nachhaltigkeit unseres Wirtschaftsmodells auf die Probe. Es ließen sich also vielerlei kritische Bilanzen ziehen und, entsprechenden Mut vorausgesetzt, neue Perspektiven aufzeigen. Eigentlich stellte dies ein gefundenes Fressen dar für Parteien, die ihr Profil schärfen möchten, um sich von der politischen Konkurrenz abzusetzen, indem sie dem Wähler überzeugende Lösungsansätze anbieten.

Wie steht es nun um die politische Streitkultur am Beispiel der Verteidigungspolitik? Eine kürzlich stattgefundene parlamentarische Debatte zum A400M-Transportflugzeug¹ verdeutlicht die in einem breiten Teil des politischen Spektrums vorherrschende Scheu, sich öffentlich mit ungeschminkten Stellungnahmen zu den Grundsätzen einer Sicherheits- und Verteidigungspolitik zu exponieren. Dies zeigt sich in der gängigen Praxis, kostspielige Rüstungsprojekte mit vorgeschobenen Argumenten, wie etwaigen humanitären Nutzungsmöglichkeiten oder einem wirtschaftlichen Mehrwert, rechtfertigen zu wollen. Für den nicht gänzlich auszuschließenden Ernstfall wird dann auf Ausstiegsklauseln aus internationalen Vereinbarungen verwiesen, ohne jedoch einen präzisen politischen Rahmen aus grundsätzlichen Werten und Interessen als Auslöser für solche Entscheidungen zu definieren. Letztendlich untergräbt diese konzeptuelle Schwammigkeit die Glaubwürdigkeit einer Politik.

Der Aufbau einer militärischen Fähigkeit sollte aus verteidigungspolitischen Beweggründen erfolgen, die es offen zu besprechen gilt. Dazu bedarf es jedoch des Willens zur sachlichen Auseinandersetzung, wie der souveräne Luxemburger Staat seine Interessen wahren und seinen Verpflichtungen innerhalb einer europäischen und atlantischen Sicherheitsarchitektur gerecht werden kann. Ein Staat, der Streitkräfte unterhält, sollte seinen Bürgern stets reinen Wein einschenken zu deren Bestimmung im Einsatz. Es ließe sich anfügen, dass dies auch ein präzises Rollenverständnis der Streitkräfte im Dienst des demokratischen Rechtsstaats bedingt.

Zu einer Bilanz politischen Handelns gehört auch eine Bewertung, in welchem Maße unsere Institutionen lernfähig sind. Sind die Verantwortlichen mit der nötigen Führungsstärke ausgestattet, um aus der Vergangenheit Lehren ziehen zu wollen und daraus die richtigen Schlüsse für heutiges und künftiges Handeln abzuleiten? Oder bewegen wir uns nur führungslos im Kreis ausgetretener und bequemer intellektueller Rundwege, unfähig, uns aus den Fängen von Ideologie, Bürokratie, Konventionen, Routine, Korporatismus, Überforderung, Einfallsllosigkeit und Mutlosigkeit zu befreien?

Einige Denkanstöße hierzu lassen sich aus der Entwicklung der Argumente ableiten, welche zu politisch-militärischen Beschaffungsentscheidungen angeführt werden, wie etwa im Fall eines neuen Aufklärungsfahrzeugs für die Armee². Praktisch geht es darum, ob die getroffenen Entscheidungen einen nachhaltigen Beitrag zur Erfüllung von Sicherheitsverpflichtungen darstellen, aber auch, was sie für die langfristige Aufstellung unserer Verteidigung bedeuten.

Die Begründung der 2008 getätigten Anschaffung des aktuellen Aufklärungsfahrzeugs Dingo 2-PRV ergibt sich aus dem damaligen sicherheitspolitischen Kontext. Das Fahrzeug sollte insbesondere Schutz gegen leichten Beschuss, Splitterwirkung, Sprengfallen und Minen bieten, entsprechend den Anforderungen aus den in der damaligen Sicht wahrscheinlichsten Einsatzszenarien. Seine eingeschränkte Eignung für intensive Gefechtsinsätze im Nato-Bündnisfall war angesichts der geltenden Einschätzung zur Sicherheitslage in Europa ein akzeptabler Kompromiss.

Mit dem Eagle 5-CLRV soll jetzt ein ähnliches Fahrzeug beschafft werden, was nahelegt, dass die

Planungen teilweise auf den gleichen Annahmen beruhen. Dies mag verwundern angesichts eines radikal veränderten Kontexts, der die Fähigkeit zur Bündnisverteidigung in den Vordergrund stellt. Hierfür geeigneter ist die mit freundlicher Unterstützung der Nato beschlossene Aufstellung eines Gefechtsaufklärungsbataillons zusammen mit Belgien.

Unsere beiden Nachbarn Belgien und Frankreich sind zusätzlich eine strategische Partnerschaft ihrer Landstreitkräfte eingegangen. Darunter muss man eine langfristig angelegte vertiefte Zusammenarbeit verstehen, die gemeinsame Einsätze erleichtern soll. Sie umfasst daher nicht nur die gemeinsame Anschaffung von – wohl oft französischem – Material, sondern auch Einsatzkonzepte und Ausbildung. Der von Luxemburg bei passender Gelegenheit praktizierte verbale Gleichklang mit Belgien und Frankreich zu europäischen Sicherheitsanliegen könnte hier also das Tor zu einer praktischen Dimension öffnen, auf die man nicht unvorbereitet treffen sollte.

Der Einstieg in Fähigkeiten zur Gefechtsaufklärung mit schwer bewaffneten Kampffahrzeugen wäre 2008 weder politisch vermittelbar, noch mit den personellen Mitteln einer Freiwilligenarmee machbar gewesen. Die Nutzungsphase des Dingo 2 sollte demnach offene Fragen klären und den Weg für Entscheidungen zum Einsatzkonzept und zum Nachfolgegerät ebnen. Der jetzt scheinbar diskussionslos erfolgte Schritt ist daher bemerkenswert.

Ebenso bemerkenswert ist jedoch das gleichzeitige Festhalten am Konzept der leichten Aufklärung, unter Verwendung teilweise des gleichen Personals, an unterschiedlichen Standorten in Belgien und Luxemburg. Dieses zweigleisige Vorgehen wird zweifelsohne nicht ohne politische und militärische Priorisierungen auskommen, deren Ausgestaltung oder Ausbleiben ebenfalls in ein Glaubwürdigkeitsproblem ausarten könnten. Auf absehbare Zeit wird beides gleichzeitig kaum möglich sein. Es wirft auch ein Schlaglicht auf ungelöste strukturelle Fragen.

Immer komplexere Fähigkeiten erfordern einen Grad der Professionalisierung, der mit dem Prinzip einer Freiwilligenarmee immer unvereinbar wird. Der Spagat zwischen aktuellen Anforderungen und dem Festhalten an überkommenen Vorstellungen zur nationalen Rolle der Armee lässt sich nicht unbegrenzt halten. Strukturelle Probleme verlangen nach strukturellen Lösungen. Einhergehend mit einer weitreichenden Professionalisierung schiene es mir daher nahelegend, die Prioritäten noch deutlicher zugunsten des Aufbaus von relevanten Fähigkeiten in Zusammenarbeit mit europäischen und atlantischen Partnern zu verschieben.

Die Verteidigungsausgaben haben seit der Armereform von 2007 erheblich zugenommen. Von etwa 0,5 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (BIP) ausgehend sollten es zunächst (2014) 0,7 Prozent werden, dann (2022) ein Prozent bis 2028, was bei wachsendem BIP etwa einer Vervierfachung der Summe in Euro entspricht. Der diesjährige Nato-Gipfel, der am 11. und 12. Juli im litauischen Vilnius stattfindet, wird zumindest verbindlichere Worte zum eigentlichen Zwei-Prozent-Ziel der Allianz finden. Der Druck zu strukturellen Anpassungen wird sich also weiter erhöhen. Sollten sie ausbleiben, birgt das Tempo der Beschüsse zur Erhöhung der Ausgaben die Gefahr des Rückfalls in Scheckheftpolitik. Über eines sollte man sich nämlich im Klaren sein: Streitkräfte, die ein Prozent unseres BIP oder mehr nachhaltig in einen verteidigungspolitischen Mehrwert umsetzen sollen, werden sich in ihrem Wesen deutlich von der heutigen Armee unterscheiden.

Dabei ist unklar, in welchem Maße die am 24. Februar 2022 eingeleitete „Zeitenwende“ die nationale Verteidigungspolitik langfristig prägen wird. Anreize zu Zeitenwenden gab es eigentlich schon seit den Balkankonflikten und den Rufen nach einer eigenständigeren europäischen Außen- und Sicherheitspolitik. Im Rückblick auf die verhaltenen Schritte in den Gesetzen zur Armereform von 1997 und 2007 blieb der erforderliche strukturelle Wandel jedoch größtenteils aus, wohl aufgrund möglicher politischer Kosten und auch mangels belastbarer strategischer Zielvorgaben³.

Premier und Verteidigungsminister mit Abgeordneten beim Tag der offenen Tür der Armee im Juli 2022



Streitkräfte, die ein Prozent unseres BIP oder mehr nachhaltig in einen verteidigungspolitischen Mehrwert umsetzen sollen, werden sich in ihrem Wesen deutlich von der heutigen Armee unterscheiden

In ihrer Gesamtheit lassen sich alle hier aufgezählten Schief lagen nicht unabhängig voneinander bereinigen. Sie verlangen nach abgestimmten strukturellen Reformen, wobei komplexe Zusammenhänge Vorsicht gebieten. Es ist jedoch befremdlich, wenn gleichzeitig der politische Gestaltungsspielraum auf das Bedienen von altbekannten Stellschrauben und Hebeln reduziert wird, als reichten behutsame Optimierungsschritte an der Steuerung einer ansonsten zufriedenstellend funktionierenden Maschinerie. Zeigt nicht zuletzt die Wohnraumkrise, dass die Hebel am Anschlag, die Schrauben ausgeleiert sind oder die Maschine gar schadhaft ist? Diese Erkenntnis zwänge einen jedoch, die vertrauten intellektuellen Rundwege zu verlassen. Wenn Sprache Ohnmacht und Unsicherheit ausdrückt, dann wohl hier, wenn sie sich veralteter Bilder bedient, die es nicht vermögen, dem Ernst einer Lage Ausdruck zu verleihen.

Für unsere Verteidigungspolitik bräuchte es heute mehr denn je einen „Plan“, eine strategische Perspektive, wie es weitergehen soll. Ein solcher Plan dürfte sich nicht auf eine reine Einkaufsliste beschränken, nur um die finanziellen Zielvorgaben zu erfüllen. Er müsste auch auf grundsätzlichere Prinzipienfragen eingehen. Leider ist ein solcher Plan ebenso wenig zu sehen, wie auch die Wahrscheinlichkeit täglich sinkt, dass das im September 2021

eingereichte Gesetzsvorhaben zur Organisation der Armee noch vor den diesjährigen Parlamentswahlen spruchreif sein könnte – wohl nicht die einzige Hypothek, die diese Koalition hinterlassen wird. ●

Patrick Fautsch ist Colonel honoraire der Armee, der er bis März 2018 angehörte. Er war unter anderem im Generalstab sowie in den Militärkomitees von Nato und EU tätig und wirkte in der Verteidigungsdirection im Außenministerium an der Fertigstellung der 2017 veröffentlichten „Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà“ mit.

¹ Peter Feist, „Frigore fir Afrika“. d'Lëtzebuurger Land, 20.01.2023. www.land.lu/page/article/033/340033/FRE/index.html

² Reiner Hesse, „Rollende Särge“. d'Lëtzebuurger Land, 18.11.2022. www.land.lu/page/article/828/339828/FRE/index.html

³ Pit Scholtes, „Zeitenwende à la luxembourgeoise“. Reporter.lu, 02.01.2023. www.reporter.lu/fr/luxemburg-analyse-aussen-und-sicherheitspolitik-zeitenwende-a-la-luxembourgeoise/

Das aktuelle Aufklärungsfahrzeug Dingo 2 sollte insbesondere Schutz gegen leichten Beschuss, Sprengfallen und Minen bieten



„Jetzt geht es ums geistige Erbe“

Frédéric Braun

Zusammen mit seiner Luxemburger Ehefrau Diane hat Reinhold Messner ein Buch über den Verzicht und das „gelingende Leben“ geschrieben



Diane und Reinhold Messner

Klar: Nach Corona, inmitten von Ukraine-Krieg und Inflation, in sogenannten Zeiten steigender Armut, den „Verzicht als Inspiration für ein gelingendes Leben“ anzuloben – das klingt erst einmal ziemlich abgehoben. Dass Reinhold Messner dieses Plädoyer unter Mitwirkung seiner Ehefrau Diane vorträgt, die auch noch aus Luxemburg stammt – das mag der eine oder andere schon pervers finden.

Im Ernst? Der berühmteste Bergsteiger unserer Zeit, Bezwin- ger aller Achtausender und *Seven Summits*, der selbsterklärte „Eroberer des Nutzlosen“, übt sich ausgerechnet mit einer Lu- xemburgerin in Genügsamkeit?

Wer ist die Frau aus dem Land, in dem doch scheinbar eben- falls nur noch „das Verlangen nach Sushi und bunten Turn- schuhen und Porsche Cayennes“ vorherrscht, so wie es der Schriftsteller Christian Kracht für seine Schweizer Heimat dia- gnostiziert hat? Nun – so viel sei verraten –, darüber schweigt sich dieses Buch in etwa gleichem Maße aus wie die Betroffene selbst. Aus ihrem früheren Leben gibt Diane Messner, gebore- ne Schumacher, wenig preis.

Überhaupt ist *Sinnbilder* vor allem ein Buch von und über Rein- hold Messner geworden. Darüber, wie ein alternder Mann aus einer Lebenskrise wieder Sinn geschöpft und im Verzicht einen Weg gefunden haben will, trotz der Kontrolle über sein Leben zurückzugewinnen. Das, nachdem sich seine zweite Ehefrau, nach 35 Jahren an Messners Seite (davon die letzten zehn ver- heiratet) von ihm getrennt hatte. Eine der „schlimmsten Ent- täuschungen“ seines Lebens, wie er rückblickend festhält. „Ohne mir einen Grund dafür zu nennen“, klagt Messner, hätte ihn die Wienerin 2017 gebeten, die gemeinsame Wohnung in Meran zu verlassen – er hält aber sogleich zufrieden fest: „Obwohl ich nie im Leben einen Haushalt geführt hatte, kam ich mit dem Single- Leben zurecht“. Bloß „das Gefühl, getäuscht worden zu sein“, wich erst allmählich, wenn auch freilich bereits ein halbes Jahr später, nach der Begegnung mit seiner nunmehr dritten Ehefrau.

Entsprechend muffelig, der Auftritt Messners beim ersten Date: „Kannst Du kochen?“, so die Eingangsfrage des frischen Junggesel- len, der zu diesem Zeitpunkt eine „kleine, winterfeste Wohnung“ auf Schloss Juval seine *man cave* nennt. „Es reicht nicht, mit deinen schönen Augen ‚blink-blink‘ zu machen“, wie er der Luxemburge-

rin mit der Eleganz eines Eisbrechers klarzumachen versucht, „ich brauche eine Praktikerin an meiner Seite“.

Ob er die allerdings auch wirklich gesucht hat? Jedenfalls ist Diane Messner ein romantischer Mensch. „Heute, nach fast vier Jahren an seiner Seite, ist es immer noch diese direkte, ehr- liche Sprache, die ich an ihm schätze“, schreibt sie, ohne mit der Wimper zu zucken. Dass sie das alles überhaupt erzählt, in ih- rer eigenen, eher unliterarischen Sprache, macht den Charme dieses Buches aus. Ein bisschen fühlt man sich dabei sogar an Vicky Krieps’ Rolle der Alma in *Phantom Thread* erinnert und an den Versuch jener ausländischen, auf Luxemburgisch zäh- lenden Kellnerin, mit dem Modeschöpfer Woodcock (!) eine lebendige Beziehung einzugehen.

Diane Messner, 43 Jahre alt, ist Mutter eines Teenagers aus ei- ner früheren Beziehung mit einem in Luxemburg tätigen Saar- burger Immobilien-Software-Entwickler. Sie wollte sich nicht mit der starren Legende Reinhold Messner begnügen. „Was trieb einen Menschen an, sich derart zu exponieren? Sich allen Gefahren, selbst dem Tod auszusetzen? Was suchte jemand am Gipfel?“, schreibt sie.

Nun ist es nicht so, als sei Messner etwa die letzten Jahre beson- ders wortkarg darüber gewesen, was ihn seiner Meinung nach in die Berge trieb. Und auch in *Sinnbilder* ist ihm viel daran ge- legen, den Bergtourismus, den er nolens volens mit seinen spek- takulären Aktionen mitbefeuert hat, streng von seinem eigenen Tun abzugrenzen. Als ihm einmal im Kathmandu Guest House bei „Kaffee und Kuchen“ ein Mann seinen nackten Fuß mit den Worten „we have something in common“ entgegenstreckte und ihn darauf hinwies, dass ihm genau wie Messner fünf Zehen ab- gefroren sind, lehnte Messner diese Verbrüderung ab.

Sehr eindringlich erzählt er von seiner Herkunft aus ärmlichen Verhältnissen, einer Kindheit voller Arbeit – notwendiger Ar- beit, also „sinnvoll“. Davon, wie „viele tausend Hähnchen“ er als „Schüler und Oberschüler geschlachtet, gerupft und ausgetra- gen“ hat, von seinen sechs Geschwistern, die fast alle einen re- gulären Beruf wählten, nur er nicht. Und wie er, gerade weil sein Tun, das Klettern, nicht notwendig gewesen sei, er ihm einen individuellen Sinn habe geben wollen, indem er „die Hilfsmittel“ beschränkte und später sogar auf Sauerstoffflaschen verzichtete. Beruhend auf der Erkenntnis, dass „Nützlichkeit und Sinnhaf- tigkeit zwei völlig verschiedene Werte sind“, wurde „jede dieser Klettertouren zu einem existenziellen Erlebnis“ für Messner.

Dabei wiesen schon die tragenden Sherpas in Werner Herzogs Messner-Porträt *Gasherbrum – Der Leuchtende Berg* von 1984 darauf hin, dass die eigentümliche und zum Teil rücksichtslose Bergsucht des Südtirolers (und damit auch der Verzicht als „Sen- sation“ und „Stilmittel“) überhaupt erst durch die spätkapalisti-

Entsprechend muffelig, der Auftritt Messners beim ersten Date: „Kannst Du kochen?“, so seine Eingangsfrage. „Es reicht nicht, mit deinen schönen Augen ‚blink-blink‘ zu machen“, wie er der Luxemburgerin mit der Eleganz eines Eisbrechers klarzumachen versucht, „ich brauche eine Praktikerin an meiner Seite“

schen Rahmenbedingungen möglich wurden. Eine persönliche Verantwortung seiner Generation für die Verschwendung von Ressourcen lehnt der 78-Jährige, der jahrelang Millionen von Zuschauern mit spektakulären Bildern versorgte, indes ab. Sein Klettern beispielsweise sei, da kaum Müll zurückblieb, ja im Grunde ökologisch gewesen.

Bereits der junge Messner war ein Rebell. Vom Lehrer wegen sei- ner Klettereskapaden während der Schulzeit bestraft, wagt er den offenen Konflikt, als er selbst, anstelle der Eltern, den Bescheid des Lehrers unterschreibt: Er war gerade achtzehn geworden. Ein andermal lässt Messner den jüngeren Bruder stundenlang angsterfüllt auf seine Rückkehr aus den regengepeitschten Ber- gen warten. „Der Sinn, der dem Kollektiv (...) zugeordnet wird, ist immer nur ein kollektiver. Der Sinn als mein ganz persönli- ches Gewichten ist etwas anderes: ein Geschenk. Wie ein Spiel- zeug, mit dem ich Personen, Dinge, Taten verzaubere, indem ich sie mir wichtig mache“, schreibt Messner, der sich mittlerweile altersbedingt zum Hausextremisten entwickelt, das Bergsteigen aufgegeben hat, stattdessen lieber nur noch einmal am Tag isst und bis auf das Wohnzimmer die restlichen Zimmer unbeheizt lässt. Mit seiner Frau Diane hat er ein kleines Unternehmen mit den Namen Messner Mountain Heritage gegründet. „Jetzt geht es ums geistige Erbe“, sagt Messner. ●

Reinhold und Diane Messner, *Sinnbilder. Verzicht als Inspiration für ein gelingendes Leben*. S. Fischer Verlag, Frankfurt 2022. 192 S., 22 Euro

HAMBURG - LUXEMBURG

Philipp F.

Nico Graf

E groussherzoglech-hanseatesche Police-Exkurs

Gebongt: herno ass ee méi schlau wéi virdrun. A sech selwer luewe sténkt. Mä an dësem Fall war ech vun Ufank un zimlech skeptesch. Wëll soen: ech hunn den offiziellen Deklaratiounen net ge- traut, hat ëmmer d’Impressioun, do wier méi ge- wosst wéi bekannt gemat. An esou wor et.

Am Resumé: do geet also hei zu HH e gewësse Philipp F. hin an erschéisst 7 Zeugen Jehovas an duerno och sech selwer, d’Police war quasi direkt op der Platz. Dat ass an eiser Noperschaft geschitt, nëmme 4 Kilometer mam Velo ze furen, da sinn ech do, en ellent grot véiereckegt technescht Gebäi, Stol a Glas a Betong, wou ech schon zech Mol laanscht gefuer war. Et ass eng Géigend, déi en Duerchermeeen ass: eng Bréck iwwer d’Alster, eng Tankstell, Car-Glass, eng grouß Duerchgangsstro- oss, och e Mouer, matzen an der Stad. 500 Meter vis-à-vis vun der Jehova-Kierch ass d’Israelitisches Krankenhaus.

Um Trottoir virun der Kierch luchen nach Deeg no der Schéisserei Schierbelen. A Blummen. An och e Policewon stung do op Wuecht, eng hallef Woch laang, zwee Mann oder Frau als Équipage.

De Minister Luc F. huet emol Journaliste ugebaubst, ob si näischt besseres ze dinn hätten, wéi an der Bommeleeër-Geschicht ze recherchieren, do kéim dach ni eppes derbäi eraus

No de Schéisserei koum eng ganz Rëtsch Pres- sekonzferenzen. Do gouf d’Police fir hiere sé- ieren Asatz schwéier gelueft. Mä wat sech um Ufank unhéieren huet, wéi eng schätzeg Police- Réussite géngt en Typ, dee rose war iwwer seng

fréier Kierch, dat gëtt elo no a no e Skandal. No engem bekannte Muster: de Wee geet vum Täter bei d’Police an da bei de Minister. À propos Tä- ter. Dee gëtt ëmmer Philipp F. genannt. Mä well esouvill iwwert hien bekannt ass, hat esouger ech, deen ech an Internet-Recherche net extra gutt sinn, no enger Minutt eraus, wéi hien mit Klarnamen heescht a wéi en ouni Gepixels am Gesiicht ausgesinn huet.

Zréck bei d’Polizei. Déi war Méint virum Amok- Laaf anonym gewarnt ginn, den F. dee wier gefé- ierlech. Dat hu Police a Parquet an Innensenator séier erzielt; an eben och, dat bei enger net uge- meller Kontroll an der Wunneng vum F. deem sei Klaves am Safe geleeën hätt, an de Mann hätt ganz verstänneg gewierkt. Vu sengem verréckte Buch iwwer Gott a Jesus a Satan ass erréischt méi spéit rieds gaang. An datt d’Beamten dat Buch um Internet net gesicht a net fonnt hätten. Hm, duecht ech du schnonn, wat war dat fir eng En- quête vun der Waffenbehörde. An elo – en décke Mount no der Attack – kéinnt duerch Recherche vun der *Zeit* eraus, datt e Polizist wosst, wéi gefé- ierlech duergedrëit dee Philipp war, an de Poli-

zist hätt dat awer net weiderginn u seng Kollegen. An et gëtt d’Fro gestallt, wéi genee d’Relatiounen tëschent dem Philipp F. an deem Polizist waren, ob si sech, z.B., aus dem Hanseatic Gun Club kannn hunn, wou de Philipp F. schéissen trainé- iert huet. Egal wéi: de Polizist, dee sei Wëssen net weiderginn huet, deen huet elo en Disziplinar- verfahren um Hals. An ugelaaf ass déi ganz po- litesch Maschinerie, nämlech d’Fro, wien wosst weéni wat an huet wat net gesot. Am Fokus steet den Innensenator Andy Grote – och nach Andy P. genannt (wat op *Himmel* reimt; mä dat ass eng aner Geschicht). De Senator hätt – notamment am Innenausschuss vun der Bürgerschaft – net alles gesot, wat hien wosst, seet d’Oppositioun vun CDU a Linke, an hie soll zérécktrieden.

Hallef Informatiounen an desagreabel Nofroen, déi evitéiert oder esquivéiert goufen. Eng abstrus Geschicht, déi drop erausleef, datt a Policekreesser Schmu gelaaf ass, datt ee gedeckt gi wier, deen hätt misse gestoppt ginn – a no der schlimmer Schéis- serei sinn et hartnäckeg Kollegen, déi erausfanne mussen, datt alles hätt kënne verhënnert ginn, wann uerdentlech geschafft a kommunizéiert gi wier.

Kéinnt engem - lëtzeburgesch geschwat - bekannt vir, ne. Eng Insidergeschichte, déi total aus dem Rudder leeft, just datt zu Hamburg d’Opklärung villeg méi séier leeft wéi bei de ,85er Bommen- Attentater.

Kollegen dréien duerch an aner Kollege wëssen dat a maache neischt. E Schema, quoi. Just datt zu Lët- zebueg, den Ufank vun der Opklärung villeg méi laang gedauert huet. Mat der Pointe, datt d’Enquête net nëmme gemittlecht war an deemols hanner- driwwer ginn ass, mä datt et och nach Bestriewun- gen gouf se ze behënneren, wéi de couragéierte Procureur Robert B. esecht gemat huet. E gewësse Luc F. hätt do och eng Roll gespillt, héiert een als Rumeur aus dem Palais de justice. Et hätt eng mon- ter Engolad am Bureau vum Robert B. ginn, Ge- bierels tëschent dem Minister F. an dem Procureur. Gerücht aus der Justiz. Wat awer keng Rumeur ass, dat ass, datt de Minister F. emol Journaliste ugebau- bst huet, ob si näischt besseres ze dinn hätten, wéi an der Bommeleeër-Geschicht ze recherchieren, do kéim dach ni eppes derbäi eraus. Et kann awer keen deem Luc F. sei Récktrëtt weint esou eppes fu- erderen, well dee Luc F. ass jo neischt méi. ●

Humains mais pas trop

La photographie, dès sa naissance au début du 19^e siècle, a entretenu des relations complexes avec le champ des arts. Au mieux, elle était considérée comme un art mineur, au pire comme un outil technique sans valeur artistique. La photographie n'a été reconnue en tant qu'art qu'assez tardivement, notamment grâce au surréalisme. Sa place s'élargit progressivement jusqu'à un emballement à la fin du siècle dernier, marqué par les sommets en terme de prix. Avec l'envol des prix, la reproductibilité, la qualité et le contrôle des tirages ont été questionnés. Avec l'avènement du numérique et des logiciels de traitement de l'image, le rapport à la réalité a été ébranlé. Aujourd'hui, avec le développement des intelligences artificielles et la capacité à générer des images, un nouveau pan d'interrogations est soulevé. Mike Zenari affronte directement ce sujet avec l'exposition *Humains*, un ensemble de portraits générés par ordinateur à partir de photos réelles qu'il a prises. « Les images générées automatiquement sont certes fascinantes, mais elles ne peuvent pas concurrencer les vraies identités », conclut-il. Ces portraits sont à voir aux centres d'art Dudelange où il expose, à partir de samedi (jusqu'au 18 juin) avec Sven Becker (le

photographe attiré du *Land*). Ils ont décidé de mélanger leurs travaux plutôt que d'investir chacun une des galeries. Aux *Humains* de l'un répondent les *Impermanent horizons* de l'autre : un jeu de cadrage et de masquage des images qui impose également une relecture du réel (photo de montage : Olivier Halmes).

Cette double exposition est une des nombreuses manifestations du Mois européen de la Photo au Luxembourg (Empo), biennale très fournie qui rassemble des artistes et photographes émergents et confirmés, principalement européens, dans le but de refléter la diversité de la photographie de notre temps. Après *Bodyfiction(s)* en 2019, *Rethinking Nature / Rethinking Landscape* en 2021, la thématique générale choisie par le curateur Paul Di Felice (pour l'asbl Café crème) est *Rethinking Identity*. 24 expositions sont organisées aussi bien dans des institutions (Casino, Nationalmuseum, Cercle Cité, Mudam, Neimënster, CNA...) que dans des galeries ou chez Arendt & Medernach. Le European Month of Photography Arendt Award sera remis 10 mai à un jeune artiste qui entrera dans la collection du cabinet d'avocats. Nous reviendrons sur plusieurs expositions au cours des prochaines semaines. [fc](#)



Land

28.04.2023

FESTIVAL



Aralunaires

36 Musiker/innen, 18 Konzerte an fünf Abenden – die verschlafene Kleinstadt Arlon lädt Anfang Mai auf ein kunterbuntes Musikprogramm ein. Am Mittwoch den 3. Mai wird die Konzertreihe mit der französischen Björk *November Ultra* in der Sankt Donatuskirche eröffnet (Foto: Pauline Darley). Wem Singer-Songwriter-Töne nicht rhythmisch genug sind, dem fahren der schroffe Rock der englischen Band *Ditz* oder die Elektromusik des Berliner *Efdemin* vielleicht besser ein. Eine volle Fußgängerzone wird für Sonntag den 7. Mai erwartet: Dann fällt ein eintrittsfreies Musikparkour in das Potpourri des monatlich stattfindenden Flohmarktes. Für das Aralunaires-Programm werden semi-bekannte Künstler unterschiedlicher Stilrichtungen eingeladen, die bei Indie-Labels unter Vertrag stehen. In Weinkellern, Wohnungen, Gärten oder historischen Gebäuden lassen sie Musikinstrumente, Stimmbänder und Synthesizer vibrieren. [sm](#)

Klassik goes Quartier

Ein von der Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) gern als „Problemgebiet“ bezeichneter Teil der Stadt wird nächstes Wochenende ganz im Zeichen der klassischen Musik stehen. Vom 4. Bis zum 6. Mai findet in der Kirche von Bonneweg das „Catch Music Festival“ statt, organisiert von der Professorin für Geige Laurence Koch, der Pianistin Cathy Krier und der Lehrerin Michèle Schneider. Es spielen zwar auch etablierte Künstler, doch der Fokus liegt auf jungen Künstler/innen, die unter anderem Werke von Schumann, Kurtág, Profokiev, Mozart, Ravel und John Cage Interpretieren. Lustig ist die Wahl des Werkes *Silence* von Cage, bei der Cathy Krier 4 Minuten und 33 Sekunden ihr Klavier nicht spielen wird. Zwei Klassen der Gellé-Schule in Bonneweg werden das Stück *Pigeons* der elfjährigen (!) Komponistin und Klimaaktivistin Emmylou Växby performen. Es spielen unter anderem noch: Max Mausen, Tom Felten, Kelly Ge, Pamina Kashii-Grebet, Aniel Stoffels und Zala Kravos. Cathy Krier und Laurence Koch – beide als Musikerinnen etabliert – geben an, sehr von frühen Fördermöglichkeiten profitiert zu haben und nun etwas zurückgeben zu wollen, um junge Talente eine Bühne zu geben. Da sich größere Institutionen schwertun, ein eher bildungsfernes Publikum anzuziehen, scheint die Wahl, das Catch Music Festival mitten in einer belebten, sozial durchmischten Nachbarschaft zu organisieren, lobenswert: Die mentale Barriere, ein Konzert in der Kirche des eigenen *Quartier*

zu besuchen, dürfte niedriger liegen. Am Freitag ist ebenfalls ein Konzert im Bistro social Le courage geplant. [sp](#)

PARUTION

Du mur au papier

La Kulturfabrik a toujours voulu s'inscrire dans le paysage culturel et social de la ville d'Esch. Le projet d'art urbain que le centre culturel a mené depuis 2014 en est une illustration. Quand en 2014, il est décidé d'embellir les lieux qui avait rouverts en 1998 après une grosse rénovation, pas question de se limiter aux façades des anciens abattoir. Des projets pédagogiques voient le jour avec des artistes graffeurs, des rendez-vous s'instaurent, des artistes internationaux rejoignent les locaux... Le projet Kufas Urban Art Esch gonfle d'année en année. Sept ans plus tard, le projet compte à son actif plus de 70 œuvres d'art urbain en Grande Région, dont 55 à Esch. Les quelques soixante projets pédagogiques ont rassemblé autour de 1 500 personnes. Aujourd'hui, le projet a pris fin. Pour en garder une trace, un livre a été publié portant justement ce titre, *Traces – Kufas Urban Art Esch* (réalisation



Studio Polenta, Point Nemo Publishing). Les nombreuses photographies signées Emile Hengen et John Oesch rendent bien compte de l'implantation des projets dans le tissu urbain. L'intérêt n'est pas seulement rétrospectif : plusieurs textes de spécialistes donnent des éclairages différents sur ces réalisations en relation avec l'architecture du territoire, l'histoire de l'art mural, l'implication dans l'espace public ou l'importance de la participation de la population. Une quinzaine de zooms sur un artiste ou sur un projet permettent d'entrer plus en détail dans la conception et la réalisation des œuvres. [fc](#)

LITTÉRATURE

Jérôme Quiqueret,

a été récompensé du Prix Servais pour son livre *Tout devait disparaître* paru en 2022 chez Capybarabooks. Doté de 6 000 euros, ce prix est décerné annuellement sur proposition d'un jury indépendant à « l'ouvrage littéraire le plus significatif paru au cours de l'année précédente ». L'auteur, également journaliste au *Tageblatt*, a travaillé pendant dix ans sur cette « histoire véridique d'un double meurtre commis à Esch à la fin de l'été 1910 ». Ce pavé de 480 pages ne s'attache pas seulement au fait divers, mais au contexte historique de l'époque avec ses tensions politiques et idéologiques : évolution industrielle, ruptures sociales, émergence du syndicalisme, main d'œuvre étrangère, place



de l'Église... « Il offre en même temps un portrait à multiples facettes de la ville d'Esch, qui y apparaît sous un jour tout à fait nouveau » à travers « de nombreux personnages habituellement invisibles qui font leur entrée en littérature et enfin au regard atypique que le livre porte sur différentes personnalités de l'histoire littéraire du pays ». Malgré les qualités de la recherche et de la mise en œuvre du livre, la qualification d'œuvre littéraire mérite d'être débattue. Jérôme Quiqueret (photo : Sven Becker) mélange en effet récit journalistique, de documentation historique et de *true crime*. « On pourrait peut-être aussi ranger ce récit dans le domaine de la non-fiction, que j'ai découvert à force de m'intéresser aux différentes manières d'écrire sur les faits divers », disait-il dans une interview au *Land* (27.05.2022). Le jury du Prix Servais (Sébastien Thiltges, Simone Beck, Fabienne Gilbertz, Odile Linden, Henning Marmulla, Pierre Marson, Alex Reuter, Shari Schenten et Aimée Schultz) souligne « l'actualité de ce livre réside finalement dans le questionnement métascriptural auquel nous invite l'auteur : Comment lire, interpréter et raconter les traces écrites du passé ? » [fc](#)

Leipzig Buchmesse

Maxime Weber, Nico Helminger, Claire Schmartz et Samuel Helminger werden über die nahe Zukunft spekulieren – und zwar im Rahmen der Leipziger Buchmesse. An diesem Samstagabend entwickeln sie Szenarien über tödliche Epidemien, intelligente Roboter, alles kontrollierende Sicherheitsbehörden und Smart Cities. Moderiert wird das Autor/innen-Gespräch von dem unabhängigen Journalisten Thomas Hummitzsch. In der spekulativen Fiktion fühlt sich insbesondere Maxime Weber zu Hause. In seinem 2021 veröffentlichten Debütroman *Das Gangrän* (Kremart Editions) entwirft er eine Welt, in der die Menschheit von einer sich unkontrolliert ausbreitenden und tödlichen Substanz bedroht wird. Vom Institut Grand-Ducal/ Section des Arts et des Lettres wurde er zu Beginn des Jahres für seinen Roman ausgezeichnet. Die Jury lobte den jungen Autor für sein politisches, dystopische Literaturgenre, das „als Denkmöglichkeit und Versuchsanordnung“ fungiere, „um die Auswirkungen globaler Vernetzungen in den Bereichen Umwelt, Wirtschaft und Politik erfahrbar zu machen“. Am Sonntag wird zudem Guy Rewenig gemeinsam mit dem Grazer Autor Ferdinand Schmalz für eine Lesung auf der Buchmesse erwartet. In seinem letzten Roman *Schnatt* (Editions Guy Binsfeld), befasst sich Guy Rewenig mit autoritären Denkmustern und aggressiven Verhaltensmustern, die intergenerationell weitergetragen werden. [sm](#)

CONFÉRENCE

Théâtre engagé

Le théâtre n'est jamais « hors sol ». Il s'intègre dans son époque, celle de l'écriture, celle de la représentation. Les pièces sont sujettes à débat et ouvrent sur des problématiques contemporaines. Pour les théâtres, c'est l'occasion d'aller plus loin avec leur public, de les engager dans des discussions avant ou après les représentations. Ce vendredi, à 20h, la Kulturfabrik propose une conférence en amont de la performance afro-féministe *Papaya* (qui sera jouée les 12 et 13 mai). Estelle Depris, consultante spécialisée dans les questions relatives aux discriminations raciales, s'intéressera à l'impact du racisme sur la santé mentale des jeunes femmes noires âgées de 18 à 35 ans. Elle prendra comme cadre l'intersectionnalité et le Black Feminism pour explorer comment le racisme et le sexisme a des répercussions sur leur vie. Au Théâtre du Centaure, la semaine prochaine, le 4 mai, après la représentation de *À la carabine* de Pauline Peyrade, une table ronde modérée par Josée Zemeis rassemblera le psychiatre Paul Rauchs et la psychologue clinicienne au Planning Familial Mari Van Reeth autour du thème « Un viol, et après ? Comment reprendre sa vie en main ? ». [fc](#)

ARTS VISUELS

Saute frontières

Il y a de la pudeur chez Isabella Ferreira, pour raconter ce qui fut pourtant un chapitre douloureux dans l'histoire de son pays, la dictature de Salazar au Portugal. La fuite politique, dans les années 1960 et le refus de l'engagement militaire pour maintenir dans son giron l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau, alors encore des colonies africaines.

Une thérapie par l'art ou comment exprimer le déracinement et l'identité. Une narration visuelle d'Isabelle Ferreira

Shoah. Les émotions visuelles provoquées par les visages d'*O Salto* que montre Isabelle Ferreira sont comparables, mais l'origine de son action artistique n'est pas la disparition : c'est une recomposition – le passage des Pyrénées, qu'elle sous-titre *L'invention du courage*.

Aux murs donc, voici des demi-visages, souvent la partie droite ou gauche d'un portrait de face et, si le visage est de profil, Isabelle Ferreira recouvre les yeux des transferts photographiques sur bois par une sorte de bandeau, une plage de couleur pastel. Bleu comme le ciel, ocre comme la terre. Ils ont la dimension d'un portrait comme on en voyait accrochés dans le temps dans la maisons des parents. La clé de ces moitiés de portraits est dans *Toute la vie du visage*, où on voit, dans des cadres de la même dimension, des photos d'identité, faites par quatre dans un Photomaton.

O Salto, qui veut dire le saut, est l'histoire du message par ces photos, lors du passage des Pyrénées vers la France : les clandestins, une fois qu'ils avaient franchi la montagne et la frontière, envoyaient par la poste à la famille la moitié de la photo d'identité emportée. Ils étaient bien arrivés, il s'agissait maintenant de payer les passeurs. Tout se monnaie toujours...

Mais le prix de la liberté, c'était aussi l'effort du passage de la montagne. Le bois sur lequel Isabelle Ferreira a imprimé les portraits des hommes et des femmes est de récupération et déchiqueté. Il symbolise les conditions modestes des fuyards. Car le péril, c'était d'être pris par une patrouille de gardes aux frontières. Certains portraits sont aussi recouverts de couvertures. Certes, pour se protéger du froid, pour se cacher. Mais à mieux y regarder, on décrypte là la symbolique de l'installation. Elles sont aux couleurs du Portugal, le vert et le rouge, qui sont aussi les couleurs du Pays basque.

Dans cette langue commune de part et d'autre des Pyrénées, « avancez ! » se dit « ibili ». *Ibili*, c'est le nom des bâtons de marche, traditionnellement en bois de châtaigner. Ce bâton traditionnel des bergers, à la pointe ferrée, l'artiste l'incruste d'agrafes en métal. C'est dire avec peu de moyens, la difficulté d'avancer. Mais il y a les paysages, entre-aperçus que l'on va atteindre. *Par la nuit*. C'est l'espoir comme une trouée dans le ciel nocturne.

Isabelle Ferreira raconte un bout d'histoire. La migration elle, est sans fin. ● Marianne Brausch

O Salto – L'invention du courage de Isabelle Ferreira, est à voir au Projects Room de la Galerie Nosbaum Reding, jusqu'au 27 mai



Vue de l'exposition

A QR Code tribute

Codefroy Gordet



La sculpture *The Eyes* de la compagnie Coolshit

Esch-Belval est une hantise pour les acteurs culturels de tous bords. Si l'endroit est éminemment inspirant, façonné dans un alliage mêlé de modernité et d'histoire – celle de la sidérurgie venue défricher la forêt pour y loger une usine à la pointe, déjà une longue histoire en soi –, c'est aussi un lieu très réglementé, où, malgré les bonnes volontés des pouvoirs publics, la population semble en transit, reflet d'une poignée « d'habitants », surtout de nombreux travailleurs, étudiants, et quelques curieux badauds... À Belval, il faut composer avec un territoire nouveau, qui depuis sa reconversion, amorcée à l'aube des années 2000, se vit en mutation constante, un lieu où cette année s'est posée une Nuit de la Culture aux allures futuriste, métaphore même de ce quartier moderniste, qui trouvera son apogée dans un lointain futur. Et tel un gimmick, Barbara, Félix et Giacomo étaient de sortie, sous – comme un gimmick, aussi – la pluie redondante des mois d'avril dans le sud du pays grand-ducal.

Tout juste sortis du parking et nous voilà dans l'air de jeu de cette Nuit de la Culture au cœur de la patrie « Université-Belval ». Là, déjà le ton est donné et sur notre chemin de vagabondage, nous lisons « choisissez votre futur ». Une sorte de marché aux bonnes idées – du futur – s'étale là sur le parvis de la Petite Maison de l'Université. Plusieurs tentes abritent tantôt des solutions de néo-agriculture, tantôt une DeLorean et tout l'attirail de la saga des *Retour vers le futur*. Nous traçons le pavé pour que d'un coup la Vélorution nous coupe le passage, ils sont en plein « tour d'Esch en 80 roues ». La célèbre parade à vélo s'endimanche (même si on est samedi) d'habits inspirés de l'univers de Jules Verne. Qui découvrons-nous, déguisée en licorne, sur un cyberbike d'un autre monde ? L'artiste Nora Wagner. Comme quoi il n'y a aucun hasard, que des rendez-vous...

On file pour un premier tour de quartier, nous en ferons une dizaine durant la soirée, c'est le principe : tourner en rond pour se faire happer, deci de-là, au détour des œuvres qui peuvent nous captiver. Même en autant de passages, impossible de tout voir, la Nuit de la Culture impose une telle frustration. Alors, il s'agit premièrement de comprendre l'implantation de cette Nuit belvaloise, et alors que chacun fini d'installer encore un bout de bric et de broc à son œuvre, que d'autres balancent leurs balances, tout s'éveille déjà, le monde afflue, et certaines installations artistiques résonnent. Dans nos premiers pas dans cet autre monde qui naît devant nous, ce qui frappe c'est cet entrelacement des scènes à l'urbanisme. La Nuit de la Culture a veillé à ce que l'environnement accueille chaque œuvre avec beaucoup de soin. Aussi, on voit se greffer les projets vidéo-mapping aux friches – *Melting Session 11*, tenu par Paul Schumacher alias Melting Pol, avec DJ Steve R.I.O.T., DJ Riven btw Camillo et Miss Sappho, est une belle réussite –, des scènes sont montées sur pilotis dans les bacs d'eau de Belval, des instruments en métal ont

Une certaine vision du monde où le réel ne pourrait plus suffire, même aux gosses... Fichtre, l'angoisse !

germé du sol – *Loops & Harps* de Jonas Vorwerk, Wout Rockx et *Run for Music* de Leandro Erlich, nous ont touché par leur incidence sur le sourire et l'humeur des spectateurs –, les paysages de ce château de fer sont complétés par des sculptures, installations, et performances, peuplés d'humains de toute part. Le rassemblement est vivace, c'est une fête, celle de la culture.

Au deuxième tour de piste, on tente un détour par l'un des villages rafraîchissements et victuailles, sans succès, il y a déjà un monde fou devant la petite baraque à frites. Et tant mieux. On se décide à rentrer dans les anciens bureaux de Esch2022. Là, l'artiste visuel Alexandre Alagôa et l'auteure Fatima Rougi ont installé leur *Fake Noise*, une boucle de cinq minutes sur notre ère hyperconnectée. Une œuvre intelligente, précise, qui soulève des débats évidemment ancrés dans notre époque, sans forcément pousser à une morale bancal mais plutôt en posant d'innombrables questions sur nos vies tumultueuses qu'on gagnerait à rendre plus calmes. Dans un espace relativement inadapté à leur installation, le duo d'un instant réussit tout de même à nous attraper dans son propos.

Au troisième tour de piste, on revient sur nos pas. Le trajet devient connu et on prend nos aises. Cette

fois, on a réussi à se frayer un chemin dans la foule par quelques raccourcis. On navigue du côté de la Place de l'Académie, pour s'attarder un temps sur cette drôle de fête foraine qu'on avait vu à notre premier passage : *The Fair Grounds*, de Dropstuff Media et Ard van der Veldt, plusieurs manèges inspirés des plus traditionnels, enjolivés d'une narration futuro-technologique. Ce truc oscille entre un retour en enfance et la vision d'une enfance dystopique. Assez flippant quand on voit une poignée de gamins, casques de réalité virtuelle vissés sur les yeux, assis sur des animaux moulés en plastique. Une certaine vision d'un monde où le réel ne pourrait plus suffire, même aux gosses, qui s'amuse normalement d'un rien, même dans l'ennui, sur un manège tournant en rond. Fichtre, l'angoisse !

Il fallait avoir de la batterie sur son smartphone pour tenter de capturer en profondeur chaque objet artistique en présence. Exit la paperasse, le programme se lit sur son téléphone, en flashant à tout va les dizaines de QR codes disséminés un peu partout. Au bout d'une cinquième tour du plateau Belval, marre de flasher tous ces panneaux explicatifs, on ronde dans le quartier à l'instinct, en pur spectateur, laissant à la porte toute justification. On s'autorise un billet pour le voyage en drone du quartier par *Immersion Verticale* de Romain Hayem, et puis on continue notre route pour découvrir le live painting *Zen Portraits* de Victor Tricar. Un moment très apaisant, si ce n'est bouffé par l'intransigeance des basses du *Turn it Up*, la scène 360° d'en face.

Dans le flux de l'affluence, on continue notre expérience par un nouveau détour sur la Place de l'Académie. Sous les arbres suspendus du Luxembourg Learning Centre, les vibrations des tamtams de l'Afrique font vibrer la ferraille omniprésente, et avec leur *Turbulence*, le groupe Altercadance nous met en joie avant le spectacle du quintet Lénaïc Brulé, Alborz Teymoorzadeh, Fábio Godinho, Franck Lemaire, Saba Kasmaei qui présentait *Choix*, un spectacle balancé aux spectateurs telle une performance participative, « sur la notion des choix, de libre arbitre en lien avec la technologie ». Un machin théâtral fou comme on aime, et paradoxalement très fin, abordant notre triste sort face aux écrans et les algorithmes qui les régissent.

Dix tours plus tard donc, on est largement rassasiés que ce soit d'une intéressante et ambitieuse fracture visuelle, – par des machins glissés un peu partout du sol au plafond, de la sculpture monumentale *The Eyes* de la Cie Coolshit, aux discrets mais ubiquistes personnages de lumière rassemblés sous le titre *Keyframes*, du Groupe LAPS sous la direction artistique de Thomas Veyssié –, comme dans les questionnements spontanés qui nous sont tombés dessus, notamment ceux de Nyx de Gijs van Bon, un robot encreur, voyageant dans les artères de Belval, dans la nuit, semant derrière lui, à la peinture phosphorescente, des poèmes. Tout un symbole. ●

FILMS MADE IN LUXEMBOURG

Luxembourg, vu par ceux d'en bas

Pablo Chimienti

Le réalisateur star du Luxembourgeois, Andy Bausch est de retour en salle avec *Little Duke*. L'histoire de deux copains sans le sou mais au grand cœur qui veulent sauver un pub du Pfaffenthal des griffes d'un promoteur

Ça sent la poussière au Little Duke. Le vieux pub irlandais que Patrick Shane O'Hara a mis sur pied et dirigé pendant près d'un demi-siècle dans le quartier populaire de la capitale, le Pfaffenthal. Le bar a connu son heure de gloire, ses nuits de fête, ses parties de billard ou de fléchettes endiablées entre deux bonnes pintes de bière ou deux bons verres de whisky. Mais ce temps est passé depuis un bon moment quand nous, les spectateurs, découvrons les lieux.

Pendant le générique, Andy Bausch offre divers gros plans du local. Alors que la ville de Luxembourg et le quartier du Pfaffenthal avec elle, ont beaucoup évolué, l'ascenseur panoramique juste en face du pub est là pour le prouver, le temps semble s'être arrêté au Little Duke, quelque part entre les années 70 et les années 80. Certes la tireuse à bière semble encore active et le bar est encore bien fourni aux niveau des bouteilles, mais pour le reste, les tables et les chaises ne sont pas de la première fraîcheur, la décoration est surannée, la peinture aux murs est démodée, le vieux ventilateur au plafond ne semble plus aérer grand-chose et le vieux piano a des touches cassées, et une mouche morte sur celles encore en place.

Tout ici rappelle l'Irlande : les bières sont irlandaises, les whiskies sont irlandais, il y a des photos de la sélection nationale irlandaise de football accrochées aux murs... S'il s'agissait d'un bar portugais, on parlerait de « saudade », mais l'ambiance ici, on l'aura compris, tend plutôt vers les Celtes ; nous devons donc nous contenter de parler de mélancolie ou nostalgie.

Et oui, O'Hara, comme son nom l'indique, est Irlandais. Il avait déjà la quarantaine quand il est arrivé au Luxembourg. Là il a eu deux fils, sinon adoptifs, au moins spirituels : le Mill et le Schumi. Et maintenant qu'O'Hara est une nouvelle fois à l'hôpital après trois infarctus en deux ans, les deux ne vont pas tarder à voir leur vie basculer. Mill et Schumi sont les héritiers désignés de O'Hara et donc futurs propriétaires des lieux. Certes, le bar n'a plus que des clients réguliers qui ne passent plus par la case « payer » et est donc criblé de dettes ; certes le bâtiment dans lequel il se trouve, et qui sert de demeure

à Mill, est totalement à refaire, mais le terrain, lui, vu l'augmentation des prix du foncier qu'a connu le Luxembourg année après année, vaut son pesant d'or. Mill a promis au vieux de ne jamais vendre, Schumi, qui était depuis longtemps parti chercher fortune – même vivant dans une caravane minuscule et servant des frites dans un parking – en Belgique, lui veut vendre et profiter de cette aubaine.

Une situation déjà assez complexe en soi, sans compter sur les habitués qui souhaitent garder leur troquet où jouer aux cartes et boire à l'œil, sur le prêtre du quartier qui s'oppose à la modernisation et l'embourgeoisement du quartier, sur la nouvelle amie de Schumi, à qui il a fait croire qu'il était le propriétaire d'une grande chaîne de friteries en Belgique, et surtout sur la fille de Mill, alcoolique et droguée, mère du petit Jules, cinq ans, que Mill élève avec tout l'amour et l'attention qu'il n'a, lui, jamais reçu étant petit.

Une nouvelle fois, après *Troublemaker*, *Le Club des Chômeurs*, *Rusty Boys*..., Andy Bausch s'intéresse aux laissés pour compte du système luxembourgeois ; il rend hommage aux petites gens, à ceux d'en bas, aux petits vieux, à ceux qui ne profitent pas de la place financière, de la startup nation, des largesses salariales que la fonction publique. « On avait aucune chance, mais on a fait avec », résumant Mill et Shumi en reparlant de leur vie.

Avec un abattement certain mais aussi beaucoup d'humour et de dérision, Bausch, avec une nouvelle fois Frank Feitler en tant que coscénariste, s'attaque à sa manière à ce Luxembourg riche et clinquant – celui des expatriés de passage attirés par les hauts salaires, celui des magasins de luxe, de la bulle immobilière, de ces « stater Geessen »... –, qui délaisse une partie de sa population. « Impossible de vivre dans ce pays ! Beaucoup trop cher ! » lance Berni, un des piliers de comptoir du Little Duke tout en critiquant, plutôt qu'en se plaignant, le fait que « 200 000 frontaliers passent la frontière tous les jours pour travailler au Luxembourg depuis la France, la Belgique et le Reich ! » La critique est acerbe, le récit est dramatique, mais les auteurs ont su placer le bon geste, la bonne

phrase, le bon mot pour faire malgré tout pas mal rire les spectateurs tout au long du film.

Le sujet de la langue luxembourgeoise – à travers cette femme présente depuis 25 ans *an der Stad* mais qui ne le maîtrise toujours que partiellement, les enfants de la *Spielschoul*, les vendeuses dans les boutiques de la ville haute... – est aussi très présent dans ce film multilingue – luxembourgeois, français, anglais, allemand –, proposé en salle en VO sous-titrée en français et anglais pour une meilleure compréhension de tous. L'intégration, la gentrification, le politiquement correct, l'amour et la sexualité chez les seniors... sont également abordés.



Luc Feit et André Jung en tête d'un casting cinq étoiles

Un film qui se penche sur les laissés pour compte du système luxembourgeois

À travers son récit et ses personnages, Andy Bausch aborde ainsi plein de thèmes différents. On peut regretter quelques scènes surjouées, quelques évolutions scénaristiques un peu téléphonées voire quelques scènes pas vraiment nécessaires, mais cela n'enlève rien à la réussite de ce long-métrage au casting cinq étoiles : André Jung, Luc Feit, Marco Lorenzini, Valérie Bodson, Elisabet Johannesdottir, Mayson Bossi, Larisa Faber, Steve Karier, Josianne Peiffer, Marie Jung, Timo Wagner, Sophie Langevin ou encore Lata Gouveia ; aux personnages forts en couleur, aux décors travaillés avec minutie et à la musique – signée Serge Tonnar, qui apparaît également à l'écran – pleine d'émotion. Un film rythmé et réussi. ●

DEUX PARUTIONS INESPÉRÉES

La maison du taillis et la scierie de Meillat

Lucien Kayser

Un inédit de Julien Gracq, un deuxième *Beune* de Pierre Michon, de quoi ravir le lecteur

Il est des cadeaux auxquels on ne s'attendait pas, en l'occurrence des textes. L'un remonte à la fin des années 1940, on ne sait pourquoi il a échappé à José Corti, l'éditeur fidèle de Julien Gracq. L'autre, de Pierre Michon, auteur peu prolifique, très sévère envers lui-même, nous donne, près de trente ans après, une suite à *la Grande Beune*, la Grande et la Petite réunies maintenant dans quelque 150 pages dans *les Deux Beune*, chez Verdier. Ce n'est pas seulement affaire de circonstance que d'associer les deux parutions ; des choses bien sûr séparent les deux auteurs, dans le temps, dans leur assise littéraire, entendons leur enracinement et les orientations qui en ressortent. Cela dit, il est chez les deux une très haute idée de la littérature, dans sa relation au monde à la vie, il est surtout une écriture rare, d'un flamboiement, pour employer un terme qui rapproche de la variante la plus éclatante du gothique.

Pour en rester à cette considération, mais la citation va de suite ouvrir sur autre chose, vers la fin du texte de Pierre Michon, nous lisons : « La jouissance est une phrase. Longue, contournée, obéissant à des rites, des formes. » L'inverse est vrai, sexe et texte vivent tous deux de l'exacerbation du désir, de ses

Deux textes jetant de beaux éclaires de lumière, l'un plus retenu, l'autre expressif et débordant

moments reportés, de ses étapes allongées, où l'initiation et le cérémonial ont leur part majeure et décisive.

Les narrateurs, chez Gracq comme chez Michon, c'est un peu comme s'ils s'étaient mis en route pour telle rencontre. L'un, on y reconnaît la vie de Gracq lui-même quand entre 1941 et 42 il enseignait à Angers, fait un trajet tous les jours en bus, « autocar fourbu, enfermé, surpeuplé » ; l'autre est nommé instituteur dans un village du Périgord au début des années soixante. Du bus, l'un voit une maison qui l'intrigue, dans une sorte de friche, et il décide d'y aller voir, et dans le souvenir du récit, ça reste toujours comme une apparition. Quant à l'instituteur, c'est seulement à la fin d'un texte qui au fil des pages met le personnage et le lecteur à rude épreuve d'attente, qu'un lieu, de rendez-vous, est donné : « Et tout à coup m'apparurent les hauts toits de tôle de la scierie, à cent mètres de ce tournant du chemin... »

La maison du taillis qui semblait inhabitée, abandonnée, fera d'abord entendre la voix d'une femme, elle se fera voir après dans l'encadrement d'un fenêtre, comme dans une peinture de Bonnard, les références à l'art ne manquent pas. Le texte, dans ses toutes dernières lignes, finira sur quelque chose dépassant du

balcon, « la masse ondé, prodiguée, fabuleuse, déployée comme une draperie, d'une longue chevelure blonde, la chevelure défaite d'une femme ».

L'instituteur de Michon, dès son arrivée, est sous le charme (ou l'emprise) d'Yvonne, la buraliste du village. Mais c'est avec toute la communauté que nous passons les quelques mois, de la rentrée au moment de carnaval. Pour une raison qu'on comprendre, le livre aurait pu reprendre le titre de telle toile de Gustave Courbet, d'autant plus aux environs de Lascaux : « C'est là qu'il gît, le secret du monde. Tout est obscur et compliqué, le visible et l'invisible s'enchevêtrent, l'un l'autre se relancent et mutuellement se cadassent... » Dira-t-on jusqu'à l'assouvissement final.

Deux textes donc jetant de beaux éclairs de lumière, l'un plus retenu, l'autre carrément expansif, débordant. Mais on conclura sur un autre aspect du cadeau : l'inédit de Gracq est accompagné des fac-similés des deux états successifs du manuscrit, avec leurs biffures, ratures, leurs corrections, innombrables. Et de renvoyer de la sorte pour l'écriture au jugement radical de Pierre Michon : « L'accouplement est un cérémonial – s'il ne l'est pas c'est un travail de chien. » L'un et l'autre ? ●

BINGE WATCHING

Eros und Thanatos

Marc Trappendreher



Rachel Weisz und... Rachel Weisz

1988 versuchte der kanadische Regisseur David Cronenberg seinem Werk rund um den Body-Horror mit dem Film *Dead Ringers* weitere Facetten abzugewinnen. Freilich sind die Protagonisten seines Films, die Mantles (zweimal Jeremy Irons), eineiige Zwillinge – eine der faszinierendsten Ausnahmeerscheinungen, zu denen der menschliche Körper fähig ist, einheitlicher als eineiig zu sein, ist dem menschlichen Körper schlicht nicht gegeben. In diesem kühlen, von steril-kaltem Design geprägten Essay lautete die maßgebliche Frage, was es bedeu-

tet, in der Zweisamkeit einsam zu sein: Wenn zusammengehört, was nicht zusammenpasst, dann kann eine solche Bindung einen tödlichen Ausgang nehmen.

An der grundlegenden Ausgangssituation bei Cronenberg hält auch die auf *Amazon Prime* neu erschienene gleichnamige Serie fest. Dort wird zunächst Jeremy Irons durch Rachel Weisz ersetzt ersetzt: Die Mantle-Zwillinge Beverly und Elliot führen eine angesehene Gynäkologiestation, sie sind allseits renommierte, aber

auch ganz umstrittene Wissenschaftlerinnen, die nach mehr streben: Eine neue Einrichtung, ein großes Geburtszentrum soll entstehen, dem Bild einer Shopping-Mall nicht unähnlich. Ihr äußeres Erscheinungsbild machen sie sich zu nutzen, indem sie sich Patientinnen gegenüber je nach Belieben als die jeweils andere ausgeben. Im Privatleben gehen sie genauso vor, tauschen Liebhaberinnen, doch die einheitliche Zweisamkeit droht ins Wanken zu geraten, als zunehmend äußere Einflüsse die Risse in der Beziehung des Zwillingspaars offenbaren. Es ge-

hört zur erstaunlichen schauspielerischen Leistung von Rachel Weisz, mit differenzierten Darstellungsweisen die Charakterunterschiede der Zwillinge offenzulegen: Beverly ist zurückhaltend und achtsam, Elliot die Freizügigere, Extrovertiertere und Rücksichtslosere der beiden.

Im Gegensatz zu den fragwürdigen pseudofeministischen und identitätspolitisch motivierten Neuauflagen bekannter Filme ist zunächst beachtlich, dass mit Cronenbergs Original ein Stoff ausgewählt wurde, der mit der weiblichen Starbesetzung – immerhin sind die Heldinnen der Serie nun selbst körperlich in der Lage, zu gebären – eine grundlegend neue Ausgangsbasis für die seltsam-skurillen Gedankenexperimente des Körperhorrors geschaffen hat und Cronenbergs Film viel weiter hätte führen können. Alice Birch, die Drehbuchautorin, die bereits an *Normal People* und *Succession* mitgewirkt hat, hat die Serie bewusst ganz auf Fragen der Weiblichkeit ausgerichtet: Die Mantle-Zwillinge treiben zunächst Gedanken zur Verzögerung der Menopause durch Konservierung und Einpflanzung von eigenem Gebärmuttergewebe um. Das Rot als Leitfarbe ist nicht mehr nur Referenz auf das Original, sondern aktiviert heute auch ein Bildbewusstsein, das an die Adaption von Margaret Atwoods *The Handmaid's Tale* erinnert. Letztlich geht es den Zwillingen denn auch um den Angriff auf das Patriarchat: Sie wollen ein System aufbrechen, das die Frauen von ihrem eigenen Körper entfremdet hat. Das sind hochspannende Fragestellungen. In der Folge wird viel über Fruchtbarkeitsbehandlungen, Gebärmutter, Babys und Mutterschaft geredet, doch die Serie verliert sich immer mehr in reiner Geschwätzigkeit. Um die obsessive Zwillingsbeziehung zu untersuchen, hatten dem Film die Einführung

Als Serie fehlt es *Dead Ringers* an dramaturgischer Konzentration, um mit Bildern zu erzählen. Was den Ausnahmestatus von David Cronenbergs Filmversion von 1988 bestätigt

einer Dreiecksbeziehung und präzise eingesetztes Schuss-Gegenschuss-Verfahren genügt. Die Serie führt in ihren sechs Folgen rund ein halbes Dutzend neuer Figuren ein, fügt Flashbacks und Traumsequenzen hinzu, die uns die Mantles näherbringen sollen. Cronenbergs Virtuosität, mit Bildern zu erzählen, ja, zu zeigen, wie nah beieinander Eros und Thanatos doch liegen, wird hier zulasten einer serientypischen Dialogizität aufgegeben. Es fehlt die dramaturgische Konzentration und aussagekräftigere Reduktion auf filmsprachliche Gestaltungsmittel. Wenn der Serie *Dead Ringers* somit etwas gelingt, dann ist es, den Ausnahmestatus des Films von David Cronenberg zu bestätigen. ●



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 01.06.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative à la maintenance et l'entretien des installations d'éclairage public dans l'intérêt de la Cité des Sciences à Esch-Belval.

Description succincte du marché :
– Maintenance préventive et corrective des installations électriques.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le

Portail des marchés publics est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.04.2023

La version intégrale de l'avis n° 2300823 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 09.06.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative à la maintenance et à l'entretien des installations HVAC et sanitaires du Lycée Bel-Val.

Description succincte du marché :
– Maintenance des installations HVAC et sanitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des

charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
27.04.2023

La version intégrale de l'avis n° 2300884 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 14.06.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative à la maintenance et l'entretien des installations électriques du Lycée Bel-Val.

Description succincte du marché :
– Maintenance des installations électriques.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
27.04.2023

La version intégrale de l'avis n° 2300885 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

d'Letzeburger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spelin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzeburger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000 **www.land.lu**



Emmanuel Macron visite l'exposition *L'art béninois d'hier et d'aujourd'hui* : la restitution à

la révélation à Cotonou le 27 juillet 2022. L'exposition présente des

œuvres d'artistes contemporains béninois et les trésors royaux

récemment restitués par la France

En Occident, l'Afrique est sujette de tous les fantasmes et de toutes les destructions aussi. Une dialectique singulière. Si souvent l'objet de mépris également, appréhendée de haut, captive d'un point de vue surplombant. Comme lorsque Nicolas Sarkozy déclare en 2007 dans son tristement célèbre discours de Dakar que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire »... Dix ans plus tard, au terme du quinquennat de François Hollande, le Bénin adressait à l'État français une demande de restitution d'œuvres pillées à la fin du 19^e siècle dans le royaume du Dahomey, au sud du pays. Cette proposition avait été aussitôt écartée par Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, au motif que le patrimoine des musées français était « inaliénable ». C'est finalement Emmanuel Macron qui s'est montré le plus audacieux sur le sujet. D'une part, il a clairement reconnu que la colonisation était un « crime contre l'humanité », des propos tenus au cours d'un séjour en Algérie qui ont eu une résonance particulière dans ce pays. D'autre part, il prenait tout le monde de court en annonçant l'ouverture d'un chantier alors inédit : « Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique », affirmait-il en novembre 2017 à l'université de Ouagadougou. Dans la foulée, Felwine Sarr et Bénédicte Savoy ont été chargés de rédiger un rapport remis au Président en novembre 2018 (*Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle*). Trois ans plus tard, la France est devenue le premier pays à avoir engagé ce travail de réparation morale auprès de la république du Bénin, suivie de l'Allemagne envers le Nigéria. La bataille pour le leadership des restitutions était lancée.

La question de la reconstitution du patrimoine africain s'est invitée la semaine dernière à la Bibliothèque nationale de Luxembourg, où étaient conviés Bénédicte Savoy et Régis Moes pour un débat portant sur « Le long combat de l'Afrique pour son art. Histoire d'une défaite post-coloniale ? », un intitulé emprunté au dernier ouvrage de l'historienne de l'art (*Le Long Combat de l'Afrique pour son art*, éditions du Seuil, 2023). Mais avant de se projeter aussi loin, Bénédicte Savoy a préféré introduire son propos en commençant par le pays où se tenait la conférence et qui aurait joué, selon ses propres termes, un « rôle central » dans ses travaux. En effet, le Luxembourg lui-même a été privé d'une partie de son patrimoine lors de son annexion à la France en 1797 par Napoléon. Preuve en est la présence, à la Bibliothèque nationale de France, d'un ouvrage manuscrit, connu comme étant les *Évangiles d'Echternach*, provenant de l'abbaye qui autrefois l'abritait. C'est un ancien moine devenu commis-

saire de la Révolution, Jean-Baptiste Maugérard, qui s'était spécialisé dans le commerce des pillages des édifices religieux qui aura fait transférer l'évangélaire d'Echternach à Paris. Selon l'idéologie révolutionnaire de l'époque, Paris devait être « l'école de l'univers, la métropole de la science humaine et exercer sur le reste du monde cet empire irrésistible de l'instruction et du savoir. » Pour exercer cet empire, Paris allait accumuler un patrimoine mondial issu de ses conquêtes en Italie, Pologne, Autriche...

Les demandes de restitution ne datent pas d'aujourd'hui, comme le relate la spécialiste des spoliations napoléoniennes. C'est d'ailleurs l'une des découvertes réalisées avec Felwine Sarr au début de leurs recherches. Dès 1815, une fois Napoléon chassé d'Europe, commence un grand débat qui rassemble des diplomates, des militaires, des lettrés tels que Goethe, Stendhal ou le naturaliste Alexander von Humboldt. Au vingtième siècle, dès le lendemain des déclarations d'indépendance, de nombreux intellectuels africains se mobilisent pour sensibiliser l'opinion au problème des pillages et de nécessaire retour au pays des biens culturels. En 1965, le journal *Bingo* publie un éditorial retentissant de Paulin Joachim (*Rendez-vous l'art nègre*), jusqu'au *Times* qui fait sa « une » en 1974 sur un sujet similaire après le refus de l'Angleterre de restituer des œuvres au Ghana. Un rapport a même été publié au début des années 1980 par un ancien président du Louvre, Pierre Quoniam, passé inaperçu, oublié, comme les autres voix qui se sont exprimées. Aucune initiative politique n'a été prise en ce sens ; les déséquilibres demeurent criants entre pays du Sud et pays du Nord, où est conservée la plupart des pièces africaines. À l'heure où l'image de la France s'est considérablement dégradée en Afrique, l'acte de restitution, reconnaît Bénédicte Savoy, s'inscrit dans une stratégie de soft diplomatie. Mais il serait réducteur de voir les restitutions que sous ce seul prisme : « Le patrimoine et ses restitutions, c'est la mise en œuvre de débats collectifs qui circulent de génération en génération », précise-t-elle. Des débats qui contribuent à libérer la parole et à exhumers la mémoire des peuples. Et à produire des réactions visibles et concrètes sur le continent africain, de la construction de musées (comme celui des civilisations à Dakar par exemple), à la constitution de fonds d'art contemporain nationaux.

Devant un auditoire composé d'une centaine de personnes, Régis Moes, conservateur au Musée national d'histoire et d'art et commissaire de l'exposition sur le passé colonial du Luxembourg (2022), a notamment évoqué le caractère problématique des pièces provenant de la donation d'Albert Spring, issues pour la plupart d'artefacts pillés en Tanzanie. Après avoir présenté les moyens juridiques prévus au Grand-Duché pour contourner le principe d'inaliénabilité des œuvres, Régis Moes a interrogé l'accès aux œuvres pillées : des conditions qui distinguent le Luxembourg (vis-à-vis de l'évangélaire d'Echternach) de la situation africaine, éloignée des sources abritées par les pays occidentaux. Inversement, Bénédicte Savoy cite le cas récent d'étudiants qui n'ont pu bénéficier en Allemagne d'un visa pour poursuivre leurs recherches au Cameroun. Sur la voie des restitutions, du chemin reste encore à parcourir. ●

À l'heure où l'image de la France s'est dégradée en Afrique, l'acte de restitution s'inscrit dans une stratégie diplomatique

La restitution pose question

Loïc Millot

Les débats autour de la restitution des biens culturels aux pays africains étaient au programme d'une conférence à la Bibliothèque nationale du Luxembourg

LIKE A
JAZZ MACHINE
INTERNATIONAL JAZZ
FESTIVAL DUDELANGE
10 - 14 MAY 2023

BEN VAN GELDER & KIT DOWNES - MANIFOLD
MAXIME BENDER'S 'INFINITY OF SOUND' 4TET
JULIE CAMPICHE QUARTET - YOU MATTER
SYLVAIN RIFFLET - TRIIPLE — RESIDENCY
AKA MOON - 30 YEARS OF AKA MOON
SAMUEL BLASER - ROUTES — ALBUM RELEASE
MATHIEU CLEMENT COLLECTIVE — RESIDENCY
SHAULI EINAV 4TET - LIVING ORGANS — RESIDENCY
MANUEL HERMIA'S 'FRETTET'
VEDA BARTRINGER QUARTET
GREG LAMY FEAT. STEPHANE BELMONDO
MICHEL REIS TRIO FEAT. UNITED INSTRUMENTS OF LUCILIN — RESIDENCY
TELE-PORT - PLEASE DISPERSE — RESIDENCY
STANLEY CLARKE N-4EVER
DJ GEA RUSSELL
TINEKE POSTMA - ARIA
JASPER HØIBY'S 'PLANET B'
JAZZ/TAKES SUPERGROUP

WWW.JAZZMACHINE.LU

opderschmeiz
DIDDELENG
VILLE DE DUDELANGE
SACEM
RTL
Kultur|lx
amarcord
JAZZ
JAZZ
jazzwise

Moi, Moi, mon Roi

Mylène Carrière

Depuis quelques années, l'industrie des produits en tous genres pour prendre soin de son soi-même (le *selfcare*) a littéralement explosé, portée par de farouches stratégies marketing et par quelques influenceurs. Vous n'avez pas pu passer à côté de ces produits, autrefois vendus dans des magasins spécialisés ou sur des sites dédiés dont se sont emparés tous les commerces y compris la grande distribution. Masque en or, dentifrice au charbon, crèmes de beauté naturelles, bombes de bain, bougies d'aromathérapie, tout y est pour améliorer son bien-être physique et mental, par soi-même. Si certains produits sont indéniablement bénéfiques, on n'en doute pas, cette tendance commence à aller un peu trop loin. Sans aller dans les extrêmes de certains influenceurs, qui ne doutent de rien et vendent absolument tout et n'importe quoi sans aucune réglementation, en nous promettant d'éviter de vieillir, de mourir, de survivre aux lendemains de soirées trop arrosées (sans oublier la célèbre pilule promue par le tout aussi célèbre influenceur luxembourgeois qui promettait de tuer les cellules « cancéreuses »), il est tout de même intéressant de se pencher sur cette nouvelle tendance de *selfcare*. Véritable révolution ou effet de société ?

On a tous succombé au moins une fois à un dentifrice au charbon, ventant une blancheur de l'émail ou à un sel de bain permettant de trouver la paix

intérieure, soulager les douleurs menstruelles ou bien l'anxiété. (Je reçois presque le même genre de promesse tous les mois dans ma boîte aux lettres). En prenant simplement le rayon des masques pour le visage, on découvre rapidement que, au-delà de l'or

qui serait une véritable fontaine de jouvence à prix exorbitant, la nouvelle tendance est aux masques et autres produits cosmétiques à... la bave d'escargot ! Arrêtons-nous là deux minutes. Depuis la nuit des temps, les humains utilisent ce qu'ils trouvent dans

la nature pour guérir nos maux, mais que nous promet la bave d'escargot vendu comme un secret venu d'Asie, aux vertus révolutionnaires. Certes, les gastéropodes, au-delà de leur qualité gustative, sont connus pour leur mucus et ses qualités curatives, utilisées dans de nombreux produits pharmaceutiques. Mais cela fait longtemps qu'au lieu de devoir faire dégorger cent litres de mucus pour cent grammes de crème révolutionnaire, la science a synthétisé ces composés chimiques, plutôt pratique et évitant l'extinction des escargots de notre planète. La bave d'escargot n'est qu'un exemple révélateur de la tendance, la perte de confiance dans la médecine dite allopathique, dans la science en général.

Ce n'est pas qu'il n'existe pas de preuves scientifiques pour certains produits dits « naturels » ou « holistiques », c'est juste qu'ils sont utilisés depuis bien longtemps par la médecine, pharmacie et soins traditionnels sans en faire de la publicité outrancière. Pour beaucoup, on ne va pas se mentir, il n'y a aucun effet avéré, voire même des effets néfastes sur la santé. Petit tour d'horizon : le dentifrice au charbon n'a pas d'effet plus blanchissant qu'aucun autre et risque de compromettre l'émail, l'or n'a aucun effet anti-âge mais risque de boucher les pores de la peau, les thés « détox » sont pour la plupart (au mieux) diurétiques et peuvent entraîner déshydratation et des déséquilibres, les huiles essentielles promettant de soulager tous les maux possibles et imaginables peuvent entraîner des irritations, nausées, convulsions, affections pulmonaires si elles ne sont pas correctement utilisées. La liste est longue des promesses les plus folles tenues par des moyens complètement irrationnels, oui on pense à Kim Kardashian et son « vampire facial lift » (pour les ignorants, allez-vous renseigner en ligne, ça vaut le détour). Ce phénomène de société est tout de même extrêmement révélateur de ce violent désir de prendre le contrôle de son corps, de son image, le plus rapidement possible, de choisir l'appel du « naturel » en opposition à l'allopathie qui nous ment depuis trop longtemps puisqu'elle ne nous donne toujours pas accès à la vie éternelle, éternellement jeunes. Évidemment c'est un reflet d'une société où l'individu et la consommation sont rois, où la publicité nous vend que nous pouvons reprendre nos droits, nous rendant enfin maîtres de nous-mêmes, mais seulement en apparence et sans garanti sur l'efficacité de la bave d'escargot. La publicité et le marketing ont fait de Moi le Roi, sans que le Moi réellement libre de son choix, que demande le peuple ? ●



Le dentifrice au charbon, une fausse bonne idée

Stil

L'ENDROIT



BAC

L'ascenseur du Pfaffenthal était destiné à désenclaver ce quartier du bas de la ville, sans doute le dernier coin populaire de la capitale. Son implantation a contribué à sa gentrification et avec elle l'arrivée de nouveaux usages. Nouvelle preuve en date, l'ouverture du BAC, initiales faciles à retenir et à prononcer de Bar à Cocktail... Oui encore un. Mais qui évite le tape

à l'œil. Aux manettes de ce bar de poche, Raphaël Betti, ex-barman du Paname et ancien finaliste du championnat de cocktails World Class, associé notamment à Lisa Steffen qui est décidément en train de se faire un prénom. Sur la façade, l'ancien nom Théiwebsur rappelle la proximité de la source éponyme et quelques anciens se souviendront être venues s'encanailler dans ces lieux à une époque pour les téléphones étaient à cadran plutôt que des interfaces de rencontres. Époque qui est rappelée par une fresque retrouvée sur les murs et désormais encadrée (photo : fc). L'originalité du BAC tient sa sélection de produits : que du local. Des liqueurs et eaux-de-vie issues de petites distilleries luxembourgeoises, les bières Satori, les vins de la Moselle. Jus, sirops et bitters sont concoctés dans

l'arrière cuisine avec des ingrédients naturels comme le veut la politique des « natural drinkers », un groupe de bartenders dont le nom est assez explicite et où Raphaël est actif. Ainsi, le Sois Sage, rassemble une eau-de-vie de poire et une liqueur de pin complétées par un sirop de sauge maison et un « fake lemon », qui remplace l'agrumes d'origine trop lointaine. On aime aussi le Not A Beer, qui y ressemble pourtant comme deux gouttes d'eau, mais élaboré à base de cidre, whisky et mirabelle, toujours fabriqués près de chez nous. Quelques grignotages sont aussi au programme : pain pita, houmous ou un dog végan. fc

L'ENDROIT

Tsu

Des spécialités culinaires grecques, on connaît surtout la moussaka, le tarama ou le gyros.

Il est temps de sortir des clichés touristiques et de s'intéresser à la street food venue de Grèce. On commence par le tsureki, un pain brioché tressé traditionnellement cuisiné à Pâques en raison des trois brins qui symbolisent la Sainte Trinité. Servie avec du miel, de la confiture, des



amandes ou du chocolat, cette gourmandise donne son nom à la petite échoppe Tsu (Greek pies & pastries) installée à l'avenue de la Porte-Neuve, à côté du Alima. On y trouve aussi des spanakopita (photo : Instagram), une sorte de tourte feuilletée farcie d'épinards, de feta voire de poulet pour les plus gourmands. Au rayon sucré, on opte pour un bugatsa, pâtisserie classique de pâte phyllo fourrée à la crème, servie aussi avec du chocolat fondu et des éclats de chocolat ou encore des baklava croustillants. L'offre est complétée par des cafés frappés ultra gourmands et des limonades maison. fc

DAS EVENT

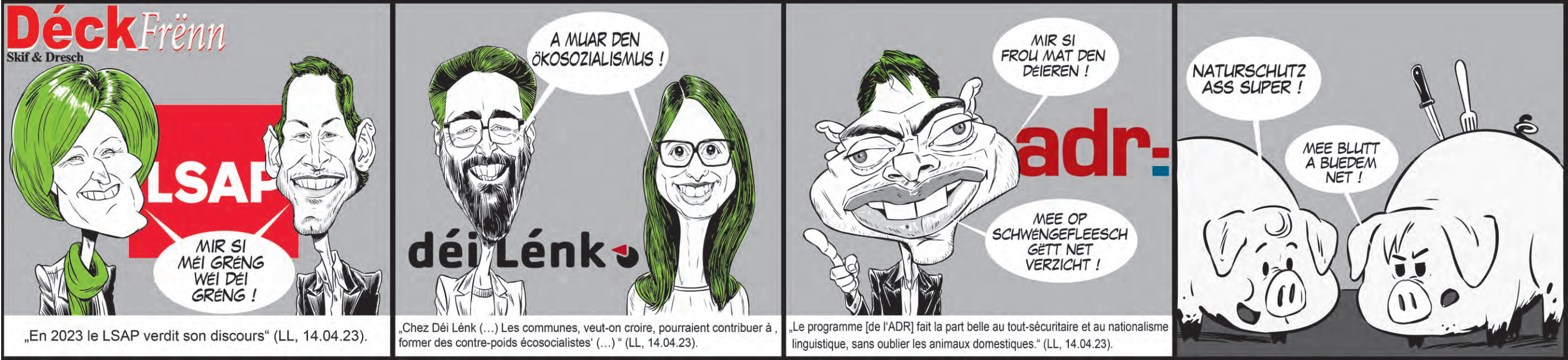
Lët'z elo

Am heutigen Freitagabend findet in Ettelbrück das Festival Lët'z

elo statt. Auf der Bühne werden unter anderem Edsun, de Lëb Orchestra, Nosi, Stayfou, Miss Sappho und Hunneg-Strépp erwartet (Foto: Visit Ettelbruck). Warum heißt das Festival Lët'z elo? Weil luxemburgische Künstler von heute auftreten? Oder weil das aktuell real existierende Luxemburg des Jahres 2023 gefeiert wird? Das Musikfestival findet nämlich im Rahmen einer Veranstaltung statt, die das 175-jährige Bestehen der luxemburgischen Verfassung zelebriert. Am heutigen Nachmittag wird in der Däichhal der Großherzog erwartet. Er kommt, um sich eine Rede vom Präsidenten der Abgeordnetenkammer, Fernand Etgen, dem Premier Xavier Bettel und Jean-Paul Schaaf, Bürgermeister der Stadt



Ettelbrück, anzuhören. Vielleicht werden Fernand Etgen oder Xavier Bettel erklären auf was, das Lët'z elo anspielen soll. Wahrscheinlich ist diese Titel-Wahl aber auch gar nicht so spektakulär. Wahrscheinlich hat sich irgendeine PR-Abteilung gedacht „elo“ brauchen wir noch schnell eine Art Wortspiel mit Lët'z. Nach Lët'z Chips, Lët'z Poulet, Lët'z Kola, Lët'z dech impfen, gibt es nun das alles und nichts sagende Lët'z elo. Mee wéini da soss, wann net elo? sm



pop!

EXAMEN, LLORET, DINNEDANCE

DIE PRIMARER NÄHERN SICH DEM ÜBERGANG, ÜBER DEN SIE SEIT JAHREN HÖREN, DEM PREMIÈREXAMEN. BESSUCH AM LYCÉE HUBERT CLEMENT IN ESCH

IM LYZEUM WIRD ES NICHT GANZ SO SCHRECKLICH SEIN

ZEHNGRUNDIGER / INNEN ERZÄHLEN, WAS ES FÜR SIE IM SEPTEMBER IN DIE GROUSS SCHOUL ZU WECHSELN



DÉIÉISCHT WÄSCHMASCHINN

EMERGING AUSZIEHEN WÄNN IST MAN ERWACHTEN ? BERUFSANFANG, ACHSEN ?



COMME UNE LETTRE À LA POSTE ?

LEMETIER DUFAC TEUR ET SEDÉFIS

Auf der Schwelle

Sarah Pepin

In seinem Buch *Rites of Passage* (1908) beschreibt der Ethnograf Arnold van Gennep die Wichtigkeit von Ritualen für uns Menschen, unter anderem, weil sie auch als Übergang zu begreifen sind. „Transitions from group to group and from social situation to the next are looked on as implicit in the very fact of existence, so that a man's life comes to be made up of a succession of stages with similar ends and beginnings: birth, social puberty, marriage, fatherhood, advancement to a higher class, occupational specialization, and death“, schreibt er. Diese Transitionen sind äußerst fruchtbares Terrain für die Persönlichkeitsentwicklung, denn jede Entwicklungsstufe lädt dazu ein, Altes hinter sich zu lassen und sich neuen Aufgaben zu stellen. Was nimmt man mit in ein neues Stadium, wer will und wird man sein?

Für diese Sonderausgabe wollen wir uns auf die wichtigen, vor allem schulischen Transitionen im Leben eines jungen Menschen konzentrieren. Erst die Einschulung,

dann die Orientierung und der Übergang ans Lyzeum, die Ausbildung oder das Studium, die Berufsanfänge. Derzeit sind im Fundamental die meisten *épreuves communales* abgeschlossen, die Kinder des letzten Grundschuljahres haben sich Anfang der Woche auf der Schoulfoire in der Luxexpo getummelt, um sich ihre zukünftigen Gymnasien anzuschauen – Schüler/innen aus zwei verschiedenen Grundschulen der Hauptstadt haben dennoch die Zeit gefunden, für uns aufzuschreiben, was es für sie bedeutet, im September in die *grouss Schoul* zu wechseln (S. 24-25). Am Lycée Hubert Clement in Esch stellen sich Primaner Fragen über die Zeit nach dem Abschluss und den eventuellen Sprung ins Ausland; was die Jugendlichen kurz vor ihren Examen beschäftigt, lesen Sie auf Seite 23. Anette Schumacher hat ihre Forschung zur Transition ins Erwachsenenendasein an der Uni Luxemburg für uns zusammengefasst (S. 26), und Yolène Le Bras hat sich mit Briefträgern in der Ausbildung unterhalten und gefragt, wie sie ihren Beruf erleben (S. 28).

Enseignant ginn: déi verschidde Méiglechkeeten



Fir Enseignant ze ginn, hutt Dir de Choix tëschent engem **Bachelor an Erzéiungswëssenschafte vu 4 Joer** fir eng vollständneg akademesch Karriär.



Oder engem **Bachelor a Pedagogescher Ausbildung vun 1 Joer** (wann Dir schonn e Bachelor-Diplom hutt), fir Iech séier ëmzeorientéieren a um Terrain weiderzeléieren.



Dir fannt all d'Detailer an d'Zouloosungskonditiounen op:
uni.lu

Index

23

Examen, Lloret, Dinnerdance

Die Primaner nähern sich dem Übergang, über den sie seit Jahren hören, dem Premièresexamen. Besuch im Lycée Hubert Clement in Esch
Sarah Pepin

24

„Im Lyzeum wird es schon nicht ganz so schrecklich sein“

Zehn Grundschüler/innen aus zwei Schulen der Hauptstadt erzählen, was es für sie bedeutet, im September in die *grouss Schoul* zu wechseln
Gaja, Camille, Henrique, Iacopo, Marie-Heloïse, Vadim, Sergey, Vincent, Miglé, Naïca

26

Déi éischt Wäschmaschinn

Auszug aus dem Elternhaus, Berufsanfang, Selbstständigkeit? An der Universität wird zu den Übergängen ins Erwachsenenendasein geforscht
Anette Schumacher

28

Comme une lettre à la poste?

Le métier de facteur attire toujours. Le *Land* a suivi Mike da Silva. actuellement en formation. Et a pu se rendre compte de l'aspect social de la profession
Yolène Le Bras

Examen, Lloret, Dinnerdance

Sarah Pepin

Die Primaner nähern sich dem Übergang,
über den sie seit Jahren hören, dem Premièresexamen.
Besuch am Lycée Hubert Clement in Esch



Shelly, Schülerin
der C-Sektion



Yannick (hinten)
und Alex

Im bosnischen Mostar springen seit 400 Jahren junge Männer von der 24 Meter hohen Brücke ins eiskalte Wasser des Neretva-Flusses. Eine Tradition, die nicht nur als Mutprobe sondern auch als Initiationsritual zu verstehen ist. Bei den afrikanischen Massai war es Usus, Jungen mit einem Speer bewaffnet in die Wildnis zu schicken, um einen Löwen zu erlegen. Brachten sie eine Mähne nach Hause, waren sie offiziell Jäger – und Männer. Offiziell eine Frau ist man in einigen nicht-westlichen Kulturen, wenn man beginnt, zu menstruieren. Um diesen Zeitpunkt herum organisieren die Sioux etwa die viertägige Zeremonie Isnati Awica Dowanpi, während der Mädchen von ihren Müttern und anderen älteren Frauen der Gemeinschaft gefüttert werden, Blumen und Heilpflanzen für die Abschlusszeremonie sammeln und über das Leben als erwachsene Frau lernen.

Mit dieser Art von Übergangsritual hat das, was die Primaner/innen in den nächsten Wochen durchleben, wenig gemeinsam. Derzeit drücken sie die Schulbank noch, eine Woche und zwei Tage verbleiben, bis sie die Examen schreiben und anschließend zum Teil nach Lloret de Mar reisen, um sich die Kante zu geben. Das luxemburgische Schulsystem hat sie praktisch seit der Einschulung auf diesen Abschlussritus eingestellt. An einem Freitagnachmittag sitzen am Lycée Hubert Clement in Esch (LHCE) eine Handvoll Primaner im Informatiksaal, sie stammen aus verschiedenen Sektionen und arbeiten unter der Leitung der Deutsch-Sekundarlehrerin Enesa Agovic (die für die LSAP bei den Gemeindewahlen in Esch kandidiert) im Optionskurs an der Schülerzeitung *LHCE Times*. Diese Woche ist Motto-Woche, jeden Tag verkleiden sich die Schüler, heute lautet der Dresscode schick. Weißes Hemd und schwarze Hose für die jungen Männer, langes Ballkleid und hohe Schuhe für viele der jungen Frauen, und damit fast eine Anprobe für das bevorstehende Dinnerdance nach der Diplomüberreichung.

Am ersten Tisch sitzen Yannick und Alex und recherchieren für einen Artikel über Missbrauch an Minderjährigen. Yannick will Veterinärmedizin oder Physiotherapie studieren, angemeldet hat er sich in Frankreich und Deutschland. Alex weiß schon länger, dass er nach dem Abschluss die zweijährige Berufsausbildung zum Polizisten absolvieren will. „Das Examen hat immer sehr weit gewirkt, jetzt steht es vor der Tür“, sagt Yannick. Gestresst sei er nicht, sagt er – was würde es bringen, sich unter Druck zu setzen für etwas, wo man eh nur sein Bestes geben und auf ein gutes Resultat hoffen könne. Shelly, die hinter ihnen arbeitet, sieht das anders, von Anfang habe es „sehr viel Druck“ gegeben, den sie sich zugegebenermaßen auch selber mache. „Das Abschlussjahr ist aber das Jahr, in dem die eigene Persön-

lichkeit wächst“, was nötig sei, meint sie. Auch wenn man nicht wisse, was auf einen zukommt, käme die Veränderung gelegen, immerhin würde man dadurch auch neue Facetten an sich entdecken. Zu Beginn des Schuljahres wusste sie noch nicht, wo sie hinwill, nun hat sie sich auf Psychologie in Frankreich festgelegt. Alle drei freuen sich auf Lloret de Mar (ein Ferienort mit Schmiss und Schwung schrieb das *Luxemburger Wort* bereits 1976) – wo das Ziel im Grunde sei, „sech ewech ze geheien“.

In seinem Buch *Rites of Passage* unterscheidet der Ethnologe Arnold van Gennep drei Phasen der Transitionen, erst die Trennungsphase, dann die liminale Phase, die den eigentlichen Übergang darstellt, und schließlich die post-liminale Phase, die Reintegration. „Whoever passes from one to the other finds himself physically (...) in a special situation for a certain length of time: he wavers between two worlds. It is this situation which I have designated a transition, and one of the purposes of this book is to demonstrate that this symbolic and spatial area of transition may be found in more or less pronounced form in all the ceremonies which accompany the passage from one social (...) position to another.“ Victor Turner, britischer Ethnologe, baute auf van Genneps Arbeit auf, mit einem Fokus auf die liminale Phase, in der man weder dem Vorangegangenen angehört, noch ganz in einem neuen Abschnitt angekommen ist. Die Primaner/innen steuern auf diese ambivalente Phase zu, nach den Examen entfernen sie sich aus ihrem üblichen Umfeld, um das Unbekannte anzusteuern – sie stehen auf einer Schwelle.

Luana arbeitet weiter hinten im Saal an einem Artikel über Lebensmittelverschwendung. Sie findet es schwierig, mit dieser Art von Ungewissheit umzugehen. „Ich mag es, wenn ich die Dinge unter Kontrolle habe“, sagt sie. Sie schaut den Examen mit viel Nervosität entgegen und oszilliert zwischen Verdrängen und Panik. Auch sie hofft, Psychologie in Frankreich studieren zu können. Almira macht ihre Premiere zum zweiten Mal und ist umso aufgeregter, weil sie es jetzt unbedingt schaffen will, um nach Köln Germanistik studieren zu gehen. Die letzten Wochen hat sie zudem den Ramadan während des Lernens eingehalten. Das Schwierigste daran sei gewesen, kein Red Bull zu trinken.

„Übergänge erfolgreich zu meistern, ist im Prinzip eine Entwicklungsaufgabe für das ganze Leben“, sagt Isabelle Albert, Assistenzprofessorin für Entwicklungspsychologie an der Universität Luxemburg. Die Phase, in die sich die Absolvent/innen nun hinein begeben, also jene zwischen 18 und 25, bezeichnet der US-Professor für Psychologie Jeffrey Arnett seit Beginn der Nullerjahre als *emerging adulthood*. Als Konzept sei es nicht unumstritten

„Übergänge erfolgreich zu meistern, ist im Prinzip eine Entwicklungsaufgabe für das ganze Leben“

Isabelle Albert, Assistenzprofessorin für Entwicklungspsychologie an der Universität Luxemburg

in der Forschung, erklärt Isabelle Albert, denn es ist vor allem in westlichen, industrialisierten Kulturen beobachtbar, bei jungen Erwachsenen, die einen höheren Bildungsabschluss anstreben.

Albert spricht von einer Phase, die davon gekennzeichnet ist, dass man „vieles noch ausprobieren“ kann, die Pflichten jedoch weniger zahlreich sind als später im Leben. Das sei positiv, berge aber auch Probleme. „Die Vorgabe lautet: Entfalte dich, so gut es geht – zu wissen, was die optimale Entscheidung, ist aber für viele nicht so einfach, da man das eigene Handeln durch den Druck anders bewertet.“ Den eigenen Weg zu finden, ist schwieriger geworden, sagt sie. Die Grundlagen für ein erfolgreiches Meistern der multiplen Aufgaben seien vielfältig, zum einen sei ein sicherer Hafen, also eine gute Bindung zu den Eltern wichtig, aber auch das restliche Umfeld wie Freunde und Partner spielten hier eine wichtige Rolle. Resilient müsse man sein, das viel beschworene Buzzword, und das hänge zum Beispiel damit zusammen, wie man in der Vergangenheit gelernt hat, seine Emotionen zu regulieren, oder ob man kognitiv umstrukturieren kann, wenn etwas nicht wie geplant verläuft. „In der Vergangenheit war stärker festgelegt, was wann passiert, und man hat diese Übergänge oft religiöser Natur mit anderen gemeinsam gefeiert.“ Da heutzutage nicht mehr alle alles zur selben Zeit machen, viele Normierungen verschwunden sind, kann auch Identitätsstiftendes wegfallen.

Im Foto-Optionskurs in Esch hockt eine weitere Handvoll Primaner an ihren Computern und bearbeitet von ihnen geschossene Bilder. Die meisten wirken aufgeschlossen, erzählen bereitwillig über ihre Freuden und Niederlagen der letzten Monate. Seit Corona habe sich zunehmend durchgesetzt, dass einzelne Freundeskreise gemeinsam verreisen und nicht mit nach Lloret fahren, erzählt Matthis. „Well iergendwéi ass et och langweilg, einfach nëmmen duerch ze saufen.“ Auch er beabsichtigt, Psychologie zu studieren, um später als Therapeut zu arbeiten. Dass sie sich weniger anstrengen oder später keine Vollzeitwoche mehr in Kauf nehmen würden, lehnt Matthis ab. Disziplin habe man schon im letzten Jahr Gymnasium inne und müsse man ja auch während des Studiums zeigen. Der Konkurrenzdruck, immer besser zu sein, komme von überall, im Sport, bei manchen von den Eltern, von Social Media. Seine Mitschülerin Jana und er haben Tiktok, Snap und Insta von ihren Handys desinstalliert, um sich besser aufs Lernen konzentrieren zu können. Jana will genauso wie ein paar andere Interviewte erstmal ein *Gap Year* einlegen: Sie fängt in Neuseeland mit ihrer Weltreise an.

Zur Praxis des *Gap Years* oder des Studienabbruchs oder -wechsels gibt es hierzulande keine Daten. Mike Engel, Direktor der Maison de l'orientation, glaubt an die Wichtigkeit von handfesten Erfahrungen während der Schulzeit, um sich besser vorstellen zu können, was zu einem passt und was man machen will. Vor allem im klassischen Lyzeum fehle es den Schüler/innen zum Teil an handfesten Erfahrungen zur Berufsorientierung. Er bestätigt, dass immer mehr junge Menschen in die Maison de l'orientation kommen, die ein Jahr Pause machen wollen, um entweder zu arbeiten und herauszufinden, was sie studieren wollen, oder um ein freiwilliges soziales Jahr einzulegen. „Eigentlich wiederholt sich der Zyklus immer wieder, den die Jugendlichen machen müssen – er besteht in der Selbstreflexion und der anschließenden Informationssuche.“ Dass die jungen Erwachsenen oft nur am gegenwärtigen Moment interessiert seien, könne den Prozess komplexer machen.

Als die modernisierte Schullocke im LHCE läutet, verschwinden die Schüler/innen schneller zum Bus und Auto, als man *Mention très bien* sagen kann. Ihre Sekundarlehrerin Enesa Agovic bleibt im Saal zurück. Sie beobachtet, dass viele ihrer Schüler/innen sich im Hinblick auf das Abitur verrückt machen und mit dem Druck des Exams immer schlechter zurecht kommen – und das, obwohl die akademischen Anforderungen eigentlich gesunken seien. „Ich sage ihnen im Moment öfter, dass sie weder die ersten noch die letzten sind, die dieses Examen schreiben werden.“ ●

„Im Lyzeum wird es schon nicht ganz so schrecklich sein“

**Zehn Schüler/innen aus dem letzten Grundschuljahr
(links aus der Batty-Weber-Schule in Limpertsberg, rechts aus der Schule in Beggen)
erzählen, was es für sie bedeutet,
im September in die *grouss Schoul* zu wechseln**

Camille, 12



Es fühlt sich schon krass an, wenn du zu den Größten in der Schule gehörst, aber das ändert sich in ein paar Monaten. Dann werde ich ins Gymnasium gehen und dort bin ich wieder die Kleinsten! Bestimmt wird mich das erste Mal jeder auslachen, wenn ich einen kleinen Fehler mache oder mich verlaufe.

Wenn ich an das nächste Jahr denke, kann ich es einfach nicht glauben, dass ich ins Gymnasium gehe. Das ist einfach zu schnell gegangen.

Ich will wahrscheinlich in den LGL, aber das war auch keine leichte Entscheidung. Zuerst wollte ich in den Lycée Robert Schuman, weil mein Ur-Ur-Opa, der Architekt war, das Gebäude entworfen hat und weil es dort schön ist. Dann wollte ich ins Athénée, weil man da viel lernt (anscheinend) und es ein gutes Gymnasium ist. Und dann LGL. Mein Bruder ist da auf 5ième und vor langer Zeit waren dort auch schon mein Vater und seine Brüder.

Ich freue mich sehr auf neue Freunde! Ich habe so lange darauf gewartet endlich neue Freunde kennenzulernen. Und auch die Klassen werden größer! Ich freue mich darauf, nicht mehr ins Foyer gehen zu müssen. Endlich mal raus in die Stadt, mit Freunden essen und einkaufen gehen. Aber es ist auch schade, dass ich meine alte Klasse bald nicht mehr sehen werde.

Sorgen mache ich mir darüber, dass meine besten Freundinnen in ein anderes Gymnasium gehen und dass ich sie nicht mehr so oft sehen werde. Dann mach ich mir noch Sorgen, dass ich es meinem Bruder peinlich machen werde. Ich glaube, dass er sich auch Sorgen darüber macht. Aber abgesehen davon, freue ich mich sehr.



Henrique, 13

Tout d'abord, je n'ai pas peur du changement. Par contre, je suis content parce que je vais bientôt fréquenter un bâtiment plus grand que l'école primaire et c'est plus près de ma maison. Oui, je trouve que je suis en train de « grandir » maintenant parce que je vais avoir quatorze ans, je vais avoir plus de devoirs à domicile et il n'y aura plus de gens pour m'aider au lycée.

Puis, je ressens que l'année prochaine va bien se passer, mais Skipo notre chien d'accompagnement social va me manquer. Il nous a rendu visité tous les vendredis après-midi.

Ensuite, je suis très content d'aller au lycée. Je veux aller au Lycée Michel Lucius pour voir ma sœur et ma meilleure amie Alizia. De plus chaque élève possède une tablette ou un ordinateur pour travailler. S'il n'y a pas de place au Michel Lucius, j'irai au Lycée technique du centre.

Finalement, j'attends avec impatience de voir si mes nouveaux professeurs sont gentils ou stricts. Je suis inquiet des nouvelles matières et si j'arrive à faire de nouvelles amitiés. J'ai hâte de voir la salle de gymnastique et la grande piscine.

Gaja, 12



Ich werde meine Mitschüler, das schlechte Essen in der Kantine und sogar die Sportstunden mit unserem Sportlehrer vermissen. Der Gedanke, dass ich diese Schule wahrscheinlich nach dem Schulschluss nie mehr von innen sehen werde und auch nicht betreten werde, ist irgendwie erschreckend.

Es sind jetzt fast sechs Jahre, in denen ich fast jeden Tag mit den gleichen Leuten in dem gleichen Gebäude Zeit verbringe. Nach den Sommerferien wird diese Routine für mich nicht mehr existieren. Dafür werde ich eine andere haben, ob sie mir besser gefällt oder schlechter, kann ich nicht sagen.

Trotzdem freue ich mich ein neues Kapitel von meinem Leben zu beginnen. Klar werde ich wieder bei null anfangen müssen. Es wird ein kompletter Neustart, ich werde mir neue Freunde suchen müssen und mich an die Veränderungen gewöhnen müssen. Natürlich jagt diese Erkenntnis mir Angst und Aufregung ein, aber auch Freude.

Ich fürchte mich davor, dass ich mich nicht an die Veränderungen im Gymnasium gewöhnen werde. Ich freue mich aber wiederum sehr aufs Essen. Man kann einfach nach Lust und Laune entscheiden, ob man lieber Döner, Pizza oder in der Kantine essen möchte. Was mir auch sehr viel Freude bereitet, ist dass man Kinder von überall in der Klasse hat, die einen kommen aus dem Süden und die anderen aus dem Norden. Aber wie bei allem gibt es Vorteile ins Gymnasium zu kommen, aber auch Nachteile.

Da ich die Hälfte von der Zeit in Limpertsberg wohne, wäre es in meinem Fall am praktischsten hier weiter zur Schule zu gehen. Daher bevorzuge ich den Lycée de Garçons. Auch wenn ich noch nicht fest entschlossen bin, kann ich mich dort gut sehen. Jetzt gilt für mich aber erst mal entspannen und meine letzten Wochen in der Grundschule genießen.



Marie – Héloïse, 11

Ich werde groß ! Das denke ich, wenn ich ans Gymnasium denke. Ich freue mich schon sehr darauf, jeden Tag ins Gymnasium zu gehen. Aber ich bin auch traurig meine Schule, meine Klasse und am allermeisten meine Freunde zu verlassen denn ich kann nächstes Jahr nicht mit allen in diese Klasse gehen. Was mich dort noch alles erwarten wird, kann ich noch nicht genau wissen. Sicherlich werden viele Veränderungen auf mich zukommen aber das muss nichts Schlechtes heißen. Diese finde ich aufregend und ich denke man muss mutig sein, um mit den Veränderungen klar zu kommen. Ich habe manchmal Angst, dass ich mich schon am ersten Tag dumm anstelle.

Ich will ins Gymnasium LGL weil dort fast jeder aus meiner Familie war, ich schon seit immer dorthin wollte und es ein gutes Gymnasium ist. Ich frage mich, ob das Gymnasium wirklich so toll ist wie alle immer sagen. Vielleicht wird man noch nicht komplett erwachsen aber etwas älter schon.

Kann man dieses Gefühl überhaupt beschreiben? Älter zu werden? Vielleicht aber vielleicht auch nicht. Ich will auf jeden Fall wissen, wie sich dieses Gefühl anfühlt. Ich werde mich diese ganzen Dinge noch so lange fragen, bis ich endlich aufs Gymnasium gehen und auf meine Fragen eine Antwort kriegen werde. Manchmal muss man sich dem Schicksal stellen und darauf freue ich mich schon sehr.



Iacopo, 11

Pour le moment je suis encore à l'école primaire. L'année prochaine, je vais aller au Lycée de Garçons car ce lycée est proche de ma maison et mon frère y va en disant qu'il est bien. L'école est très grande et il y a beaucoup de gens. Il y a environ 35 élèves dans les classes. Sept ans de lycée et après je vais aller dans une université pour étudier un métier.

Il y aura aussi plus de sujets et ce sera plus sérieux. Le Lycée de Garçons a aussi des semestres. J'aimerais aussi aller au Lycée de Garçons car l'école dure jusqu'à 14 heures et j'ai visité le lycée lors des portes ouvertes et il me plaisait bien.

Je me sens content en pensant à l'année prochaine car je vais passer une grande étape de ma vie. Je suis triste d'aller au lycée car mes amis vont me manquer, mais je vais trouver des nouveaux amis. Mon seul souci c'est que les profs sont sévères, aussi les examens et les devoirs.

Il faut dire que parfois je suis maladroit.

L'année prochaine je vais aller en septième et j'aurai un temps formidable. C'est bientôt !

Je suis content de ne plus aller au foyer de l'école primaire car les repas n'étaient pas bons.



Miglè, 13

L'année prochaine, tout va changer. Je ne vais plus être dans une école fondamentale, j'irai au lycée. Au lycée, il va y avoir beaucoup d'énigmes. Le lycée va être beaucoup plus grand que l'école fondamentale.

Cette année je me sens grande, mais l'année prochaine au lycée, je me sentirai à la fois comme une des plus petites, mais aussi comme une des grandes, car je ne serai plus dans une école fondamentale.

Quand je pense à l'année prochaine, j'ai un sentiment bizarre et j'ai peur. Je suis triste penser que je vais voir mes amis moins souvent. Mais je trouve qu'aller dans un lycée, c'est intéressant, car j'aurai de nouveaux amis, de nouveaux professeurs et une nouvelle école.

L'année prochaine, je voudrais aller au lycée Athénée ou à l'Ecole Internationale Gaston Thorn (EIGT). Au lycée Athénée ou à l'EIGT, je veux continuer à apprendre en anglais. Après l'école, je vais au Conservatoire trois fois par semaine. C'est aussi une raison laquelle je voudrais aller dans un de ces deux lycées, car ils sont très proches du Conservatoire. J'aimerais faire encore plus d'activités extra-scolaires que maintenant et j'aurai plus de temps si je vais dans un de ces deux lycées.

Je suis déjà très excitée pour les classes du lycée et ma nouvelle vie. Je veux travailler avec des iPads, car je pense que c'est intéressant. J'ai juste un peu peur que les tests seront difficiles l'année prochaine et que mes nouveaux professeurs seront très stricts. Si le lycée est très grand, j'aurai peur aussi de ne pas trouver mes classes.



Naica, 12

Je pense que le lycée va changer beaucoup de choses dans ma vie et je ne suis sûrement pas la seule. Le lycée sera un bâtiment beaucoup plus grand que mon école actuelle et il y aura beaucoup d'élèves partout. Les premiers jours, je me perdrai sûrement dans l'école.

L'année prochaine, j'aimerais aller au lycée Ermesinde. Le lycée me plaît bien, car ils ont un système différent des autres. Ils ont une autre façon de penser qui me correspond mieux.

J'ai hâte d'aller au lycée, car ça fait six ans que je suis dans la même école et je pense avoir besoin d'un peu de changement. Je suis également contente d'aller au lycée pour pouvoir apprendre à connaître plus de gens et d'apprendre d'autres matières. J'ai aussi un peu peur, car j'aurai d'autres professeurs et d'autres amis. Je ne sais pas si je garderais contact avec mes amies actuelles, car c'est compliqué de se parler si on ne se voit plus.

Je ne sais pas trop à quoi m'attendre pour les maths, étant depuis petite habituée à les faire en allemand. Ce sera donc compliqué de retenir toutes les formules ou les règles en français. Et puis quand on est en sixième année fondamentale, on est comme « les grands » de l'école, alors qu'en septième secondaire on sera les plus petits.



Sergey, 12

Nächstes Jahr gehe ich in die Sekundarschule und ehrlich gesagt habe ich ein bisschen Angst davor. Ich mache mir Sorgen wegen der Lehrer: Erstens sind die meisten Lehrer sehr streng und zweitens müssen wir sie siezen. Ich weiß auch nicht ganz, was mich im Lyzeum erwartet, zum Beispiel welche Prüfungen ich nächstes Jahr schreiben muss. Ich habe auch schon ein bisschen von älteren Kindern gehört, wie schwer es im Lyzeum sein wird.

Aber ich finde auch, dass das nächste Schuljahr bestimmt sehr toll sein wird. Zum Beispiel freue ich mich darauf, neue Freunde kennenzulernen, aus dem Schulhof gehen zu dürfen, sowie auf die iPad-Klasse (wenn es sie gibt) – und auch auf den neuen Stundenplan. Vielleicht komme ich auch in eine Schule, die nur bis zwei Uhr geht und dann habe ich mehr Zeit für meine Hausaufgaben. Ich werde auch mit dem Bus zur Schule fahren und ich bekomme ein neues Handy.

Aber im Lyzeum bin ich auch wieder der Kleinsten, weil ich da auf 7e bin. Deswegen fühle ich mich gestresst, wenn ich an das nächste Jahr denke. Aber ich denke im Lyzeum wird es nicht ganz so schrecklich sein.

Ich bin mir noch nicht sicher, in welches Lyzeum ich gehen will, entweder ins Robert Schuman oder ins LGL. Im Moment will ich lieber ins LGL, weil ich die Schule cooler finde. Wenn ich ganz mit der Schule fertig bin, will ich Pilot werden. Ich werde die Grundschule sehr vermissen: meinen Lehrer, meine Freunde, sogar die Schule selbst und das Foyer scolaire.



Vincent, 11

Ich werde nächstes Jahr ins Lyzeum gehen. Nach sechs Jahren in der Grundschule gibt es endlich Veränderungen. Die Schule hört früher auf, man muss öfter mit dem Bus fahren, man muss sich selbst organisieren und so weiter. Die meisten Kinder sagen, sie seien die Größten und die Coolsten, aber wenn man ins Lyzeum geht, ist man der Jüngste der Schule.

Wenn ich an das nächste Jahr denke, bin ich froh und aufgeregt in eine Schule zu gehen, wo alles anders ist. Aber ich werde trotzdem meine alte Schule vermissen, weil ich hier viele gute Momente und auch einige schlechte Momente erlebt habe. Wenn ich ins Lyzeum gehe, werde ich neue Freunde finden, aber ich werde versuchen mit den alten Freunden weiterhin Kontakt zu halten.

Ich habe mich noch nicht entschieden, in welches Lyzeum ich gehe, weil ich noch nicht weiß, ob ich in die allgemeine oder in die klassische Sekundarschule orientiert werde. Falls ich in ein allgemeines Lyzeum gehe, glaube ich, dass ich ins Lycée Michel Lucius gehe, aber ich bin mir noch nicht sicher. Wenn ich in ein klassisches Lyzeum gehen darf, weiß ich noch nicht, welches ich auswählen soll. Um mich zu entscheiden, werde ich auf alle „Portes ouvertes“ gehen, die ich finden kann und die auch für mich passen.

Ich freue mich aber auf jeden Fall ins Lyzeum zu gehen, weil ich da vielleicht einen Laptop bekomme, ich alleine Bus fahren kann und die Schule früher aufhört. Aber ich mache mir Sorgen, wie ich mich organisieren soll mit den Büchern und wann ich in welchem Klassenraum sein soll.



Vadim, 11

Ich bin froh, dass ich nächstes Jahr in die Sekundarschule gehe. Ich denke zwar, dass es nächstes Jahr viel schwieriger sein wird und ich mehrere Hausaufgaben an einem Tag haben werde. Dennoch meine ich, dass ich nächstes Jahr viel mehr Freizeit nach der Schule haben werde, da die Schule früher endet.

Wenn ich an nächstes Jahr denke, fühle ich mich gut. Ich bin froh, dass ich die Schule wechsele und etwas Neues entdecke. Ich fühle mich begeistert vom Lyzeum in das ich gehen will. Ich möchte nämlich ins Lycée Robert Schuman. Ich finde das Lyzeum gut, weil es viele Angebote hat, die mich interessieren. Zum Beispiel haben sie Ping-Pong Tische, was ich super finde. Und im Lyzeum gibt es nicht so viele Schüler wie in anderen Lyzeen. Ich bin schon sehr auf das Arbeitssystem der Schule gespannt und hoffe, dass ich in eine Klasse mit Tablets gerate. Ich habe auch gehört, dass es dort mehrere Essensmöglichkeiten gibt, was ich auch toll finde.

Ich freue mich sehr, dass ich bald ins Lyzeum gehe. Ich hoffe, ich werde neue Freunde finden und viel Spaß haben. Wie ich schon sagte, machen mir die Hausaufgaben und die Tests ein wenig Sorgen. Ich hoffe natürlich auch, dass ich im Robert Schuman angenommen werde und dass ich nicht total durcheinander sein und immer meine Hausaufgaben vergessen werde. Denn ich will auf keinen Fall eine Klasse wiederholen.



Ab in die Freiheit? Die Entwicklungsphase *emerging adulthood* geht auf den US-Forscher Jeffrey Arnett zurück

Déi éischt Wäschmaschinn

Anette Schumacher

Auszug aus dem Elternhaus, Berufsanfang, Selbstständigkeit? An der Universität wird zu den Übergängen ins Erwachsenenendasein geforscht

Wann ist man erwachsen? Auf diese Frage hat ein Jugendlicher im Rahmen einer Studie der Universität Luxemburg folgende Antwort gegeben: „Et gëtt e Mëtzel fir ze mierken, wéini een erwuessen ass, a wéini net, an dat ass, wann een déi éischt Wäschmaschinn kritt. An ech hunn eng“, und stellt mit dieser Umschreibung des Erwachsenwerdens auf anschauliche Art und Weise die Erreichung von Autonomie in den Vordergrund. Die wissenschaftliche Betrachtung und die Sichtweise von Jugendlichen stimmen also weitgehend überein, was Erwachsensein bedeutet: ein selbständiges Leben zu führen, die damit einhergehenden Veränderungen zu bewältigen und Verantwortung zu übernehmen. Doch dieser Status wird nicht von heute auf morgen erreicht, es braucht eine gewisse Zeit, diesen Übergang, also die Transition vom Jugendlichen zum Erwachsenen, zu vollziehen. Der amerikanische Psychologe Arnett hat mit dem Begriff *emerging adulthood* (Erwachsenwerden) die Zeitspanne

Traditionelle Übergangsmuster verlieren zunehmend an Bedeutung, mehr Möglichkeiten erschweren jedoch oftmals die Entscheidungsfindung

zwischen Jugend und Erwachsensein bezeichnet, die sich aufgrund des wirtschaftlichen Wandels, der Ausdehnung der Ausbildungszeiten und der Komplexität der Ausbildungswege in vielen westlichen Ländern verlängert hat. Infolgedessen hat sich auch der Auszug aus dem Elternhaus für einen Teil der Jugendlichen verschoben. Im Jahr 2021 haben 90,3 Prozent der 20 bis 24-Jährigen in Luxemburg noch zu Hause bei den Eltern gewohnt. Von den 25 bis 29-Jährigen sind es laut Eurostat immerhin mehr als ein Drittel dieser Altersklasse. Damit einhergehend fühlen sich viele der 20 bis 29-Jährigen auch dann noch in der Transitionsphase, wenn sie bereits einer Arbeit nachgehen, studieren oder in der Ausbildung sind. Dadurch, dass sie noch zu Hause bei den Eltern wohnen, haben sie nicht das Gefühl, „ganz erwachsen“ zu sein, denn das Bedürfnis nach Unabhängigkeit und Autonomie ist oftmals erst mit der Gründung eines eigenen Haushalts erfüllt.

Übergänge bedeuten Veränderung

Übergänge sind durch Veränderungen gekennzeichnet und die Zeit der Jugend ist mit einschneidenden Veränderungen verbunden. In der Psychologie spricht man somit von einer Transitionsphase, die bezogen auf die Adoleszenz die Bewältigung bestimmter Entwicklungsaufgaben (Havighurst, 1980), wie zum Beispiel die Identitätsentwicklung, beinhaltet und daher mit großen Herausforderungen und Anpassungsleistungen von Seiten des Jugendlichen verbunden ist. Dies ist keine einfache Zeit und auch wenn man nach dem Gesetz mit 18 Jahren volljährig ist, fühlen sich viele der über 18-Jährigen im Alltag noch nicht im Erwachsenenendasein angekommen (siehe Jugendbericht 2015). Um sich auf dem Weg zum Erwachsenwerden zu sehen, ist es für viele Jugendliche wichtig, die Schule abgeschlossen oder verlassen zu haben und den Einstieg in die Berufstätigkeit geschafft zu haben. Hierbei handelt es sich jedoch nur um einen von mehreren Teilübergängen, die auch als Transitionsmarker bezeichnet werden (andere sind zum Beispiel der Auszug aus dem Elternhaus oder die Familiengründung).

Erwerbsarbeit hat eine starke Bedeutung

Der Erwerbseinstieg ist für viele Jugendliche einer der wichtigsten Eckpfeiler des Erwachsenwerdens, weil er eine gewisse finanzielle und ökonomische Unabhängigkeit mit sich bringt, die als Voraussetzung für selbstbestimmtes Handeln gilt und damit dazu beiträgt, soziale, wirtschaftliche und auch psychische Unabhängigkeit zu erreichen (Konietzka, 2010). Arbeit ist jedoch nicht nur notwendig, um ökonomische Selbstständigkeit und eine gewisse Planungssicherheit für die persönliche Zukunft zu ermöglichen, Arbeit beinhaltet darüber hinaus weitere wichtige Funktionen: Sie charakterisiert unseren sozialen Status, führt zu geregelten sozialen Kontakten, vermittelt Anerkennung und strukturiert unsere Tages- und auch Lebenszeit. Somit ist es nicht erstaunlich, dass dem Eintritt des Jugendlichen in den Arbeitsmarkt so eine große Bedeutung zuerkannt wird.

Ob der Einstieg in den Arbeitsmarkt jedoch erfolgreich abläuft, hängt neben anderen Faktoren, wie zum Beispiel dem sozioökonomischen Status und der familiären Unterstützung, insbesondere mit dem Bildungsabschluss zusammen. So hat der Zugang zu Bildung nicht nur einen enormen Einfluss auf den Berufseinstieg, sondern auf die gesamte Transition, wobei wiederum der Bildungserfolg, ebenso wie auch Wohlbefinden und Gesundheit, stark mit dem sozioökonomischen Status, also der sozialen Herkunft des Jugendlichen, zusammenhängt. In den letzten Jahren ist das Bildungsniveau der luxemburgischen Bevölkerung stark angestiegen und somit verläuft der Übergang in die Erwerbstätigkeit für viele hochqualifizierte Jugendliche relativ unproblematisch. Für sie stellt die im Bildungssystem erworbene formale Qualifikation die Eintrittskarte in den Arbeitsmarkt dar. Anders dagegen sieht es für Jugendliche ohne oder mit niedrigem Bildungsabschluss aus, für die es oftmals schwierig ist, den Übergang in den Arbeitsmarkt reibungslos zu vollziehen und nicht wenige von ihnen finden sich mehrfach in Unterstützungsmaßnahmen wieder. Vor allem Jugendliche ohne Sekundarschulabschluss durchlaufen häufiger solche „Maßnahmenkarrieren“ und haben geringere Chancen, auf dem Arbeitsmarkt Fuß zu fassen. So betrug im Februar 2023 laut Eurostat die Arbeitslosenrate der unter 25-Jährigen in Luxemburg 18,8 Prozent.

Phasen der Arbeitslosigkeit, Zeitverträge oder Maßnahmenkarrieren stellen jedoch problematische Situationen für Jugendliche dar, die sich noch mitten in der Identitätsentwicklung befinden. Solche Erlebnisse können sich negativ auf das Selbstkonzept auswirken und lassen sich für einen Teil der Jugendlichen kaum ohne professionelle Unterstützung bewältigen, die ihnen dabei hilft, sich mit Brüchen und Neuorientierungen im Leben auseinanderzusetzen und sich trotz dieser Schwierigkeiten in die Gesellschaft zu integrieren. Aber auch den Jugendlichen, die scheinbar problemlos in den Arbeitsmarkt einsteigen, wird viel abverlangt. Sie müssen sich an die gestellten Ansprüche, wie höheren Bildungsanforderungen, Flexibilisierungserwartungen und Leistungsdruck stellen und lernen damit zurecht zu kommen. Größere werdende Leistungsanforderungen, steigender Konkurrenzdruck und die Zunahme atypischer Beschäftigungsformen stellen vor allem junge Menschen zu Beginn ihrer Erwerbskarriere vor hohe Anforderungen; diesen gerecht zu werden und sie gleichzeitig in die private Lebenssituation, wie zum Beispiel die Gründung einer Familie oder die Betreuung von Kindern, einzubinden, verlangt von den heutigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen eine Vielfalt von Ressourcen.

Mehr Chancen, mehr Risiken

Zwar haben Jugendliche heutzutage in einem Land wie Luxemburg vielfältige Möglichkeiten, ihre Berufswahl, -wege und -ziele durchaus eigenständig und selbstverantwortlich zu bestimmen. Die Wege dorthin sind jedoch immer weniger vorgezeichnet und tradierte Übergangsmuster verlieren zunehmend an Bedeutung. Es existieren vielfältige Optionen, die den Weg zur Individualisierung weit geöffnet haben. Mehr Möglichkeiten erschweren jedoch oftmals die Entscheidungsfindung. Bieten sich viele Möglichkeiten, sind die Folgen verschiedener Entscheidungen in der Regel weniger bekannt und transparent und damit weniger berechenbar und somit auch risikoreicher. Autonome Entscheidungen zu treffen, bedeutet unter diesen Umständen ein hohes Maß an Eigenverantwortung zu übernehmen, weil im Falle eines Misserfolges zudem nur noch schwerlich extern attribuiert werden kann („Du hattest doch alle Möglichkeiten, warum hast du ausgerechnet diese gewählt“). Inwiefern die Jugendlichen heutzutage mit der Wahlfreiheit, den damit verbundenen Anforderungen der Verantwortungsübernahme auf dem Weg in den Arbeitsmarkt umgehen können, hängt stark von ihren persönlichen Ressourcen ab. Hier spielen ihre kognitiven Fähigkeiten, ihre Motivation, ihre sozialen Kompetenzen, aber auch psychologische Komponenten wie etwa die Selbstwirksamkeitserwartung, das heißt das Zutrauen in die eigenen Fähigkeiten und die Überzeugung, auch schwierige Situationen eigenständig meistern zu können, eine entscheidende Rolle.

Während die Jugendlichen, die über entsprechende familiäre Ressourcen verfügen, den Weg in die Berufstätigkeit oftmals ohne größere Schwierigkeiten meistern können, stellt diese Aufgabe für Jugendliche mit geringem familiärem Rückhalt eine Herausforderung dar, die sie teilweise nicht allein bewältigen können. Positive Beziehungen innerhalb der Familie spielen also eine nicht unerhebliche Rolle. Auch wenn sich ein gutes Verhältnis nur auf ein Elternteil beschränkt, wirkt sich dieses positiv auf den Übergangsverlauf aus und es zeigen sich mehrheitlich unkomplizierte Transitionen, das heißt der Weg vom Bildungssystem in die Arbeitswelt verläuft relativ zielstrebig und geradlinig. Darunter fallen gleichwohl auch Transitionen, bei denen eher Umwege und eine individuelle und kreative Struktur zu beobachten sind, die jedoch letztendlich trotzdem zu einer erfolgreichen Bewältigung der Transition führen. Jugendliche, denen die Transition in die Berufswelt nicht ohne Unterstützung gelingt, müssen jedoch nicht selten mit Misserfolgen und negativen Auswirkungen ihrer beruflichen Lage auf ihre Psyche und ihr Wohlbefinden kämpfen. Das Fehlen eines geregelten Tagesablaufes, finanzielle Schwierigkeiten, der Verlust des Selbstvertrauens und die eingeschränkte Teilhabe am gesellschaftlichen Leben sind für Jugendliche nur schwer zu bewältigen. Jugendliche, die es nicht schaffen, die Transition in Arbeit zu vollziehen, erleiden somit bereits in jungen Jahren Scheiter- und Frustrationserfahrungen, die gravierende Auswirkungen auf alle Lebensbereiche haben können und so nicht selten zu einer frühen sozialen Exklusion führen können. So waren im Jahr 2021 laut Eurostat in Luxemburg 28,3 Prozent aller Jugendlichen zwischen 15 und 24 Jahren von Armut und sozialer Exklusion bedroht.

Auch wenn Erwachsenenwerden eine sehr individuelle Erfahrung darstellt und zu unterschiedlichen Zeitpunkten einsetzt, spielt der klassische Transitionsmarker „Einstieg in die Arbeitswelt“ für viele Jugendliche immer noch eine entscheidende Rolle. Auch wenn die Welt sich immer schneller verändert und der Jugendlichkeit eine immer stärker werdende positive Bedeutung zuerkannt wird, erfahren die Transition in Arbeit und die damit einhergehenden Erwartungen der Gesellschaft von der überwiegenden Mehrheit der Jugendlichen große Zustimmung und stellen deshalb für den einzelnen Jugendlichen auch eine besondere Herausforderung dar, deren Bewältigung oder Nichtbewältigung starke Auswirkungen auf das psychische Befinden, die Identitätsentwicklung und das Zutrauen in sich selbst hat. Der Übergang in Arbeit kann unterschiedlich erfolgreich und durchaus unterschiedlich gradlinig verlaufen, aber jeder Jugendliche in Luxemburg sollte die Chance und die individuell benötigte Unterstützung bekommen, die er braucht, um diesen Weg schaffen und letztendlich auch eine Waschmaschine sein eigen nennen zu können. ●

Anette Schumacher ist Psychologin und Postdoctoral Researcher am Zentrum für Kindheits und Jugendforschung (CCY) an der Universität Luxemburg

L'intégration, un impératif économique et sociétal

L'immigration et l'intégration constituent des enjeux majeurs pour nos sociétés vieillissantes. Les caractéristiques spécifiques de notre pays, liées à son dynamisme économique et au besoin de main-d'œuvre qui s'y rattache, lui font prendre une place particulière en Europe. Notre modèle d'accueil et d'intégration est mis sous pression par l'évolution récente de la structure de l'immigration. Ces mutations plaident pour une adaptation progressive de la politique d'intégration basée sur des données probantes et des analyses rigoureuses. Il en va de la survie de notre modèle sociétal inclusif et prospère.

Les comparaisons internationales révèlent des changements progressifs et profonds dans la taille et dans la structure de l'immigration à destination des pays industrialisés. Entre 1960 et 2020, la population d'origine étrangère a augmenté beaucoup plus rapidement que la population totale, faisant passer la proportion moyenne d'immigrés dans les pays riches de 4,5 à 12%. Un autre fait avéré est que cette évolution s'explique principalement par l'afflux d'immigrants en provenance des pays en développement. Les causes profondes de ces tendances sont connues : de larges disparités de croissance démographique entre les pays riches et les pays pauvres, de fortes inégalités économiques, une mondialisation accrue facilitant les déplacements, des instabilités politiques, des chocs climatiques, pour ne citer que celles-là. Cette immigration en provenance de pays géographiquement, économiquement, politiquement et culturellement plus distants est un phénomène flagrant – surtout dans les grandes métropoles – qui engendre des peurs au sein de la population et pose le défi majeur de l'intégration des immigrés.

Cette intégration constitue pourtant l'un des principaux enjeux de notre temps. Étant donné le vieillissement de notre population et nos besoins toujours croissants de main d'œuvre, nous, Européens, n'avons d'autre choix que de recourir à l'immigration sous peine de remettre en cause notre prospérité. Par ailleurs, restreindre cette immigration est vraisemblablement contre-productif et matériellement illusoire, étant donné les écarts de revenus persistants entre pays et le développement des moyens de transport et de communication. La question qui devrait plutôt nous occuper est de savoir si nous réussirons ou non cette intégration, et comment y parvenir. En cas d'échec, les sociétés européennes seront durablement fracturées, et risquent de voir la construction européenne et notre modèle démocratique menacés par la montée de mouvements xénophobes et populistes. Si le défi est énorme pour l'Europe, il l'est d'autant plus pour le Luxembourg, petit pays carrefour, avec une proportion d'immigrés très importante parmi ses résidents.

En effet au Grand-Duché, les tendances migratoires sont encore plus spectaculaires que dans les autres pays industrialisés. Entre 1960 et 2020, la part des immigrés est passée de 13,1 à 47,1%. Dans le même temps, la part des immigrés originaires des pays en développement a bondi de 1,3 à 10,4%. Cette augmentation s'explique par des afflux croissants en provenance de quelques pays : Chine, Monténégro, l'Inde, Cap Vert, Kosovo, Brésil, Russie, Maroc ou encore Turquie. De plus, depuis le début des années 2000, le Luxembourg est l'un des pays de l'OCDE qui accueille relativement le plus de demandeurs. Avec une moyenne de 3.500 demandes d'asile par million d'habitants depuis 2015, le Luxembourg occupe la seconde place du classement derrière la Grèce.

L'intégration de ces nouveaux migrants économiques et des bénéficiaires de protection internationale constitue un enjeu majeur pour le pays, avec des implications potentiellement fortes à la fois sur la cohésion sociale, le vivre ensemble et sur l'économie nationale.

Une intégration à deux vitesses

Le Grand-Duché a une longue tradition d'immigration de travail. En termes de performance d'intégration, si l'on compare l'immigré moyen au natif moyen, le Luxembourg se situe autour de la moyenne européenne en matière de logement, de décrochage scolaire ou de santé. Notre dynamisme économique nous permet de faire mieux que nos partenaires européens en ce qui concerne l'accès au marché du travail. Nous faisons en revanche moins bien en termes d'accès à l'emploi public et d'acquisition de la nationalité. En d'autres termes, si l'étape première d'intégration par l'emploi est largement atteinte, les nouveaux arrivants arrivent rarement jusqu'à devenir officiellement luxembourgeois, signe d'intégration pérenne.

De surcroît, l'intégration par l'emploi plutôt réussie cache des disparités importantes selon l'origine des immigrés. Tous les indicateurs se dégradent en effet lorsqu'on se concentre sur les immigrés non européens-qui sont de plus en plus présents. Malgré une situation de quasi plein-emploi, le taux d'emploi des

immigrés hors-UE est d'environ 10 points inférieur à celui des natifs. En matière de pauvreté, la différence entre les natifs luxembourgeois et les ressortissants non-européens est la plus élevée au sein des pays de l'OCDE. Le taux de pauvreté de ces derniers est de 46.6%, soit 4,2 fois plus que les personnes nées au Luxembourg. A titre de comparaison, ce rapport s'élève à 3,5 en Belgique, en France ou en Suède, contre seulement 1,5 en Irlande et au Royaume Uni. Certes, le revenu médian du Luxembourg est supérieur à celui des autres pays européens, mais le coût de la vie – en particulier du logement – y est également plus élevé. Les descendants des ressortissants des pays non-européens rencontrent également des difficultés importantes, tant sur le plan scolaire que pour s'insérer sur le marché du travail. Les enfants nés au Luxembourg de parents immigrés ont des résultats en compréhension à l'écrit largement inférieurs à ceux nés de parents natifs. Soulignons que cette situation concerne également les enfants de parents d'origine portugaise. Ceux-ci sont souvent relégués vers des filières techniques et professionnelles, et sont sous-représentés parmi les diplômés du supérieur.

La situation sur le marché du travail des bénéficiaires de protection internationale est encore moins favorable. Les raisons de cette situation sont bien connues : méconnaissance de la langue, distance culturelle, manque de réseau, manque de préparation à la migration, traumatismes physiques et psychiques, contraintes familiales, etc. La situation au Luxembourg n'est de ce point de vue pas différente de celle des autres pays européens. Une étude récente de l'OCDE souligne ainsi que le taux d'emploi des ressortissants syriens et érythréens avoisine 35% au Luxembourg, et celui des Afghans s'établit à 28%. A titre de comparaison, le taux d'emploi des luxembourgeois avoisine les 70%.

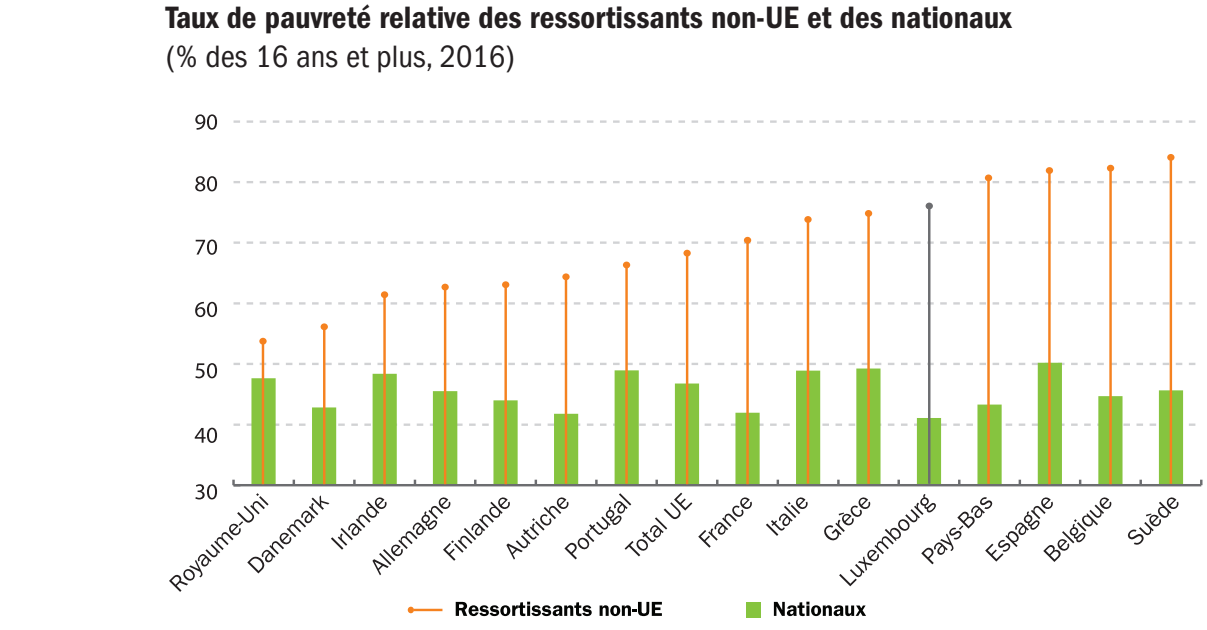
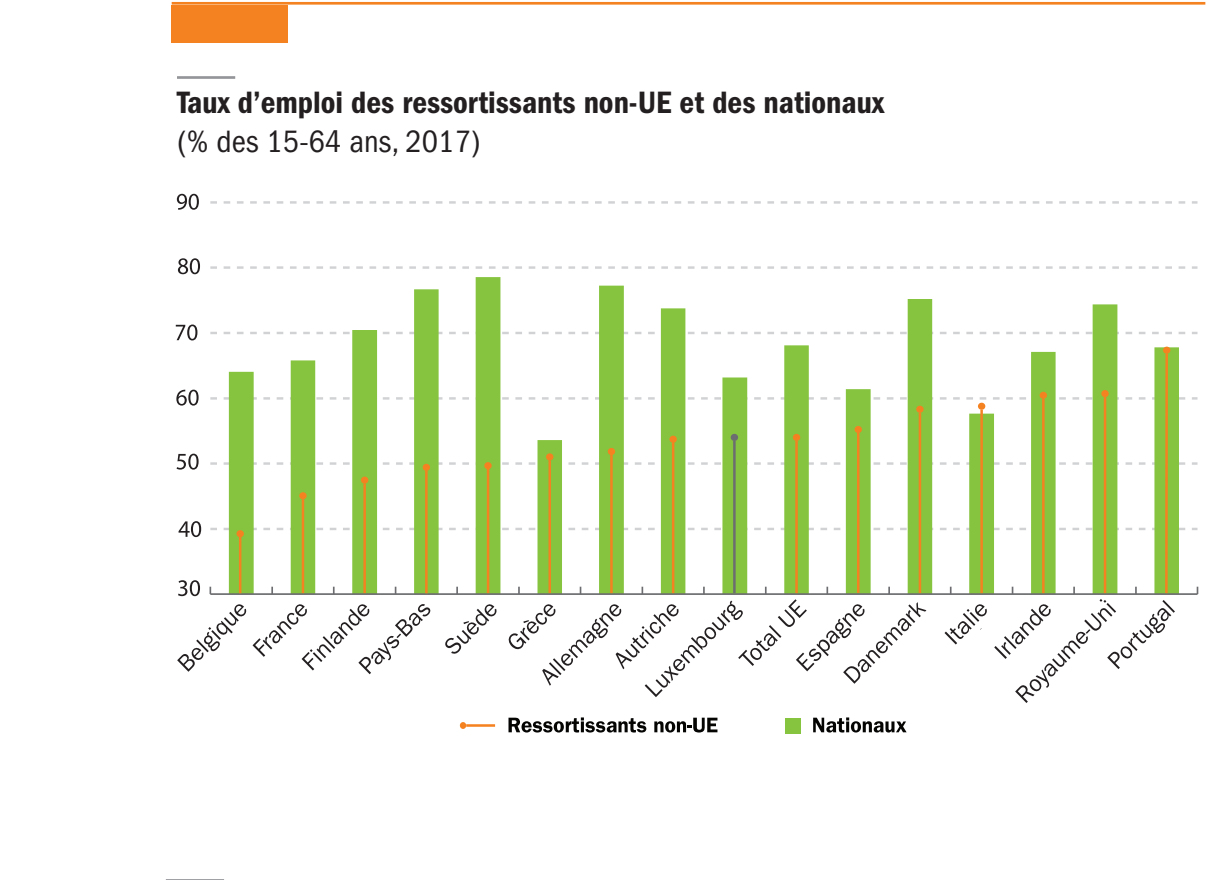
L'intégration par l'emploi plutôt réussie cache des disparités importantes selon l'origine des immigrés.

Une politique d'intégration dynamique, mais en quête d'efficacité

Comme ses partenaires européens, le Grand-Duché de Luxembourg a mis en œuvre une politique visant à faciliter l'accueil et l'intégration des immigrés, à assurer l'égalité des chances et à promouvoir la cohésion sociale. L'efficacité de cet ensemble de politiques n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation ou d'un suivi systématique.

Le **Contrat d'Accueil et d'Intégration** est un programme volontaire ouvert à tous les ressortissants étrangers. Certainement utile, il semble cependant qu'il manque largement sa cible puisque parmi la population étrangère seulement 10% y participent et parmi ceux qui participent, les deux tiers sont européens. Ce sont donc ceux qui en ont potentiellement le moins besoin qui suivent ce programme. L'augmentation du nombre de ressortissants des pays tiers et les difficultés d'intégration sous-jacentes nécessitent des ajustements graduels et appellent à une évaluation rigoureuse tant des incitants à participer au programme que de ses effets sur les performances des immigrés.

Le **Parcours d'Intégration Accompagné** est quant à lui réservé aux demandeurs de protection internationale. Il est obligatoire et implique une formation linguistique et d'alphabétisation ainsi qu'une séance d'information sur la vie au Luxembourg. L'ambition de ce programme peut paraître limitée, et les formateurs font face à des difficultés notamment liées à l'hétérogénéité des publics en termes de motivation, de



niveau linguistique d'entrée, de contraintes familiales. L'accroissement rapide du nombre de demandeurs de protection internationale rend nécessaire une réflexion sur l'absence de certification et de suivi des acquis de ce parcours, ainsi que sur le lien avec l'accès au marché de l'emploi.

Enfin, tous les immigrés bénéficient également du **Plan d'Action National (PAN)** qui soutient de multiples actions menées par les autorités locales et un monde associatif dynamique. Au niveau communal, un **Plan Communal d'Intégration (PCI)** est supposé permettre aux responsables de structurer et coordonner ces actions et mesures locales. Mais ceci ne concerne qu'un nombre limité de communes : seulement 5 communes en 2022, alors qu'un plan est en cours d'élaboration dans une vingtaine d'autres. En outre, on ne sait combien d'immigrés bénéficient de ces PCIs. Le PAN *Intégration* prévoit un cadre général, stratégique et durable pour la mise en place de ces mesures d'intégration décentralisées. Il pourrait, selon la Ministre Corine Cahen, se voir renforcé d'un plan de lutte contre le racisme et les discriminations dans les prochains mois, le PAN *Racisme*. Le PAN procède par appels à projets sur des thématiques prioritaires et offre un support financier important aux associations. Il s'appuie sur une approche *bottom-up* originale et pertinente, qui vise à stimuler, à travers un appel public à candidatures et des instruments de financement flexibles, la génération d'idées innovantes par les acteurs de terrain. Mais l'efficacité de cet ensemble de mesures est incertaine, et l'analyse des actions du passé est même impossible étant donné l'absence de collecte systématique de données. A titre de comparaison, les programmes de coopération au développement tels que le *Fonds d'Innovation pour le Développement* en France suivent également cette approche *bottom-up*, mais imposent aux « innovateurs » de mettre en œuvre ou de participer à une évaluation d'impact de leur intervention. Ce modèle pourrait utilement être transposé aux PANs. Ceci impliquerait que les innovateurs assurent le suivi des effets de leurs actions et des retombées sur les publics cibles. Pour les projets les plus ambitieux, le gouvernement pourrait soumettre les innovations à une évaluation scientifique externe, avant une déclinaison de l'initiative locale à une échelle plus large.

A l'ère des *evidence-based policies*, le moment semble opportun pour la mise en place d'une évaluation rigoureuse et systématique de l'impact des programmes d'intégration et identifier les pistes d'amélioration, les besoins non satisfaits et les réorganisations nécessaires.

L'évaluation contribue à générer un impact élevé et durable, et à améliorer le rapport coût-efficacité des politiques publiques.

Situé au cœur d'une Europe où les populistes ont le vent en poupe, le Luxembourg est marqué par une immigration importante et ancienne. Grâce à une situation économique florissante et à une politique d'intégration volontariste, notre pays a, pour l'instant, échappé à la tendance au repli sur soi que l'on observe chez la plupart de nos voisins. Mais la situation des immigrants est loin d'être satisfaisante. Alors que l'on peut prévoir une augmentation des flux migratoires dans les prochaines années, il est essentiel d'améliorer nos performances en matière d'intégration. Cela nécessite d'avoir des politiques d'intégration performantes et innovantes qui feraient du Luxembourg un exemple européen en la matière.

Aline Muller et Frédéric Docquier,
Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)
Vincent Laborderie
Université Catholique de Louvain

Comme une lettre à la poste ?

Yolène Le Bras

Le métier de facteur attire toujours. Le *Land* a suivi Mike da Silva, actuellement en formation. Et a pu se rendre compte de l'aspect social de la profession

La journée commence à six heures par le tri du courrier. Une machine s'est déjà chargée d'une partie des lettres mais les plus grandes enveloppes doivent être triées à la main, les colis et les recommandés aussi. Mike da Silva, onze ans de livraison derrière lui, est actuellement en formation chez Post : « Je ne m'attendais pas à ça, qu'il y ait autant de préparation, c'est ce qu'on ne voit pas quand on croise le facteur. Il se passe beaucoup de choses avant de pouvoir distribuer le courrier. » Comme les 49 autres apprentis facteurs en 2021-2022, le jeune homme de 31 ans a d'abord passé quelques jours d'observation au centre de distribution et poursuivi avec deux semaines de formation théorique. Il en est actuellement aux deux semaines de pratique, conduites par le facteur formateur Jeff Keipes. Marvin Divo, membre de Post depuis plus de trente ans, assure la théorie. Selon ce dernier, la grande différence entre un débutant et un facteur expérimenté est que l'expérimenté « sait exactement ce qu'il fait » : « Il arrive, il prend ses lettres, il commence à trier à son tempo. Un jeune il va courir, il va là, puis là-bas, et perd beaucoup de temps. » Mike témoigne : « Je suis dans ma bulle, je reste concentré, alors que les autres, les expérimentés, arrivent à discuter en même temps. »

La maîtrise du temps et la méthodologie sont les maîtres mots du métier. Une fois le tri fini, qui dure de une à deux heures selon la quantité, les facteurs partent pour leur tournée qu'ils terminent vers treize heures. La dernière heure est consacrée aux papiers à remplir et à la garde du courrier en cas d'absence. Les membres qui débutent n'ont pas le temps de discuter avec les gens mais, peu à peu, ils parviennent à gérer la durée de leur tournée et s'autorisent des échanges qui font partie de la richesse de la profession. Sacha Petulowa, facteur à Bettembourg et membre du comité de l'Asbl Bréifdréischgewerkschaft (BG) en fonction de trésorier, atteste de cette proximité gagnée au fil des distributions : « On peut aider, on est témoins des changements ; un bébé qui naît, le parent ou le partenaire qui décède... Tu entends les misères, tu entends le bonheur », résume-t-il. Engagé chez Post depuis 17 ans, Sacha note une baisse de la qualité du service en 2011, due à un trop grand nombre de ménages à gérer par facteur. À cette même période, la société décide d'engager des personnes qui ne parlent pas luxembourgeois et les frontaliers viennent soutenir les effectifs. Selon les enquêtes, les clients sont aujourd'hui satisfaits.

C'est un emploi où il n'est évidemment pas possible de faire du télétravail ou des demi-journées. Mais il offre la liberté de prendre le temps qu'on veut pour faire sa tournée, sans pression commerciale et sans patron dans le dos

Le nombre de ménages par facteur continue d'augmenter mais cela s'explique par la diminution du courrier par habitant. En 2005, les facteurs faisaient des tournées comprenant 500 ménages, ils en ont aujourd'hui environ 900 et jusqu'à 1 200 pour ceux chargés des villes et de ses immeubles. Aujourd'hui, les ressources humaines emploient surtout des facteurs venant des pays voisins qui ont au moins trois ans d'expérience. Comme les procédures divergent, ils doivent suivre huit jours de formation théorique et sept jours de pratique, contre dix et quinze jours pour les « non expérimentés ». « J'en suis à ma troisième tournée, là ça y est, j'apprends au fur et à mesure », assure Mike. Sacha Petulowa estime à six mois environ le temps qu'il faut pour être à l'aise avec la plupart des tâches à fournir et les formateurs se doivent d'être « au top des nouveautés » pour pouvoir répondre à toutes les questions sur les différents produits.

« On apprend en continu, il y a toujours quelque chose que je n'avais encore jamais vu », affirme le trésorier de la BG. Le métier est en perpétuel changement. Moins de courrier ordinaire donc, mais plus de petits colis et de publicités adressées. Un travail au bureau devenu plus important aussi, les grandes listes regroupant les distributions de magazines ayant été remplacées par un papier propre à chaque client par exemple. Sacha se souvient également avoir payé le chômage à ceux qui n'avaient pas de compte bancaire jusqu'en 2006. La digitalisation a bien sûr également marqué la profession, les facteurs n'utilisant plus de signatures papier depuis plus de dix ans maintenant. « Dans un ou deux ans, d'autres choses seront sûrement encore digitalisées mais le tri et la distribution se feront toujours à la main, je ne vois pas une machine ou un drone faire le travail à notre place », estime le syndicaliste. Aussi, nombreuses sont les choses apprises durant la formation par les futurs collaborateurs qui deviendront obsolètes dans quelques années. La loi du 1^{er} janvier 2024 qui stipulera que les résidents devront communiquer leur volonté de recevoir des publicités – et non le système inverse comme c'était le cas jusqu'à présent – modifiera déjà les tournées. Face à tous ces changements et aux erreurs qui en découlent, la BG aimerait mettre en place un meilleur suivi des nouveaux arrivants, avec notamment des formations supplémentaires, des *refresh* au cours de la première année. « L'objectif est d'accompagner les facteurs nouvellement recrutés plus souvent et sur une plus longue période, à intervalles réguliers, lors des tournées, afin d'attirer l'attention sur d'éventuelles erreurs et d'améliorer encore la qualité du travail », peut-on lire parmi leurs revendications.

S'il arrive que certains facteurs, notamment dans les zones rurales, amènent du pain ou du lait aux personnes âgées ou entrent dans la maison pour voir si la personne va bien, la mise en place d'un « facteur social » – soit un système payant de services à la personne comme existant en France – n'est encore qu'un projet. Néanmoins, comme le rappelle Marvin, le facteur est social : « Le facteur est très bien vu au Luxembourg, les gens sont généralement accueillants. Au bout d'un moment, ils te connaissent, ils ont confiance en toi, et là il y a des liens qui se créent. » Un des membres de Post est ainsi resté 32 ans sur la même tournée et a connu la famille sur quatre générations. « Alors on l'attend, on l'invite à prendre le café... » Mike da Silva a encore eu peu de contacts avec les clients, seulement des « Ah vous êtes nouveau ? », mais a déjà reçu une boîte de chocolats, comme il précise avec un sourire. Le confinement a encore amélioré l'image du facteur. « Le facteur était 'normal', on le voyait mais on ne le remarquait pas, mais ça a changé durant le *lockdown* », juge le syndicaliste. Les gens, avides de contact humain, ouvraient les fenêtres quand le facteur passait et des remerciements ont été apposés sur les boîtes

aux lettres. Petulowa cite une cliente qui lui a apporté une boîte de Merci : un merci d'être toujours là pour lui apporter le courrier. « La pandémie aura remis le facteur en valeur, on est sur une bonne vague depuis trois ans... en espérant que ça dure ! », conclut le membre de la BG.

Tout n'est pas rose non plus. Déjà, c'est un emploi où il n'est évidemment pas possible de faire du télétravail ou des demi-journées – au contraire de ce que recherchent de plus en plus de jeunes –, la tournée doit être faite. Il y a des journées plus chargées que d'autres et on ne peut pas les prévoir. Les facteurs qui font leur tournée en voiture sont contraints par les embouteillages et ceux qui sont à pied, comme Jeff,

doivent supporter des conditions météorologiques parfois difficiles. Les membres de Post ont cependant un regard très positif sur leur métier : le contact avec les gens donc est l'aspect le plus mis en avant, mais aussi la liberté de prendre le temps qu'on veut pour faire sa tournée, sans pression commerciale et sans patron dans le dos. « C'est un métier qui redonne beaucoup », assure Sacha. D'autres avantages sont cités comme la sécurité d'être employé dans la deuxième plus grosse société du pays ou encore les horaires – le fait de terminer à quatorze heures permettant de faire d'autres activités et de concilier travail et vie de famille. En outre, à ces heures-là, l'aller comme le retour se font sans encombre. « Avant, je commençais à neuf heures et je partais

une heure quinze avant ; maintenant, pour être à l'heure ici, je pars vingt minutes avant, je gagne beaucoup de temps », se satisfait le nouveau venu. Enfin, Post offre aussi la possibilité de changer en interne. Après un minimum de trois ans en fonction de facteur, ceux-ci peuvent se réorienter vers le guichet, la télécommunication ou le garage regroupant les voitures de l'entreprise. Des cours de luxembourgeois sont également proposés depuis peu et Mike attend la prochaine formation, la précédente ayant été rapidement remplie : « En tournée, les gens sont toujours contents de parler luxembourgeois ! » Jeff, qui voit dans le facteur « l'ambassadeur de la poste », en est sûr : « Dans dix ans, le facteur sera encore là, mais avec quels produits autour, ça c'est à voir... » ●

Mirko Hebler, facteur, et Mike da Silva (droite), en formation



À LA RECHERCHE D'UNE FORMATION ?

Le LLLC vous accompagne dans votre projet « formation ».

Découvrez l'offre complète sur [LLLC.lu](https://www.lllc.lu)



Cours du soir
Séminaires
Formations universitaires
Formations spécialisées
Formations pour seniors
Certifications

Les différentes formules :

-  en présentiel
-  en blended learning
-  à distance
-  en e-learning



CHAMBRE DES SALARIÉS
LUXEMBOURG



LUXEMBOURG LIFELONG
LEARNING CENTRE
LA FORMATION CONTINUE DE LA CHAMBRE DES SALARIÉS